



Assemblée générale

Soixante-quatrième session

3^e séance plénière

Mercredi le 23 septembre 2009, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Treki. (Jamahiriya arabe libyenne)

La séance est ouverte à 9 h 10.

Point 107 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/64/1)

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à la décision prise à sa 2^e séance plénière, le 18 septembre 2009, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 107 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général : Monsieur le Président, je vous présente mes sincères félicitations à l'occasion de votre entrée en fonctions. Je vous souhaite plein succès et tiens à vous assurer que mon soutien vous est acquis.

(*poursuit en anglais*)

Chaque année, en septembre, nous nous retrouvons pour ce rite solennel. Nous nous réunissons pour réaffirmer notre foi dans notre charte fondatrice, dans les principes fondamentaux que sont la paix, la justice, les droits de l'homme et l'égalité des chances pour tous. Nous évaluons l'état du monde, échangeons des vues sur les grandes questions du jour et exposons notre vision de l'avenir. Cette année, l'ouverture du débat général de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale nous invite à nous montrer à la hauteur d'une situation exceptionnelle. En

cette période de crises – crise alimentaire, crise de l'énergie, récession et pandémie de grippe – qui frappent simultanément, le monde attend de nous des réponses. Le moment est venu de redonner vigueur au multilatéralisme, de mener une action véritablement collective au sein de l'Organisation des Nations Unies.

C'est maintenant ou jamais. Il est temps de restaurer l'unité des Nations Unies, leur unité de but, leur unité d'action. Premièrement, faisons de cette année celle où nous, Nations Unies, avons pris à bras le corps le plus grave problème qui se pose à l'humanité : la menace de changements climatiques catastrophiques. Hier, 100 chefs d'État et de gouvernement ont tracé les prochaines étapes du parcours vers Copenhague. Ils ont affirmé la nécessité d'un accord que toutes les nations puissent accepter, qui corresponde aux capacités de chacune, qui réponde aux impératifs dictés par la science et repose sur des emplois verts et une croissance verte, notre ligne de sauvetage pour le XXI^e siècle. La route qui mène à Copenhague passe par un rapprochement des positions. Je crois fermement que ce rapprochement est possible.

Deuxièmement, faisons de cette année celle où les nations se sont unies pour débarrasser le monde des armes nucléaires. Depuis trop longtemps, cette noble cause est en souffrance. C'est pourquoi, en octobre dernier, j'ai proposé un plan en cinq points visant à remettre le désarmement à l'ordre du jour de la communauté internationale. Et, maintenant, le climat

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



international change. La Fédération de Russie et les États-Unis se sont engagés à réduire leurs arsenaux nucléaires. En mai prochain, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, nous aurons l'occasion de faire de réels progrès. Le sommet historique du Conseil de sécurité – qui se tiendra demain et sera présidé par le Président des États-Unis, parmi nous pour la première fois – sera l'occasion de prendre un nouveau départ. Si nous agissons maintenant, nous obtiendrons les ratifications nécessaires à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ensemble, faisons de cette année celle de l'accord sur l'élimination de la bombe.

Troisièmement, dans notre combat contre la pauvreté dans le monde, faisons de cette année celle des laissés-pour-compte. Certains parlent des pousses vertes de la reprise, mais nous voyons plutôt un voyant rouge qui clignote. Notre récent rapport intitulé « La voix des populations vulnérables » met en relief une crise nouvelle. Les quasi-pauvres rejoignent les rangs des pauvres.

Une centaine de millions de personnes risquent de tomber au-dessous du seuil de pauvreté cette année. Les marchés rebondissent peut-être, mais ce n'est le cas ni des revenus ni des emplois. La colère gronde. Les gens se disent que dans l'économie mondiale, ils sont perdants d'avance. C'est pourquoi nous avons proposé un Pacte mondial pour l'emploi qui favoriserait une croissance équilibrée et durable. C'est aussi pourquoi nous mettons en place un Dispositif mondial d'alerte vulnérabilités et impacts, qui nous permettra d'obtenir et d'analyser en temps réel des données sur la situation socioéconomique dans le monde. Nous devons savoir qui est en difficulté, et où, pour pouvoir intervenir au mieux.

C'est encore pourquoi, l'année prochaine à cette époque, nous convoquerons un sommet extraordinaire sur les objectifs du Millénaire pour le développement. À cinq ans de la date butoir, fixée à 2015, nous devons faire un dernier gros effort. Nous donnons, à juste raison, priorité aux femmes et aux enfants. D'après l'UNICEF, la mortalité infantile a baissé de 28 % ces 20 dernières années. Nous pouvons espérer des progrès semblables en ce qui concerne la santé et la mortalité maternelles.

La prévention de la violence sexuelle à l'égard des femmes doit être une priorité absolue. Soyons bien

d'accord : cette violence est abominable. Les dirigeants de tous les pays sont personnellement responsables lorsque de tels crimes sont commis sur leur territoire. Lorsque les femmes meurent en couches, ou lorsque le viol devient une arme de guerre et que les victimes ne peuvent espérer aucun secours, l'ONU ne peut fermer les yeux. C'est pourquoi, récemment, les Membres ont décidé de créer un organisme chargé de toutes les questions touchant les femmes. Nous n'avons jamais eu autant de moyens de renforcer le pouvoir d'action des femmes.

(l'orateur reprend en français)

L'Assemblée générale a aussi réaffirmé la responsabilité de protéger. À notre époque, aucun pays, petit ou grand, ne peut en toute impunité violer les droits fondamentaux de ses citoyens. Là où il y a conflit, il doit y avoir justice et responsabilité. C'est pourquoi les travaux de la Cour pénale internationale sont si importants. Nous espérons que le mandat de cet organe sortira renforcé de la Conférence d'examen qui doit se tenir en mai à Kampala.

La paix, la sécurité et la justice sont indispensables à la réalisation de nos nobles objectifs. Au Darfour, les progrès récents doivent être consolidés et nous devons nous acquitter de notre mandat. À la fin de l'année, notre taux de déploiement sera de 90 %. Mais nous manquons toujours de matériel critique, notamment de moyens de transport tels que des hélicoptères. Par ailleurs, nous devons continuer à tout faire pour stabiliser le Soudan et la région, et pour consolider l'Accord de paix global conclu avec le Soudan.

La Somalie ne doit pas être oubliée. Les soldats de la paix africains et le Gouvernement doivent être appuyés, de même que la lutte internationale contre la piraterie.

À Sri Lanka, nous continuerons d'œuvrer en faveur de la réinstallation, de la réconciliation et du respect du principe de responsabilité. Nous nous félicitons que le Gouvernement se soit engagé à permettre aux déplacés de rentrer chez eux d'ici à la fin janvier, comme il l'a réaffirmé la semaine dernière à mon envoyé.

Nous ferons tout notre possible pour promouvoir la liberté et la démocratie au Myanmar. Le fait que certains prisonniers politiques aient été libérés la semaine dernière ne suffit pas. Nous demandons aux amis et voisins du Myanmar d'en faire plus, beaucoup

plus, dans l'intérêt du Myanmar et de son peuple. Pour que les élections qui doivent se tenir l'an prochain puissent être considérées comme crédibles et ouvertes à tous, il faudra que tous les prisonniers politiques soient libérés, y compris Daw Aung San Suu Kyi.

(l'orateur poursuit en anglais)

Nous nous sommes efforcés de mettre fin aux effusions de sang à Gaza. Pourtant, la population continue de souffrir. Nous devons relancer les négociations pour parvenir à un règlement prévoyant deux États, et à une paix globale au Moyen-Orient. Nous appuyons les efforts déployés par le Président Obama pour que reprennent les pourparlers de paix, et nous nous emploierons au sein du Quatuor à ce qu'ils aboutissent.

En Afghanistan, les conditions sont difficiles. Les élections qui se sont tenues récemment ont fait apparaître de sérieux problèmes. Mais n'oublions pas les progrès accomplis, des progrès sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour la suite. Nous sommes déterminés à aider les Afghans à sortir du tunnel. Nous resterons à leurs côtés.

Nous nous engageons aussi à rester aux côtés du peuple pakistanais. Nous avons fait des progrès considérables au Timor-Leste, en Haïti, en Sierra Leone et au Népal. Les choses changent doucement en Iraq et de nouvelles perspectives se présentent à Chypre. Le moment est venu de dresser le bilan et d'avancer.

Pour terminer, permettez-moi d'inviter les représentants à regarder autour d'eux. À la fin de cette session de l'Assemblée générale, le bâtiment du Secrétariat sera vide. Notre personnel sera dispersé aux quatre coins de la ville. Nos bureaux de l'ONU vont être entièrement rénovés. Notre ambition commune est de faire de cette rénovation extérieure le symbole d'un renouveau intérieur.

C'est pourquoi nous mettons tellement l'accent sur l'édification d'une Organisation des Nations Unies plus forte pour un monde meilleur. Nous avons progressé vers l'unité d'action. Nous nous sommes efforcés d'améliorer notre travail de « consolidation de la paix », afin que les pays qui sortent d'un conflit ne replongent pas dans la guerre. Nous avons affiné nos outils de médiation et d'action diplomatique pour pouvoir éviter que les crises n'aboutissent à des tragédies plus vastes et plus coûteuses.

Nous avons créé le Département de l'appui aux missions et sommes en train de mettre au point la stratégie des « Nouveaux horizons » pour que nos activités de maintien de la paix soient plus souples et plus efficaces. Pour y arriver, nous avons besoin que les États Membres nous soutiennent fermement, tout comme nous avons besoin de leur appui pour assurer la sécurité des courageux fonctionnaires en poste dans des lieux dangereux, qui sont trop nombreux à avoir donné leur vie pour les causes que nous servons tous.

Cette année, j'ai voyagé des glaces de l'Arctique aux steppes de la Mongolie. J'ai vu de mes propres yeux les effets que les changements climatiques ont sur notre planète et sur ses habitants. En République démocratique du Congo, j'ai rencontré une fille de 18 ans qui avait été violée par des soldats. Pour elle, l'espoir d'une vie nouvelle, c'est l'Organisation des Nations Unies.

Aux sommets de la Trinité-et-Tobago, de Londres et de L'Aquila, j'ai parlé d'une chose plus que de toutes les autres. L'Organisation des Nations Unies est la voix de ceux qui n'en n'ont pas, le défenseur des sans-défense. Pour vraiment donner espoir à ceux qui n'en n'ont pas et pour vraiment surmonter la crise économique, nous devons inclure toutes les nations et tous les peuples.

Ensemble, nous pouvons faire beaucoup. Ensemble, nous sommes ici pour prendre des risques, pour assumer des responsabilités, pour nous montrer à la hauteur d'une situation exceptionnelle, pour entrer dans l'histoire. À plus forte raison cette année, nous ne pouvons faire moins, car les Nations Unies, c'est nous. Nous sommes le meilleur espoir de l'humanité. C'est maintenant ou jamais. Je remercie les États membres pour leur leadership et leur engagement.

Point 8 à l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en arabe*) : C'est un grand honneur pour moi, pour mon pays, la Libye, et pour ses dirigeants, de présider la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Je suis honoré de la confiance que les États membres m'ont accordée. J'espère que je serai à la hauteur de leur confiance.

Tout d'abord, je voudrais féliciter son Excellence M. Miguel d'Escoto Brockmann, président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, pour ses efforts inlassables. Je tiens également à

remercier le Secrétaire général pour son soutien et sa coopération. Ensemble, nous sommes déterminés à œuvrer pour une Organisation plus efficace et plus forte, qui puisse mieux relever les défis redoutables auxquels le monde fait face aujourd'hui.

La soixante-quatrième session de l'Assemblée générale se tient à un moment critique et important. La communauté internationale est confrontée à des crises multiples et à des problèmes énormes, y compris les problèmes relatifs à la paix et à la sécurité internationales, qui continuent de menacer la paix dans différentes régions du monde à cause de conflits prolongés entre États, de guerres civiles, d'armes de destruction massive, du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée.

Les défis de la dégradation de l'environnement, du changement climatique, de l'extrême pauvreté et des maladies infectieuses mortelles comme le VIH/sida, requièrent des mesures novatrices et concertées. Les revers enregistrés concernant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les crises économique, financière, alimentaire et énergétique, les problèmes relatifs au désarmement et à la non-prolifération représentent tous des défis qui constituent la toile de fond de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Soyons clairs sur un point important. Ces défis ne peuvent être relevés qu'au moyen de la coopération internationale entre les États et à travers un système multilatéral qui fonctionne bien. Le multilatéralisme est la voie à suivre pour essayer de résoudre les problèmes mondiaux communs et c'est également le seul moyen d'assurer une action collective.

Hier, le Secrétaire général a convoqué une réunion extraordinaire sur l'environnement et les changements climatiques et, pour cela, je tiens à lui rendre hommage. La réunion a été couronnée de succès et c'est un exemple de notre travail collectif qui nous permettra d'assurer le succès de la conférence de Copenhague et nous conduira à un accord global sur la question des changements climatiques. Presque tous les États sont résolus à œuvrer au succès de la Conférence de Copenhague.

Le Conseil de sécurité tiendra également une réunion au sommet à laquelle participeront les non-membres du Conseil invités par son Président, le Président Obama des États-Unis. Nous espérons que cette séance sera également couronnée de succès. À notre avis, cette séance sera un exemple de l'action

collective que nous pouvons mener pour relever les défis.

L'expérience a appris à la communauté internationale qu'il ne sera possible d'affronter les menaces transnationales et les crises multiples auxquelles le monde fait face actuellement que par le biais d'une coopération internationale responsable. Nous avons également appris qu'une action unilatérale ne fait qu'exacerber les conflits et retarder notre recherche de solutions plus durables.

L'ONU est l'incarnation du multilatéralisme et donc le forum le plus habilité à assurer une action mondiale concertée. L'Assemblée générale est le principal organe directeur délibérant de l'ONU; elle est composée de Membres qui représentent le monde entier et empreinte d'une légitimité universelle que ne possède aucune autre organisation.

Je suis très heureux de constater qu'il existe un consensus sur la nécessité de revitaliser l'ONU afin d'assurer qu'elle lance une riposte efficace face aux nouvelles menaces et crises transnationales. La volonté politique et le rôle moteur des dirigeants sont essentiels à la réalisation de cet objectif. Un système multilatéral efficace, crédible et réglementé exige une ONU réformée et dynamisée. C'est dans ce contexte que je m'engage à travailler avec tous les États Membres en vue de faciliter un consensus sur une Assemblée générale revitalisée, un Conseil de sécurité plus représentatif et réformé et d'autres initiatives visant à améliorer l'efficacité et la gestion de l'Organisation.

En tant que Président de l'Assemblée générale, je suis également résolu à travailler avec tous les États Membres pour assurer des ripostes efficaces face aux crises mondiales et pour renforcer le multilatéralisme et le dialogue entre les civilisations au service de la paix, de la sécurité et du développement internationaux.

Les changements climatiques sont l'un des principaux défis que notre planète doit relever. Au cours de la présente session, nous devons intensifier nos efforts afin de remédier aux effets négatifs sur le système climatique dus à l'homme. Aucun État Membre, quels que soient sa position géographique, son niveau de développement ou son idéologie politique, ne peut se permettre de négliger cette question; et aucun État Membre ne peut la résoudre seul. Les peuples du monde attendent de l'Assemblée générale qu'elle leur montre la voie à suivre. Nous devons agir de manière unie et déterminée. Oublions

donc nos différences lorsque nous nous attacherons à élaborer un accord sur les changements climatiques à Copenhague en décembre. En tant que Président de l'Assemblée générale, je suis très attaché à cette cause et je m'engage à coopérer avec le Secrétaire général et l'ensemble des Membres pour atteindre cet objectif.

En dépit d'un consensus international et de nombreuses initiatives, les opinions divergent quant à la meilleure façon de parvenir à une paix et à un développement durables, que ce soit en Afrique ou dans le reste du monde. Dans l'ensemble, les activités de maintien de la paix de l'ONU remplissent pleinement leurs mandats, mais nous devons concentrer davantage nos efforts sur la prévention et le règlement des conflits et sur le renforcement de partenariats avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales. Nous devons adopter vis-à-vis des questions telles que la paix, la sécurité et le développement en Afrique une approche plus substantielle, plus globale et plus cohérente qui tienne compte de la situation sur le terrain. L'Assemblée générale peut, à cet égard, jouer un rôle non négligeable. Le débat général constitue un forum idéal pour un échange de vues sur ces questions importantes. Je suis très heureux que l'Assemblée générale ait décidé de tenir une réunion plénière de haut niveau au début de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale en 2010.

L'appui à la consolidation de la paix après un conflit restera pour les États Membres l'un des principaux sujets de préoccupation. Le bilan de la communauté internationale en la matière est mitigé. La création de la Commission de consolidation de la paix en 2005 visait à combler un vide en accordant aux pays sortant d'un conflit l'attention dont ils avaient besoin. La résolution 60/180, qui a porté création de la Commission de consolidation de la paix, prévoyait un examen après cinq ans. Je travaillerai donc avec les États Membres à mettre au point et faciliter le processus nécessaire à cet examen, et j'espère que de nouvelles idées se feront jour sur la façon de rendre cet organe de l'ONU plus efficace et plus adapté.

En 2005, nos chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé que la promotion et la protection des droits de l'homme étaient l'un des trois principaux objectifs de cette Organisation et déclaré que les droits de l'homme, de même que le développement et la paix et la sécurité, étaient l'un des piliers fondateurs de l'Organisation. Engageons-nous donc à faire en sorte que ce troisième pilier soit un pilier de pierre, étayé par des ressources appropriées, le respect et la crédibilité,

et qu'il aide une institution qui se consacre à la cause de la dignité humaine et de la justice.

Je travaillerai avec les États Membres à réaffirmer notre attachement collectif à l'universalité, à la non-sélectivité et à l'indivisibilité, à l'interdépendance et à la solidarité de tous les droits humains – droits civils et politiques; droits économiques, sociaux et culturels; et droit au développement. Abordons ce pilier avec un sentiment d'humilité et de responsabilité, conscients du fait que tous les États Membres ont des défis à relever en matière de droits de l'homme. Faisons-le nôtre de manière délibérée, conscients de la nécessité de relever ces défis, tant pour la cause même des droits de l'homme que pour la paix et le développement.

Au cours de cette session, nous serons appelés à assurer le suivi des textes issus de la Conférence d'examen de Durban à un moment où le fléau de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée pose un défi à toutes les sociétés de la planète. Nous devons appuyer le renforcement accru du Conseil des droits de l'homme et commencer à nous préparer à son examen quinquennal. Si nous nous y attelons en nous mobilisant pour cette cause et dans un esprit d'engagement constructif et fondé sur des principes, je suis convaincu qu'à terme, le troisième pilier des droits de l'homme sera plus solide que jamais.

La question de la Palestine et la situation au Moyen-Orient sont à l'ordre du jour de la plénière de l'Assemblée générale depuis de nombreuses années. En dépit de nombreux efforts, la question de la Palestine et le conflit arabo-israélien ne sont pas encore résolus et continuent de constituer une menace sérieuse à la paix et la sécurité internationales. Le monde entier reconnaît qu'avec la détérioration rapide de la conjoncture dans les territoires occupés, la situation est devenue intolérable. Une solution globale et durable s'impose; une solution qui rétablisse les droits légitimes de ceux qui en ont été privés.

Face à des problèmes considérables, nous n'avons pas su réaliser de progrès, en dépit des multiples efforts déployés pour mettre fin à l'établissement de colonies et œuvrer à l'instauration de la paix. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies doit, en raison de son mandat et de sa légitimité internationale, contribuer à la l'instauration d'une paix juste et globale dans la région.

Chaque année, les pays, grands ou petits, puissants ou faibles, mentionnent fréquemment l'importance de la primauté du droit dans leurs affaires intérieures. C'est pourtant dans la recherche de la primauté du droit dans les affaires internationales, ce que l'on nomme primauté du droit au niveau international, que cette Organisation a une responsabilité particulière.

Le renforcement de la primauté du droit sur le plan international exige une vision commune. Selon moi, cette vision repose sur un système international dans lequel l'exercice du pouvoir, non seulement par les États, petits ou grands, mais aussi par d'autres acteurs, y compris l'Organisation elle-même, est conforme au droit. La Charte des Nations Unies le prévoit, en particulier s'agissant du recours à la force par les États Membres. Depuis sa création, l'Assemblée générale est le centre universel de l'établissement de normes internationales dans différents domaines du droit international. La primauté du droit n'a cependant que peu de sens sans obligation de rendre des comptes.

Face aux violations du droit international, des recours complets et efficaces doivent être mis en place. Notre système international sera toujours complexe et multidimensionnel, de même que, par conséquent, les moyens de garantir la responsabilisation des États, des individus et d'autres acteurs. Au moment où la communauté internationale n'épargne aucun effort pour renforcer ses mécanismes de responsabilisation, y compris les dispositifs de règlement des différends, il nous reste encore un long chemin à parcourir avant de concrétiser cet aspect essentiel de notre vision.

L'obligation de rendre des comptes en vertu du droit ne suffit pas pour parvenir à une primauté du droit au niveau international qui soit conforme à toutes nos valeurs fondamentales communes. Le droit lui-même, y compris au niveau international, doit renforcer la foi que nous partageons tous en la dignité fondamentale de tous les êtres humains. Notre vision requiert un système international englobant les États, cette Organisation et d'autres parties prenantes qui doivent tous respecter le droit et rendre effectivement des comptes en vertu d'un droit pleinement conforme aux objectifs de justice et de respect universel des droits de l'homme.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je voudrais rappeler aux États Membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie

sur la base acceptée par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs de s'exprimer à chaque séance. Je demande toutefois aux orateurs de prononcer leur déclaration à une vitesse normale de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale lors de précédentes sessions, à savoir qu'il est vivement déconseillé d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après le prononcé d'une déclaration. Nous espérons que cette décision sera pleinement respectée. À cet égard, j'aimerais inviter les orateurs, une fois leur discours prononcé, à sortir de la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, située derrière le podium, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-quatrième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en arabe*) : Enfin, j'appelle l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'ONU.

Allocution de M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Da Silva (*parle en portugais, texte anglais fourni par la délégation*) : L'Assemblée

générale a été et doit continuer d'être la grande enceinte ouverte à un débat général sur les principaux problèmes de l'humanité.

Je souhaite aborder ici trois questions qui me semblent interdépendantes. Les trois menaces qui hantent notre planète sont la crise économique actuelle, l'absence d'une gouvernance mondiale stable et démocratique et les risques que les changements climatiques présentent pour nous tous.

Il y a exactement un an, à l'aube de la grave crise qui s'est abattue sur l'économie mondiale, j'ai affirmé du haut de cette même tribune que l'histoire ne nous pardonnerait jamais si nous faisons la grave erreur de ne traiter que les conséquences de la crise plutôt que ses causes. Plus que la crise des grandes banques, c'est la crise des grands dogmes. Ce qui s'est écroulé, c'est tout un concept économique, politique et social qui n'avait jamais été remis en question. Ce qui a fait faillite, c'est un modèle déraisonnable de pensée et d'action qui a dominé le monde au cours des dernières décennies.

Je me réfère à la doctrine absurde qui affirmait que les marchés pouvaient s'autoréguler, se passant ainsi de toute intervention de l'État, considérée abusive. Et je me réfère à la thèse de la liberté absolue du capital financier, sans règles ni transparence, au-dessus du contrôle des hommes et des institutions. Il s'agit là de l'apologie perverse d'un État minimisé, atrophié, fragilisé, incapable de promouvoir le développement et de combattre la pauvreté et les inégalités.

Elle a compris la diabolisation des politiques sociales, l'obsession de l'instabilité de l'emploi et la mercantilisation irresponsable des services publics. La vraie cause de la crise a été la confiscation d'une grande partie de la souveraineté populaire et nationale des États et des gouvernements démocratiques par des réseaux autonomes de richesse et de pouvoir.

J'ai alors affirmé que l'heure des décisions politiques avait sonné. J'ai dit que ce sont les gouvernants, et non pas des technocrates arrogants, qui devaient assumer la responsabilité de reprendre le contrôle au niveau mondial. Maîtriser la crise et corriger le cap de l'économie mondiale ne saurait être laissé aux soins du même petit groupe.

Les pays développés et les organismes multilatéraux qu'ils dirigeaient ont été incapables de prévoir la catastrophe qui se profilait et encore moins

de la prévenir. Les effets de la crise se sont étendus au monde entier, frappant même, et surtout, les pays qui, depuis des années, reconstruisaient leurs économies au prix d'énormes sacrifices.

Il n'est pas juste que les coûts de l'aventure spéculative soient assumés par ceux qui n'ont rien à voir avec elle, par les travailleurs et les nations pauvres ou en développement. Douze mois se sont écoulés et l'on doit constater qu'il y a eu quelques progrès, mais beaucoup de doutes persistent. Personne n'est encore clairement disposé à affronter les graves distorsions de l'économie mondiale, dans une enceinte multilatérale.

Le fait d'avoir réussi à éviter l'effondrement total du système paraît avoir causé une passivité irresponsable dans certains secteurs. La plupart des problèmes sous-jacents ont été ignorés. On sent une énorme résistance à adopter des mécanismes efficaces de régulation des marchés financiers.

Les pays riches sont réticents à réaliser des réformes dans les organismes multilatéraux tels que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. La paralysie du cycle de Doha est incompréhensible. Il s'agit pourtant d'un accord qui bénéficiera surtout aux nations pauvres du monde. Il y a des signes inquiétants de retour aux pratiques protectionnistes, tandis qu'on a peu avancé dans le combat contre les paradis fiscaux.

Cependant, nombre de pays ne sont pas restés les bras croisés. Le Brésil, heureusement l'un des derniers pays à ressentir les effets de la crise, est aujourd'hui l'un des premiers à en sortir. Nous n'avons rien fait de miraculeux, nous avons tout simplement préservé notre système financier du virus de la spéculation et nous avons réduit notre vulnérabilité externe en passant du statut de débiteur à celui de créancier international. Nous avons décidé, avec d'autres pays, d'apporter notre contribution pour que le FMI prête de l'argent aux pays les plus pauvres sans les conditionnalités inacceptables du passé.

Mais surtout, nous avons appliqué, avant la crise et après qu'elle a éclaté, des politiques anticycliques. Nous avons élargi nos programmes sociaux, particulièrement ceux de transfert de revenus. Nous avons augmenté les salaires au-dessus du taux d'inflation. Nous avons pris des mesures fiscales pour stimuler la consommation et empêcher que l'économie ne s'arrête.

Nous sommes maintenant sortis de notre brève récession. Notre économie a repris de la vigueur et s'annonce prometteuse pour 2010. Le commerce extérieur retrouve son dynamisme, le marché de l'emploi reprend de façon extraordinaire et l'équilibre macro-économique a été préservé sans affecter les victoires populaires. Ce que le Brésil et d'autres pays ont démontré, c'est que, même dans une situation de crise, il faut mettre en œuvre d'audacieux programmes sociaux et de développement.

Mais je ne me fais pas d'illusions quant à la possibilité de résoudre nos problèmes tout seuls, dans notre propre pays. Parce que l'économie mondiale est interdépendante, nous sommes tous obligés d'intervenir au-delà de nos frontières. Pour cela, nous devons donc rebâtir l'ordre économique mondial.

Dans les réunions du G-20 et dans les maintes rencontres que j'ai tenues avec les dirigeants mondiaux, j'ai insisté sur la nécessité d'irriguer l'économie mondiale avec un volume important de crédits. J'ai défendu la régulation des marchés financiers, la généralisation des politiques anticycliques, la fin du protectionnisme et le combat contre les paradis fiscaux.

Avec la même détermination, mon pays a proposé une vraie réforme des institutions financières multilatérales. Les pays pauvres et en développement doivent augmenter leur participation à la direction du FMI et de la Banque mondiale. Faute de quoi, il n'y aura pas de véritable changement et le risque d'autres crises plus graves sera inévitable. Seuls des organismes plus représentatifs et démocratiques pourront s'attaquer à des problèmes complexes comme ceux de la réorganisation du système monétaire international.

Il n'est pas possible que, 65 ans plus tard, le monde continue d'être régi par les mêmes normes et les mêmes valeurs qui dominaient la Conférence de Bretton Woods. De même, il n'est pas possible que l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité soient encore régis par les mêmes structures imposées après la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous vivons une période de transition dans le domaine des relations internationales. Nous marchons vers un monde multilatéral, mais aussi multipolaire, fondé sur les expériences d'intégration régionale, comme c'est le cas en Amérique du Sud avec la formation de l'Union des nations de l'Amérique du Sud.

Ce monde multipolaire ne sera pas en conflit avec l'ONU. Au contraire, il pourra être un facteur de

revitalisation de l'ONU. Une ONU dotée de l'autorité politique et morale pour régler les conflits du Moyen-Orient, garantissant la coexistence d'un État palestinien avec l'État d'Israël; une ONU qui lutte contre le terrorisme sans stigmatiser de groupes ethniques, ni de religions, mais en s'attaquant à ses causes sous-jacentes et en promouvant le dialogue entre les civilisations; une ONU qui puisse véritablement venir en aide aux pays tels qu'Haïti qui s'efforcent de reconstruire leur économie et de reconstituer leur tissu social après être parvenus à la stabilité politique; une ONU attachée à la renaissance de l'Afrique à laquelle nous assistons aujourd'hui; une ONU capable de mettre en œuvre des politiques efficaces qui protègent et renforcent les droits de l'homme; une ONU en mesure d'obtenir des progrès véritables sur la voie du désarmement sans pour autant négliger la non-prolifération; une ONU qui prenne la tête des initiatives visant à protéger l'environnement de la planète; une ONU qui recoure à son Conseil économique et social pour que des décisions soient prises afin de lutter contre la crise économique; et une ONU qui soit suffisamment représentative pour s'attaquer aux menaces à la paix mondiale grâce à un Conseil de sécurité réformé, renouvelé et ouvert à de nouveaux membres permanents.

Nous ne nous berçons pas d'illusions. Pourtant, il faut de la volonté politique pour s'attaquer et faire face aux situations qui conspirent contre la paix, le développement et la démocratie. Sans volonté politique, des vestiges tels que l'embargo contre Cuba persisteront.

Sans volonté politique, nous assisterons à d'autres coups d'État tels que celui qui a renversé le Président constitutionnel du Honduras, José Manuel Zelaya, qui a trouvé refuge à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa depuis lundi. La communauté internationale exige que M. Zelaya soit immédiatement rétabli à la présidence de son pays, et elle doit rester en alerte pour garantir l'inviolabilité de la mission diplomatique du Brésil dans la capitale hondurienne.

Enfin, tant que la volonté politique ne prévaudra pas, les menaces qui pèsent sur le monde, telles que celle liée aux changements climatiques, continueront de croître. Tous les pays doivent agir pour faire reculer le réchauffement de la planète. Nous sommes consternés de voir que les pays développés rechignent à assumer leur part de responsabilité lorsqu'il s'agit de lutter contre les changements climatiques. Ils ne sauraient rejeter sur les pays en développement et les

pays pauvres le fardeau de tâches qui leur incombent à eux seuls.

Le Brésil assume sa part de responsabilité. Nous nous rendrons à Copenhague avec des solutions et des engagements précis. Nous avons approuvé un plan national sur les changements climatiques qui prévoit une réduction de 80 % de la déforestation de l'Amazonie d'ici à 2020. Nous allons réduire nos émissions de dioxyde de carbone de 4,8 milliards de tonnes, soit plus que le volume total des engagements pris par les pays développés. En 2009, nous pouvons déjà nous enorgueillir d'avoir atteint le plus bas taux de déforestation en 20 ans.

Le bouquet énergétique brésilien est l'un des plus propres de la planète. Quarante-cinq pour cent de l'énergie consommée par mon pays est renouvelable. Dans le reste du monde, la proportion n'est que de 12 % d'énergie renouvelable, et aucun pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'a un taux supérieur à 5 %. Quatre-vingt pour cent de notre énergie électrique provient également de sources renouvelables.

Tous les carburants vendus pour les voitures légères contiennent 25 % d'éthanol. Plus de 80 % des voitures produites dans notre pays ont des moteurs polycarburants qui leur permettent de fonctionner à l'essence et/ou à l'alcool. L'éthanol et d'autres biocarburants brésiliens sont produits dans des conditions en constante amélioration dans le cadre du plan de zonage écologique que nous venons de soumettre au Congrès national. Nous avons interdit les plantations de canne à sucre et autres plantes permettant de produire de l'alcool dans les zones de végétation endémique. Cette décision s'applique à la région de l'Amazonie ainsi qu'à d'autres biomes importants. La production de canne à sucre n'occupe pas plus de 2 % de nos terres arables. Contrairement à d'autres biocarburants, elle ne compromet pas la sécurité alimentaire et met encore moins en péril l'environnement. Les sociétés, les ouvriers agricoles et le Gouvernement ont signé un important accord les engageant à garantir des conditions de travail décentes dans les plantations de canne à sucre brésiliennes.

Toutes ces préoccupations s'inscrivent dans le cadre des politiques énergétiques d'un pays qui est autosuffisant en pétrole et qui vient juste de découvrir d'importantes réserves qui nous propulseront au premier rang de la production de combustible fossile. En dépit de cela, le Brésil ne renoncera pas à son

programme environnemental pour se convertir en géant du pétrole. Nous avons l'intention d'asseoir notre position de puissance mondiale dans le domaine de l'énergie verte. Pendant ce temps, les pays développés doivent fixer des objectifs de réduction des émissions beaucoup plus ambitieux que ceux définis à ce jour, lesquels ne représentent qu'une infime fraction du niveau de réduction recommandé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Nous sommes également profondément préoccupés de voir que les financements annoncés jusqu'à présent pour soutenir les innovations technologiques nécessaires à la protection de l'environnement dans les pays en développement sont totalement insuffisants.

Les solutions à ces impasses et à d'autres ne verront le jour que si nous nous attaquons aux dangers que représentent les changements climatiques, étant entendu que nous avons des responsabilités communes mais différenciées.

Les questions qui sont au cœur de nos préoccupations, à savoir la crise financière, l'avènement d'une nouvelle gouvernance mondiale et les changements climatiques, ont toutes un fort dénominateur commun : la nécessité d'édifier un nouvel ordre international qui soit durable, multilatéral et moins asymétrique, libéré des hégémonies et régi par des institutions démocratiques. Ce monde nouveau est un impératif politique et moral. Nous ne saurions nous contenter de déblayer les décombres de nos échecs. Nous devons être les accoucheurs de l'avenir. C'est la seule manière de réparer tant d'injustice et d'éviter de nouvelles tragédies collectives.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Obama (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée pour la première fois en tant que quarante-quatrième Président des États-Unis. Je me présente à vous plein d'humilité devant la responsabilité que m'a confiée le peuple américain, conscient des défis considérables de ce moment de l'histoire et déterminé à prendre en commun des mesures audacieuses au nom de la justice et de la prospérité, tant dans mon pays qu'à l'extérieur.

Je suis entré en fonctions il y a tout juste neuf mois, même si certains jours il me semble que cela fait beaucoup plus longtemps. J'ai pleinement conscience des attentes que ma présidence suscite dans le monde entier. Ces attentes ne sont pas fondées sur ma personne. Il me semble qu'elles sont plutôt le fruit du mécontentement quant au statu quo qui a fait que de plus en plus, nous avons été distingués par nos différences et dépassés par nos problèmes. Toutefois, elles sont également le fruit de l'espoir – l'espoir qu'un véritable changement est possible et que les États-Unis joueront un rôle moteur s'agissant d'apporter ce changement.

Je suis entré en fonctions à un moment où dans le monde entier, nombreux étaient ceux qui voyaient les États-Unis avec scepticisme et méfiance. Ceci était en partie dû à des perceptions et interprétations erronées à propos de mon pays. C'était également dû à l'opposition à certaines politiques spécifiques et à la conviction, concernant certains problèmes essentiels, que les États-Unis avaient agi de manière unilatérale sans tenir compte des intérêts des autres. Cela a alimenté un anti-américanisme presque automatique qui a trop souvent servi d'excuse à l'inaction collective.

Comme celle de vous tous, ma responsabilité est d'agir dans l'intérêt de ma nation et de mon peuple, et jamais je ne m'excuserai de défendre ces intérêts. Cependant, je suis intimement convaincu qu'en cette année 2009, plus que jamais au cours de notre histoire, les nations et les peuples ont des intérêts communs.

Les croyances religieuses qui font battre nos cœurs peuvent créer de nouveaux liens entre les peuples ou elles peuvent nous déchirer. La technologie que nous exploitons peut nous montrer la voie de la paix ou la voiler à jamais. L'énergie que nous utilisons peut nourrir notre planète ou la détruire. Ce qu'il advient des espoirs d'un seul enfant, où que ce soit, peut enrichir notre monde ou l'appauvrir.

Nous qui nous trouvons dans cette salle venons de lieux très différents, mais nous partageons un avenir commun. Nous ne pouvons plus nous permettre de laisser prévaloir nos divergences au détriment des tâches que nous devons accomplir ensemble. J'ai porté ce message de Londres à Ankara, de Port-of-Spain à Moscou, d'Accra au Caire, et c'est ce message que je délivrerai aujourd'hui.

Parce que l'heure est venue pour le monde d'aller dans une nouvelle direction, nous devons aborder une ère nouvelle d'engagements basés sur des intérêts et un respect mutuels, et nous devons nous atteler à cette tâche dès maintenant. Nous savons que l'avenir sera forgé par des actions, et non par de simples paroles. Les discours ne suffiront pas à résoudre nos problèmes. Nous devons agir sans relâche.

J'engage donc ceux qui doutent du caractère de mon pays et des causes qu'il défend à étudier les mesures concrètes que nous avons prises neuf mois seulement.

Le jour de mon entrée en fonctions, j'ai interdit, sans exception et sans équivoque, le recours à la torture par les États-Unis d'Amérique. J'ai ordonné la fermeture de la prison de Guantanamo Bay, et nous avons entrepris la tâche ardue de lutter contre l'extrémisme tout en respectant l'état de droit.

Chaque nation doit savoir que les États-Unis vivront selon leurs valeurs et s'érigeront en exemple. Nous avons fixé un objectif clair et précis qui est d'œuvrer avec tous les membres de cet organe pour gêner, démanteler et vaincre Al-Qaida et ses alliés extrémistes – un réseau qui a assassiné des milliers de personnes de nombreuses confessions et nationalités et qui a conspiré pour faire sauter ce bâtiment même. En Afghanistan et au Pakistan, nous-mêmes et de nombreuses autres nations aidons ces gouvernements à développer les capacités qui leur permettront de prendre la tête de cette entreprise, tout en œuvrant pour donner de meilleures chances à leur peuple et assurer sa sécurité.

En Iraq, nous mettons fin à une guerre de manière responsable. Nous avons retiré des brigades de combat américaines des villes iraqiennes et avons fixé la date d'août prochain pour retirer toutes nos brigades de combat du territoire iraquien. J'ai clairement dit que nous aiderions les Iraquiens à assurer la transition vers la pleine responsabilité qu'ils assumeront de leur avenir et que nous respecterions notre engagement de retirer toutes les forces américaines d'ici à fin 2011.

J'ai exposé les grandes lignes d'un programme global visant à poursuivre l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. À Moscou, les États-Unis et la Russie ont annoncé qu'ils allaient procéder à des réductions importantes du nombre de leurs ogives et de leurs lanceurs stratégiques. À la Conférence du désarmement, nous avons convenu d'un plan de travail pour négocier l'arrêt de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires. Par ailleurs, mon Secrétaire d'État deviendra cette semaine le premier haut représentant américain présent à la conférence annuelle des parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Dès ma prise de fonctions, j'ai nommé un envoyé spécial pour la paix au Moyen-Orient, et les États-Unis œuvrent sans relâche et avec insistance pour faire progresser la cause de deux États – Israël et la Palestine – où s'enracineront la paix et la sécurité et où les droits des Israéliens et des Palestiniens seront respectés.

Afin de lutter contre les changements climatiques, nous avons investi 80 milliards de dollars dans les énergies propres. Nous avons sensiblement renforcé nos normes de rendement énergétique. Nous avons fourni de nouvelles incitations à la conservation, lancé un partenariat pour l'énergie sur le continent américain et évolué de la position d'observateur à celle de chef de file dans les négociations internationales sur le climat.

Afin de surmonter une crise économique qui sévit absolument partout dans le monde, nous avons œuvré avec le Groupe des 20 nations pour apporter une réponse internationale coordonnée de plus de 2 000 milliards de dollars dans le but de stimuler l'économie mondiale et de l'éloigner du gouffre. Nous avons mobilisé des fonds qui contribuent à empêcher la crise de toucher d'autres pays en développement, et nous nous sommes associés à d'autres pays pour lancer une initiative mondiale de sécurité alimentaire de 20 milliards de dollars qui aidera ceux qui en ont le

plus besoin et leur permettra de renforcer leurs propres capacités.

Nous nous sommes également réengagés dans l'ONU. Nous avons payé nos factures. Nous sommes entrés au Conseil des droits de l'homme. Nous avons signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Nous avons adhéré pleinement aux objectifs du Millénaire pour le développement, et nous nous attaquons à nos priorités au sein de cette institution, notamment à travers la séance du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires que je présiderai demain, et avec les questions que j'aborderai aujourd'hui.

C'est ce que nous avons déjà accompli, mais ce n'est qu'un début. Certaines de nos actions ont amené des progrès; certaines ont préparé le terrain pour des progrès futurs. Ne vous y trompez cependant pas : cette entreprise ne peut être seulement celle des États-Unis. Ceux qui d'habitude fustigeaient les États-Unis, leur reprochant d'agir seuls sur la scène internationale, ne peuvent pas à présent rester inactifs et attendre que les États-Unis résolvent seuls les problèmes du monde. Nous avons cherché, par les paroles et par les actes, à mettre en place une ère nouvelle d'engagement dans le monde, et il est maintenant temps pour nous tous d'assumer notre part de responsabilité pour apporter une réponse mondiale aux problèmes mondiaux.

Si nous sommes honnêtes envers nous-mêmes, nous devons admettre que nous ne sommes pas à la hauteur de cette responsabilité. Imaginez ce qui nous attend si nous ne faisons pas face au statu quo : des extrémistes qui répandent la terreur aux quatre coins du monde, des conflits prolongés qui n'en finissent pas, des génocides, des atrocités de masse, l'augmentation du nombre de pays qui possèdent l'arme nucléaire, la fonte des calottes glaciaires, et des populations dévastées, une pauvreté persistante et des pandémies.

Je dis pas cela pour susciter la peur, mais pour énoncer un fait. Notre action n'a pas encore été à la hauteur de l'ampleur des défis. Cet organe a été fondé sur la conviction que les nations du monde pouvaient résoudre leurs problèmes ensemble. Franklin Roosevelt, mort avant de voir sa vision pour cette institution devenir réalité, l'avait dit en ces termes :

« La structure de la paix mondiale ne peut pas être l'œuvre d'un seul homme, d'un seul parti ou d'une seule nation. Il ne s'aurait s'agir d'une paix des grandes nations ou des petites nations. Il

doit s'agir d'une paix fondée sur les efforts de coopération du monde entier. »

Les efforts de coopération du monde entier : ces paroles sont encore plus vraies aujourd'hui car nous n'avons pas seulement la paix, mais également notre santé et notre prospérité en commun. Cependant, nous savons aussi que cet organe est composé d'États souverains et, malheureusement, mais ce n'est pas étonnant, cet organe est souvent devenu une instance où l'on sème la discorde au lieu de trouver des terrains d'entente; une instance pour la politique politicienne et l'exploitation de mécontentements plutôt que pour la recherche de solutions. Après tout, il est facile de monter à la tribune, de désigner des coupables et d'alimenter les dissensions. Rien n'est plus facile que de blâmer autrui pour nos problèmes et d'imputer à d'autres la responsabilité de nos choix et de nos actions. Tout le monde peut le faire. Il faut faire plus en termes de responsabilité et d'esprit d'initiative au XXI^e siècle.

Dans une ère où nous avons une destinée commune, le pouvoir n'est plus un jeu à somme nulle. Aucune nation ne peut ni ne doit essayer de dominer une autre nation. Un ordre mondial qui élève une nation ou un groupe de personnes au-dessus des autres n'est pas viable. Aucun équilibre de pouvoir entre les nations ne tiendra. Les divisions traditionnelles entre les nations du Sud et les nations du Nord et les alignements des nations sur la base des divisions issues d'une guerre froide terminée depuis longtemps n'ont aucun sens dans un monde interdépendant.

Le moment est venu est de se rendre compte que les vieilles habitudes et les vieux débats ne sont plus pertinents pour relever les défis auxquels nos peuples sont confrontés. Cela amène les nations à agir à l'encontre même des objectifs qu'elles affirment poursuivre et à voter, souvent au sein de cet organe, contre les intérêts de leur propre peuple. Ils érigent des murs entre nous et l'avenir que nos peuples souhaitent, et il est temps d'abattre ces murs. Ensemble, nous devons mettre en place de nouvelles coalitions pour surmonter les vieux clivages, des coalitions entre diverses fois et croyances, entre le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest, et les Noirs, les Blancs et les Métis.

Le choix nous appartient. On pourra se souvenir de nous comme d'une génération qui a décidé de transposer les débats du XX^e siècle dans le XXI^e siècle, de remettre les choix difficiles au lendemain, de refuser de se tourner vers l'avenir et qui a été incapable de

suivre le rythme parce que nous avons décidé de nous définir par ce à quoi nous nous opposons plutôt que par ce que nous appuyons. Ou nous pouvons être une génération qui choisit de voir que le calme vient après la tempête et qui œuvre ensemble pour servir l'intérêt commun de l'humanité et qui, enfin, donne un sens à la promesse consacrée dans le nom même de cette institution : les Nations Unies. Tel est l'avenir que souhaitent les États-Unis : un avenir de paix et de prospérité que nous ne pourrions atteindre que si nous reconnaissons que toutes les nations ont des droits. Mais toutes les nations ont également des responsabilités. C'est le marché qui assure un bon fonctionnement. Tel doit être le principe directeur de la coopération internationale.

Je tiens aujourd'hui à présenter quatre piliers qui, à mon avis, sont essentiels pour l'avenir que nous souhaitons pour nos enfants : la non-prolifération et le désarmement, la promotion de la paix et de la sécurité, la préservation de notre planète, et une économie mondiale source d'opportunités pour tous.

Premièrement, nous devons mettre un terme à la propagation des armes nucléaires et chercher à réaliser l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Cette institution a été fondée à l'aube de l'ère atomique en partie parce qu'il fallait endiguer la capacité humaine de tuer. Pendant des décennies, nous avons évité une catastrophe, même sous la menace d'une confrontation entre les superpuissances. Mais, aujourd'hui, la menace de la prolifération devient plus complexe et prend de l'ampleur. Si nous n'agissons pas, nous provoquerons des courses aux armements nucléaires dans toutes les régions et nous risquerons davantage de guerres et d'actes terroristes d'une échelle que nous pouvons à peine imaginer.

Un consensus fragile fait obstacle à ce scénario effrayant, il est à la base du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). D'après le TNP, toutes les nations ont le droit d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques, les nations dotées d'armes nucléaires ont la responsabilité de prendre des mesures dans la voie du désarmement et les nations non dotées d'armes nucléaires ont celle d'y renoncer. Les 12 prochains mois seront cruciaux, car nous saurons si le pacte se renforcera ou sera lentement dissous.

Les États-Unis ont l'intention d'honorer leurs engagements. Nous continuerons de négocier un nouvel accord avec la Russie pour réduire

considérablement le nombre de nos têtes nucléaires stratégiques et de nos lanceurs. Nous irons de l'avant pour ce qui est de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et nous travaillerons avec d'autres nations pour que le Traité entre en vigueur afin que les essais nucléaires soient interdits de manière permanente. Nous allons achever l'évaluation de notre dispositif nucléaire, ce qui nous permettra de réduire davantage le nombre et le rôle des armes nucléaires. Nous demanderons aux pays d'entamer des négociations en janvier sur un traité visant à mettre fin à la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes.

J'organiserai également un sommet en avril prochain qui réaffirmera la responsabilité de chaque nation de sécuriser les matières nucléaires sur son territoire et qui aidera celles qui ne peuvent pas le faire, car nous ne devons jamais permettre qu'un engin nucléaire tombe entre les mains d'extrémistes violents. Et nous nous efforcerons de renforcer les institutions et les initiatives qui luttent contre la contrebande et le vol de matières nucléaires.

Tout ceci doit appuyer les efforts visant à renforcer le TNP. Les nations qui refusent de s'acquitter de leurs obligations doivent en subir les conséquences. Je tiens à être clair : il ne s'agit pas de montrer du doigt certaines nations déterminées. Il s'agit de défendre les droits qu'ont toutes les nations qui s'acquittent de leurs responsabilités, car un monde où l'on évite les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique et où l'on ignore les demandes faites par l'ONU sera moins sûr pour tous et pour toutes les nations.

D'après les mesures qu'ils ont prises jusqu'à présent, les Gouvernements nord-coréen et iranien risquent de nous entraîner sur cette pente glissante. Nous respectons leurs droits en tant que membres de la communauté des nations. Je l'ai déjà dit et je le répéterai : je suis déterminé à suivre la voie de la diplomatie qui nous conduira à une plus grande prospérité et à une paix plus sûre pour ces deux nations, si elles s'acquittent de leurs obligations. Mais si les Gouvernements iranien et nord-coréen décident de ne pas respecter les normes internationales, s'ils donnent priorité à leur poursuite de l'arme nucléaire aux dépens de la stabilité régionale et de la sécurité et de l'avenir de leurs propres peuples, s'ils ignorent les risques d'une intensification de la course aux armements nucléaires aussi bien en Asie de l'Est qu'au Moyen-Orient, il faut les tenir pour responsables. Le

monde doit être solidaire pour démontrer que le droit international n'est pas une promesse vide de sens et que les traités seront appliqués. Nous devons insister sur le fait que l'avenir ne sera pas dominé par la peur.

Ceci m'amène au deuxième pilier vital pour notre avenir : la recherche de la paix. L'ONU a été créée sur la base de la conviction que tous les humains dans le monde peuvent vivre, élever leurs familles et régler leurs différends pacifiquement. Mais nous savons que dans de trop nombreuses régions du monde, cet idéal reste abstrait, un rêve lointain. Nous pouvons soit accepter cette situation comme inévitable et tolérer l'éclatement de conflits constants et foudroyants, soit reconnaître que nous aspirons tous à la paix et réaffirmer notre détermination de mettre un terme aux conflits dans le monde entier. Cet effort doit commencer avec la détermination sans faille de ne jamais tolérer le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Sur ce point, il ne saurait y avoir de discussion.

Les extrémistes violents qui attisent les conflits en déformant le message des religions se sont discrédités et se sont isolés. Ils n'offrent rien d'autre que haine et destruction. Dans leur lutte contre ces derniers, les États-Unis forgeront des partenariats durables pour cibler les terroristes, échanger des renseignements, coordonner les activités des forces de l'ordre et protéger leur population. Nous ne tolérerons pas que l'on donne asile à Al-Qaida pour lui permettre de lancer des attaques à partir de l'Afghanistan ou de toute autre nation. Nous serons solidaires de nos amis qui se trouvent en première ligne, ce que nous et de nombreuses autres nations ferons lorsque nous nous engagerons à appuyer le peuple pakistanais demain. Et nous continuerons de pratiquer un engagement positif pour jeter des passerelles entre les religions et pour établir de nouveaux partenariats qui offrent de nouvelles possibilités.

Cependant, nos efforts pour promouvoir la paix ne sauraient se limiter à vaincre les extrémistes violents. En effet, l'arme la plus puissante dans notre arsenal, c'est l'espoir qu'ont les êtres humains – l'idée que l'avenir appartient à ceux qui souhaitent construire et non détruire, la conviction qu'on peut mettre fin aux conflits et commencer une ère nouvelle. Et c'est pour cela que nous allons renforcer notre appui pour un maintien de la paix efficace, tout en redynamisant nos efforts pour prévenir les conflits avant qu'ils n'éclatent.

Nous allons rechercher une paix durable au Soudan, en appuyant la population du Darfour et en mettant en application l'Accord de paix global, afin de parvenir à la paix que mérite le peuple soudanais.

Dans les pays ravagés par la violence, de Haïti au Congo en passant par le Timor oriental, nous allons travailler avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires pour appuyer une paix durable.

Je continuerai également à rechercher une paix juste et durable entre Israël, la Palestine et le monde arabe. Nous continuerons à nous occuper de cette question. Hier, j'ai tenu une réunion constructive avec le Premier ministre Netanyahu et le Président Abbas. Nous avons réalisé quelques progrès. Les Palestiniens ont redoublé d'efforts en ce qui concerne la sécurité. Les Israéliens ont accordé plus de liberté de circulation aux Palestiniens. Suite aux efforts faits par les deux parties, il y a un début de croissance économique en Cisjordanie.

Toutefois, il est nécessaire de faire plus de progrès. Nous continuons à demander aux Palestiniens de mettre un terme aux actes d'incitation contre Israël. Et nous soulignons encore une fois que l'Amérique n'accepte pas la légitimité des colonies de peuplement qu'Israël continue de mettre en place.

Le moment est venu de relancer les négociations – sans conditions préalables – portant sur des questions à régler définitivement : la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens, les frontières, les réfugiés et Jérusalem. L'objectif est clair : deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité : un État juif d'Israël, avec une sécurité véritable pour tous les Israéliens, et un État palestinien viable et indépendant avec un territoire continu qui met fin à la colonisation commencée en 1967 et qui permet d'exploiter le potentiel du peuple palestinien. Tout en poursuivant cet objectif, nous allons également rechercher la paix entre Israël et le Liban, Israël et la Syrie, et une paix plus globale entre Israël et ses nombreux voisins. Pour parvenir à cet objectif, nous allons entreprendre des initiatives régionales avec une participation multilatérale, parallèlement aux négociations bilatérales.

Je ne suis pas naïf. Je sais que cela sera difficile. Mais nous tous – pas seulement les Israéliens et les Palestiniens, mais nous tous – devons décider si nous sommes vraiment sérieux s'agissant de la paix, ou si nous allons seulement nous contenter de belles paroles. Pour briser les anciens schémas – briser le cycle de

l'insécurité et du désespoir –, nous devons dire tous publiquement ce que nous reconnaissons en privé. Les États-Unis ne rendent pas service à Israël quand, prenant un engagement sans faille à assurer sa sécurité, ils n'insistent pas en même temps sur le fait que Israël doit respecter les doléances et les droits légitimes des Palestiniens. Les nations membres de cette Organisation ne rendent pas service aux Palestiniens quand ils choisissent de faire des discours incendiaires attaquant Israël au lieu d'exprimer une volonté constructive de reconnaître la légitimité d'Israël et son droit à vivre dans la paix et la sécurité.

Nous devons nous rappeler que le plus lourd tribut n'est pas payé par nous. Il n'est pas payé par les politiciens. Il est payé par la petite fille israélienne de Sderot qui ferme les yeux, de peur d'être tuée par une roquette au milieu de la nuit. Il est payé par le jeune garçon palestinien de Gaza, sans eau potable et sans patrie. Ils sont tous des enfants de Dieu. Et au-delà de la politique et de toutes ces gesticulations, il s'agit du droit de tout être humain à vivre dans la dignité et la sécurité. C'est un enseignement qu'on retrouve dans les trois grandes religions qui appellent une petite partie du monde la Terre sainte. Et c'est pourquoi – même s'il y aura des revers, des faux départs et des jours difficiles – je ne vacillerai pas dans ma poursuite de la paix.

Troisièmement, nous devons reconnaître qu'il n'y aura pas de paix au XXI^e siècle si nous ne prenons pas la responsabilité de préserver notre planète. Et je remercie le Secrétaire général d'avoir organisé un sommet sur les changements climatiques hier.

On ne peut pas nier le danger que représentent les changements climatiques. Notre responsabilité d'y faire face ne saurait être reportée. Si nous continuons à agir comme nous l'avons toujours fait, tous les membres de cette Assemblée verront des changements irréversibles à l'intérieur de leurs frontières. Nos efforts pour mettre un terme aux conflits seront éclipsés par des guerres au sujet des réfugiés et des ressources. Le développement sera ruiné par la sécheresse et la famine. Les terres sur laquelle vivent des êtres humains depuis des millénaires disparaîtront. Les générations futures se demanderont rétrospectivement pourquoi nous avons refusé d'agir – pourquoi nous n'avons pas réussi à leur léguer un environnement digne de notre héritage.

Et c'est pour cela que la période où l'Amérique se faisait prier à ce sujet est révolue. Nous allons aller

de l'avant avec des investissements pour transformer notre économie de l'énergie et mettre en place des mesures d'incitation pour que l'énergie propre devienne profitable. Nous allons réduire de manière radicale les émissions pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour 2020, et à terme, pour 2050. Nous continuerons à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité, et à partager de nouvelles technologies avec les pays du monde entier. Et nous mettrons à profit toutes les occasions de réaliser des progrès afin de faire face à cette menace dans un cadre de coopération avec le monde entier.

Les nations riches qui ont tant endommagé l'environnement au XX^e siècle doivent accepter l'obligation qui est la nôtre de jouer le rôle de chefs de file. Toutefois, la responsabilité ne s'arrête pas là. S'il est vrai que nous devons reconnaître la nécessité de réactions différenciées, tout effort pour réduire les émissions de carbone doit inclure les émetteurs de carbone à croissance rapide qui peuvent faire plus pour réduire la pollution atmosphérique sans entraver la croissance. Et tout effort qui n'aidera pas les pays les plus pauvres à s'adapter aux problèmes déjà causés par les changements climatiques et qui ne les aidera pas à s'engager sur la voie d'un développement non polluant ne produira tout simplement aucun résultat.

Il est difficile de modifier quelque chose d'aussi fondamental que la manière dont on utilise l'énergie. Je le sais. Il est même plus difficile de le faire au beau milieu d'une récession mondiale. On sera certainement tenté de rester les bras croisés en attendant que les autres prennent les devants. Mais nous ne pouvons pas faire ce voyage à moins d'avancer tous ensemble. Au moment où nous nous dirigeons vers la conférence de Copenhague, soyons résolus à nous concentrer sur ce que chacun de nous peut faire pour défendre notre avenir commun.

Cela m'amène au dernier pilier qui doit renforcer notre avenir : une économie mondiale qui donne des chances à tout le monde.

Le monde se remet encore de la pire crise économique depuis la Grande dépression. En Amérique, nous voyons que le moteur de la croissance redémarre, mais de nombreuses personnes ont encore du mal à trouver un emploi ou à payer les factures. Dans le monde entier, on voit des signes prometteurs mais peu de certitudes quant à l'avenir. Et trop nombreux en trop d'endroits sont ceux qui connaissent une crise quotidienne qui est un défi pour notre

humanité : le désespoir d'un ventre vide, la soif causée par l'appauvrissement des réserves en eau, l'injustice quand un enfant meurt d'une maladie qu'on aurait pu traiter ou quand une mère perd la vie en accouchant.

À Pittsburgh, nous travaillerons avec les plus grandes économies du monde pour définir une ligne de conduite en vue d'une croissance équilibrée et durable. Cela signifie que nous devons faire preuve de vigilance pour ne pas relâcher nos efforts jusqu'à ce que chacun retrouve un emploi. Cela signifie qu'il faut prendre des mesures pour relancer la demande, de manière que le redressement de l'économie mondiale soit durable. Cela signifie également qu'il faut définir de nouvelles règles et renforcer la réglementation pour tous les centres financiers, pour mettre un terme à la cupidité, aux excès et aux abus qui nous ont entraînés dans cette catastrophe, et empêcher qu'une telle crise ne se reproduise jamais.

À une époque de telle interdépendance, nous avons cependant un intérêt moral et pragmatique à des questions de développement de plus vaste portée : les questions de développement qui existaient même avant la crise actuelle. L'Amérique poursuivra donc son effort historique pour aider les populations à se nourrir. Nous avons mis de côté 63 milliards de dollars pour continuer à lutter contre le VIH/sida, mettre fin aux décès provoqués par la tuberculose et le paludisme, éradiquer la polio et renforcer les systèmes de santé publique. Nous nous associons à d'autres pays pour fournir des vaccins H1N1 à l'Organisation mondiale de la Santé. Nous intégrerons davantage d'économies dans un système mondial d'échanges commerciaux. Nous appuierons les objectifs du Millénaire pour le développement et nous nous rendrons au sommet prévu l'année prochaine munis d'un plan général visant à les concrétiser. Et nous nous donnerons pour objectif d'éradiquer de notre vivant l'extrême pauvreté.

Il est temps pour chacun d'entre nous de jouer son rôle. La croissance ne sera ni soutenue ni partagée si toutes les nations n'assument pas pleinement leurs responsabilités. Cela signifie que les pays riches doivent ouvrir leurs marchés à un plus grand nombre de produits et tendre la main aux plus démunis tout en réformant les institutions internationales afin que plus de nations fassent mieux entendre leur voix. Et les pays en développement doivent éliminer la corruption, obstacle au progrès, car la prospérité est impossible dans un climat d'oppression et lorsque les entreprises doivent verser des pots-de-vin. C'est pourquoi nous appuierons des forces de police honnêtes et des juges

indépendants, une société civile et un secteur privé dynamique. Notre objectif est simple : une économie mondiale à la croissance soutenue et où des perspectives sont ouvertes à tous.

Certes, les changements que j'ai évoqués aujourd'hui ne seront pas faciles à mettre en place, et ce n'est pas simplement en nous rencontrant dans des forums tels que celui-ci que nous, les dirigeants, les réaliserons, quelque utiles que soient ces réunions. Car, comme cela est vrai pour toute assemblée, de véritables changements ne peuvent se faire que par l'intermédiaire des populations que nous représentons. C'est pourquoi nous devons œuvrer d'arrache-pied pour jeter les bases du progrès dans nos propres capitales. C'est là que nous élaborerons les consensus nécessaires pour mettre fin aux conflits et mobiliser la technologie à des fins pacifiques, changer la façon dont nous utilisons l'énergie et promouvoir une croissance pouvant être soutenue et partagée.

Je crois que les peuples du monde souhaitent cet avenir pour leurs enfants. Et c'est pour cela que nous devons défendre les principes qui garantissent que les gouvernements traduisent la volonté des populations. Ces principes ne sauraient occuper une place de second plan. La démocratie et les droits de l'homme sont essentiels à la réalisation de chacun des objectifs que j'ai mentionnés aujourd'hui, car les gouvernements du peuple et par le peuple ont plus de chance d'agir dans l'intérêt général de leur propre population que de défendre les intérêts étroits des puissants.

Notre rôle moteur ne sera pas jaugé par la mesure dans laquelle nous alimentons les peurs et les haines ancestrales de nos peuples. La véritable capacité à diriger ne se mesurera pas à l'aptitude à museler les dissidents ou à intimider et à harceler les opposants politiques à l'intérieur du pays. Les peuples du monde veulent des changements. Ils ne toléreront pas longtemps ceux qui se trouvent du mauvais côté de l'histoire.

La Charte de l'Organisation engage chacun d'entre nous « à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ».

Ces droits incluent la liberté d'exprimer son opinion et la liberté de culte, la promesse d'égalité des races et la possibilité pour les femmes et les filles de mettre en valeur leur potentiel, et la capacité des citoyens à choisir leur type de gouvernement et à avoir

confiance en l'administration de la justice. Car, de même qu'aucune nation ne devrait être contrainte à accepter la tyrannie d'une autre nation, aucun individu ne devrait avoir à se soumettre à la tyrannie de son propre peuple.

En tant qu'Africain-Américain, je n'oublierai jamais que je ne me trouverais pas ici aujourd'hui si mon pays n'avait pas cherché fermement à établir une union plus parfaite. C'est ce qui me porte à croire que, quelque sombre que l'horizon puisse paraître, ceux qui choisissent le camp de la justice peuvent apporter des transformations radicales. Et je fais la promesse que l'Amérique sera toujours aux côtés de ceux qui défendent leur dignité et leurs droits – de l'étudiant qui cherche à apprendre, de l'électeur qui exige d'être entendu, de l'innocent qui attend la liberté et de l'opprimé qui aspire à l'égalité.

La démocratie ne saurait être imposée de l'extérieur à quelque nation que ce soit. Chaque société doit chercher sa propre voie, et aucune voie n'est parfaite. Chaque pays poursuivra une voie ancrée dans la culture de son peuple et de ses traditions ancestrales. Et je reconnais que l'Amérique a trop souvent été sélective dans sa promotion de la démocratie, mais cela n'affaiblit pas notre engagement et ne fait même que le renforcer. Il existe des principes fondamentaux qui sont universels. Il existe des vérités que nous tenons pour évidentes, et les États-Unis d'Amérique continueront à défendre fermement le droit des peuples du monde entier à déterminer leur propre destin.

Il y a 65 ans, un Franklin Roosevelt fatigué adressait au peuple américain son quatrième et dernier discours d'investiture. Après des années de guerre, il a cherché à résumer les enseignements qui pouvaient être tirés des souffrances terribles qui avaient été vécues et des sacrifices énormes qui avaient été consentis. Nous avons appris, a-t-il dit, à être des citoyens du monde, des membres de la communauté humaine. L'ONU a été édiflée par des hommes et des femmes comme Roosevelt en provenance des quatre coins du monde – d'Afrique et d'Asie, d'Europe et des Amériques. Ces architectes de la coopération internationale avaient un idéalisme qui n'avait rien de naïf, un idéalisme qui prenait ses racines dans les leçons durement apprises de la guerre et dans la sage idée que les nations pouvaient défendre leurs intérêts en agissant de concert au lieu d'agir seules.

La balle est maintenant dans notre camp, car cette institution sera ce que nous en faisons. L'ONU fait

énormément de bien dans le monde : elle nourrit ceux qui ont faim, soigne les malades et répare ce qui a été brisé. Mais elle se bat aussi pour imposer sa volonté et pour être à la hauteur des idéaux de ses fondateurs. Je crois que ces imperfections ne sont pas une raison d'abandonner cette institution; elles nous appellent au contraire à redoubler d'efforts. L'ONU peut être un lieu où nous nous chamaillons à propos de vieilles querelles ou un lieu où nous trouvons un terrain d'entente; un lieu où nous nous attardons sur ce qui nous sépare ou un lieu qui nous rassemble; un lieu où nous exerçons de plein gré une tyrannie ou un lieu qui soit une source d'autorité morale. Bref, l'ONU peut être une institution coupée de ce qui importe dans la vie de nos citoyens, ou elle peut être un facteur indispensable à la défense des intérêts des peuples que nous servons.

Nous sommes parvenus à un moment charnière. Les États-Unis sont prêts à ouvrir un nouveau chapitre dans la coopération internationale, un chapitre qui reconnaisse les droits et les responsabilités de toutes les nations. Et donc, forts de la justice de notre cause et attachés à nos valeurs, nous appelons toutes les nations du monde à se joindre à nous pour construire l'avenir que nos peuples méritent tant.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution du colonel Mouammar Al-Kadhafi, Guide de la révolution de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

Le Président (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Guide de la révolution de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

Le colonel Mouammar Al-Kadhafi, Guide de la révolution de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mouammar Kadhafi, Guide de la Révolution

de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Colonel Al-Kadhafi (*parle en arabe*) : Au nom de l'Union africaine, je voudrais saluer les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, et j'espère que cette séance sera l'une des plus historiques de l'Histoire du monde.

Au nom de l'Assemblée générale en sa soixante-quatrième session, présidée par la Libye, de l'Union africaine, d'un millier de royaumes africains traditionnels et en mon propre nom, je voudrais saisir cette occasion, en tant que Président de l'Union africaine, pour féliciter notre fils M. Obama qui participe pour la première fois à l'Assemblée générale en sa qualité de Président des États-Unis, et pour le saluer étant donné que c'est son pays qui nous accueille pour cette réunion.

Cette séance a lieu alors que nous devons faire face à de nombreux défis, et que le monde entier devrait s'unir et rassembler ses efforts pour relever les défis qui constituent notre principal ennemi commun, à savoir les changements climatiques et les crises internationales comme le déclin de l'économie capitaliste, les crises de l'eau et de la nourriture, la désertification, le terrorisme, l'immigration, la piraterie, les épidémies naturelles et celles causées par l'homme, ainsi que la prolifération nucléaire. Sans doute le virus de la grippe H1N1, originairement destiné à être utilisé comme une arme militaire, a-t-il été créé en laboratoire et s'est-il répandu accidentellement. Ces défis incluent également l'hypocrisie, la pauvreté, la peur, le matérialisme et l'immoralité.

Comme on le sait, l'ONU a été créée par trois ou quatre pays, à l'époque unis contre l'Allemagne. L'ONU s'est formé avec les pays qui s'étaient réunis pour lutter contre l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces pays ont constitué un organe appelé Conseil de sécurité, dont ils sont devenus les membres permanents, et se sont octroyé le droit de veto. Nous n'étions pas là à l'époque. L'ONU a été conçue selon les volontés de ces trois pays, et nous a demandé de nous conformer à une vision originellement destinée à lutter contre l'Allemagne. Voilà en substance ce qu'était véritablement l'ONU lorsqu'elle fut fondée il y a plus de 60 ans.

Cela s'est produit en l'absence de quelque 165 pays, dans une proportion d'un sur huit, c'est-à-dire qu'un pays était présent pour huit absents. Ils ont

créé la Charte, dont j'ai ici une copie. Si on lit la Charte des Nations Unies, on trouve que le Préambule de la Charte diffère de ses Articles. Comment cela se peut-il? Tous ceux qui étaient présents à la Conférence de San Francisco en 1945 ont participé à la rédaction du Préambule, mais ils ont laissé les Articles et le Règlement intérieur du soi-disant Conseil de sécurité à des experts, des spécialistes et aux pays intéressés, ceux-là mêmes qui avaient créé le Conseil de sécurité et s'étaient unis contre l'Allemagne.

Le Préambule est très attrayant, et personne n'a rien à y redire, mais toutes les dispositions qui viennent ensuite contredisent complètement le Préambule. Nous rejetons ces dispositions, et nous ne les observerons jamais; elles sont révolues depuis la fin avec la Seconde Guerre mondiale. Le Préambule dit que toutes les nations, grandes ou petites, sont égales. Sommes-nous égaux s'agissant des sièges permanents? Non, nous ne sommes pas égaux. Le Préambule déclare noir sur blanc que toutes les nations sont égales, qu'elles soient grandes ou petites. Avons-nous le droit de veto? Sommes-nous vraiment égaux? Le Préambule dit que nous avons les mêmes droits, que nous soyons une grande ou une petite nation. C'est ce qui est dit dans le Préambule et ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord. Le droit de veto contredit donc la Charte. Les sièges permanents contredisent la Charte. Nous n'acceptons ni ne reconnaissons le droit de veto.

Le Préambule de la Charte déclare qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun. C'est le Préambule que nous avons adopté et signé, et nous avons rejoint l'ONU parce que nous voulions que la Charte reflète ces idées. Il dit que la force des armes ne doit être utilisée que dans l'intérêt commun de toutes les nations, mais que s'est-il passé depuis? Soixante-cinq guerres ont éclaté depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité – 65 depuis leur création, faisant des millions de victimes de plus que la Deuxième guerre mondiale. Ces guerres, ainsi que le recours à l'agression et à la force au cours de ces 65 guerres, sont-elles dans l'intérêt commun de tous? Non, elles sont dans l'intérêt d'un ou trois ou quatre pays, mais certainement pas de toutes les nations.

Nous discutons pour savoir si ces guerres étaient dans l'intérêt d'un pays ou de toutes les nations. Cela contredit de manière flagrante la Charte des Nations Unies que nous avons signée et, à moins que nous agissions conformément à la Charte des Nations Unies que nous avons adoptée, nous la rejetons et nous

n'avons pas peur de parler à quiconque de façon peu diplomatique. Nous parlons à présent de l'avenir de l'ONU. Il ne devrait y avoir ni hypocrisie ni diplomatie parce que cela concerne la question importante et vitale de l'avenir du monde. C'est l'hypocrisie qui a entraîné les 65 guerres depuis la création de l'ONU.

Le Préambule déclare également que s'il est fait usage de la force des armes, cela doit être une force de l'ONU – par conséquent, une intervention militaire de l'ONU, avec l'accord conjoint des Nations Unies, et non pas seulement d'un, deux ou trois pays qui recourent à la force des armes. L'ensemble des Nations Unies doit décider d'entrer en guerre pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Depuis la création de l'ONU en 1945, si un pays commet un acte d'agression envers un autre, l'ensemble des Nations Unies doit condamner et mettre fin à cet acte.

Par exemple, si la Libye attaque la France, l'Organisation des Nations Unies devra prendre des mesures répressives contre l'ennemi libyen car la France est un État indépendant et souverain, membre de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous avons l'obligation de défendre la souveraineté des États de manière collective. Cependant, 65 guerres offensives ont été menées sans que l'ONU prenne de mesures de répression. Huit d'entre elles étaient des guerres destructrices et de grande ampleur ayant entraîné la mort d'environ deux millions de personnes. Ces guerres ont été menées par les États disposant d'un siège permanent au Conseil de sécurité et du droit de veto. Les États sur lesquels nous nous appuyons et comptons pour garantir la sécurité et l'indépendance des peuples ont eux-mêmes porté atteinte à leur indépendance et ont eu recours à la force oppressive. Nous pensions qu'ils feraient reculer l'ennemi, protégeraient les populations et apporteraient la paix dans le monde et nous nous apercevons que ces pays utilisent la force brutale alors qu'ils bénéficient de sièges permanents au Conseil de sécurité ainsi que du droit de veto, qu'ils se sont octroyé.

«Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État». Cela signifie que le régime étatique relève des affaires intérieures d'un pays et que personne ne peut intervenir dans ces affaires. Le régime en place peut être dictatorial, démocratique, socialiste, capitaliste, réactionnaire ou progressiste, cela concerne la société elle-même car il s'agit d'affaires intérieures. À Rome, Jules César a été élu

dictateur. Le Sénat lui a donné pouvoir en ce sens car ils considéraient que la dictature étaient à l'époque utile à Rome. C'est une question interne. Qui peut dire à Rome : « Pourquoi avez-vous nommé Jules César dictateur? ». Voilà le point sur lequel nous sommes d'accord, le Préambule. La Charte ne mentionne pas le droit de veto. Si on nous avait dit que le veto y serait inscrit, pourquoi serions-nous devenus membres de l'Organisation des Nations Unies?

Nous avons rejoint l'Organisation des Nations Unies car nous y sommes égaux en droits et non pour que se présente ensuite un État qui s'est arrogé le droit de s'opposer à toutes nos décisions et dispose d'un siège permanent. Qui le lui a accordé? Quatre États se sont octroyé leur siège. Le seul pays qui dispose d'un siège permanent à l'issue d'un vote de l'Assemblée générale est la Chine. Nous lui avons donné nos voix pour qu'il y siège de manière permanente. La Chine est le seul État dont la présence au Conseil est démocratique. S'agissant des quatre autres sièges, leur présence relève de la dictature, nous a été imposée et nous ne la reconnaissons pas ni ne devons l'accepter.

La réforme du Conseil de sécurité ne doit pas s'orienter vers une augmentation du nombre de sièges. Une telle mesure reviendrait à « ajouter trop d'eau à l'argile », comme le dit littéralement un proverbe arabe. J'ignore comment l'interprète a traduit cette expression mais elle est l'équivalent de « retourner le couteau dans la plaie ». Sa traduction n'est pas aisée mais elle signifie « empirer les choses » ou « rajouter une couche ». De quelle façon? Car d'autres grands pays rejoindraient alors ces grandes puissances dont nous subissons les décisions et dont l'emprise sera de plus en plus pesante. Nous nous opposons par conséquent à une augmentation du nombre de sièges permanents. Cette solution n'est pas la bonne et serait même risquée car elle renforcerait davantage le rôle des grandes puissances. Les pays du tiers monde seraient alors écrasés ainsi que tous les petits pays qui composent désormais le groupe des Cent, les cent petits pays qui forment le Forum des petits États.

La création de nouveaux sièges pour d'autres grandes puissances entraînerait l'écrasement de ces pays. Nous rejetons cette idée qui doit être abandonnée et à laquelle il faut s'opposer fermement. En outre, cela entraînerait une pauvreté, des injustices et des tensions accrues à l'échelle mondiale et entraînerait une compétition féroce entre de très nombreux pays pour l'obtention de sièges au Conseil de sécurité. Seraient ainsi en concurrence l'Italie, l'Allemagne, l'Indonésie,

l'Inde, le Pakistan, les Philippines, le Japon, le Brésil, le Nigéria, l'Argentine, l'Algérie, la Libye, l'Égypte, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Turquie, l'Iran, la Grèce et l'Ukraine. Tous ces pays revendiqueront un siège au Conseil de sécurité jusqu'à ce que le nombre de membres du Conseil atteigne presque celui de l'Assemblée, ce qui n'est pas réaliste.

Quelle est la solution? La proposition requise est soumise aujourd'hui à l'Assemblée générale, présidée par M. Ali Treki, qui devra se prononcer par vote. Il s'agit de prendre en compte les décisions prises à la majorité des voix de l'Assemblée générale sans tenir compte de tout autre organe. Cette solution fermera la porte à l'animosité entre les pays et à une augmentation du nombre de sièges au Conseil de sécurité.

Cette proposition est soumise à l'Assemblée générale, au Secrétaire général et à M. Treki. Cela permettra de baser l'appartenance à l'Organisation sur le fédéralisme, d'instaurer un système démocratique fondé sur l'égalité de tous les États Membres et de confier le mandat du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les fédérations, plutôt que les États, en seront membres. En effet, si nous ouvrons la voie à la réforme du Conseil telle qu'elle est actuellement envisagée, tous les États voudront disposer d'un siège au Conseil de sécurité, ce qui est leur droit puisque l'égalité entre les États est inscrite dans le Préambule de la Charte. Comment les en empêcher? Qui peut le leur interdire?

Qui peut empêcher l'Italie de revendiquer un siège si on en accorde un à l'Allemagne? L'Italie est le premier pays à avoir rejoint les Alliés et quitté l'Axe alors que l'Allemagne était l'agresseur et a été vaincue. Pas l'Allemagne actuelle, l'Allemagne nazie. De même, si l'Inde obtient un siège, ce à quoi elle peut légitimement prétendre, le Pakistan doit en avoir un aussi. Ces deux États disposent de l'arme nucléaire et sont en guerre. C'est une solution dangereuse. Si le Japon obtient un siège, pourquoi en refuser un à l'Indonésie qui est le plus grand pays musulman au monde? Que répondrez-vous ensuite à la Turquie, à l'Iran, à l'Ukraine, au Brésil, à l'Argentine ou à la Libye, qui a abandonné son programme d'armement nucléaire et qui mérite donc le droit de siéger au Conseil de sécurité car elle a contribué à la sécurité internationale? L'Égypte, le Nigéria, l'Algérie, le Congo, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ukraine sont également des États importants. Il faut abandonner cette idée.

L'élargissement du Conseil est un stratagème absurde. Comment procéder à la réforme de l'ONU si d'autres grandes puissances viennent nous imposer leur volonté? La solution est donc l'instauration de la démocratie au sein du Congrès du monde qu'est l'Assemblée générale. Il faut confier le mandat du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, le Conseil devenant simplement un organe exécutif pour la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée.

L'Assemblée est le Parlement du monde, le congrès mondial, le législateur. Seules ses décisions ont un caractère obligatoire. C'est cela la démocratie. Le Conseil de sécurité doit se soumettre aux décisions de l'Assemblée générale et ne doit pas s'élever au-dessus d'elle. S'il le fait, nous devons le rejeter dès à présent. Ce sont là les organes législatifs des Membres de l'Organisation des Nations Unies et leurs résolutions devraient avoir force de loi. On dit que l'Assemblée générale devrait faire tout ce que le Conseil de sécurité recommande. Au contraire, le Conseil de sécurité devrait faire tout ce que l'Assemblée décide. Il s'agit des Nations Unies, de l'Assemblée qui compte 192 pays. Il ne s'agit pas du Conseil de sécurité qui ne compte que 15 États Membres.

Comment pouvons-nous être satisfaits de la paix et de la sécurité mondiales lorsque le monde entier est contrôlé par seulement cinq pays? Nous sommes 192 nations et pays et nous sommes comme des orateurs dans le Speakers' Corner (coin des orateurs) de Hyde Park à Londres. Nous ne faisons que parler et personne n'applique nos décisions. Nous faisons de la figuration et n'avons pas notre mot à dire. Nous sommes exactement comme les orateurs du Speakers' Corner. Nous faisons simplement un discours et, ensuite, nous disparaissions. C'est ce que vous faites actuellement.

Une fois que le Conseil de sécurité sera transformé en pouvoir exécutif qui, seul, appliquera les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, il n'y aura plus de rivalité pour devenir membre du Conseil. Une fois que le Conseil de sécurité sera transformé en outil pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, il n'y aura plus de compétition. Le Conseil de sécurité devrait, tout simplement, représenter toutes les nations. Conformément à la proposition présentée à l'Assemblée générale, il devrait y avoir des sièges permanents au Conseil de sécurité pour toutes les unions et tous les groupes de pays.

Les 27 pays de l'Union européenne devraient avoir un siège permanent au Conseil de sécurité. Les pays de l'Union africaine devaient avoir un siège permanent au Conseil de sécurité. Les pays d'Amérique latine et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est devraient avoir des sièges permanents. La Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique sont déjà des membres permanents du Conseil de sécurité. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), une fois qu'elle est pleinement constituée, devrait avoir un siège permanent. Les 22 pays de la Ligue des États arabes devraient avoir un siège permanent. Les 57 pays de l'Organisation de la Conférence islamique devraient avoir un siège permanent. Les 118 pays du Mouvement des pays non alignés devraient avoir un siège permanent.

Il y a également le G-100; peut-être les petits pays devraient eux aussi avoir un siège permanent. Les pays qui ne font pas partie de ces unions que j'ai mentionnées pourraient peut-être avoir également un siège permanent qu'ils occuperont à tour de rôle tous les six ou 12 mois. Je pense notamment aux pays comme le Japon et l'Australie qui ne font pas partie de ces organisations, telles que l'ASEAN, ou comme la Fédération de Russie qui n'est pas membre des unions européenne, latino-américaine ou africaine. Cela pourrait être une solution pour ces pays si l'Assemblée générale vote pour cette proposition.

Cette question est de la plus haute importance. Comme je l'ai déjà dit, l'Assemblée générale est le Congrès et le Parlement du monde, le dirigeant du monde. Nous sommes les nations qui la composent et toute entité qui ne fait pas partie de cette l'Assemblée générale ne sera pas reconnue. Le Président de l'Assemblée, M. Ali Abdussalam Treki, et le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, rédigeront le texte du projet et établiront les comités nécessaires pour présenter cette proposition et la mettre aux voix. Notre proposition est donc que le Conseil de sécurité sera composé d'unions de nations. Ainsi, nous consacrerons les principes de justice et de démocratie et nous n'aurons désormais plus un Conseil de sécurité composé de pays choisis parce qu'ils ont des armes nucléaires, de grandes économies ou des technologies avancées. C'est ça le terrorisme. Nous ne pouvons permettre que le Conseil de sécurité soit dirigé par des superpuissances : c'est bien là le terrorisme en soi.

C'est ce que nous devrions faire si nous voulons un monde unifié, sûr et pacifique. Si nous voulons

continuer de vivre dans un monde en proie à la guerre, c'est à vous de voir. Nous continuerons d'avoir des conflits et de nous battre jusqu'au jour du jugement dernier ou de la fin du monde. Tous les membres du Conseil de sécurité devraient avoir le droit d'user du veto, ou alors, nous devrions nous débarrasser de l'idée même du veto avec cette nouvelle formation du Conseil. Ce serait un véritable Conseil de sécurité. Selon ces nouvelles propositions présentées à l'Assemblée générale, ce serait un conseil exécutif contrôlé par l'Assemblée générale qui aura réellement le pouvoir et pourra faire toutes les règles.

Ainsi, tous les pays seront sur un pied d'égalité au sein du Conseil de sécurité, tout comme ils le sont au sein de l'Assemblée générale. Au sein de l'Assemblée générale, nous sommes tous traités sur un pied d'égalité pour ce qui est de devenir membre et de voter. Tel devrait également être le cas au sein du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, un pays a le droit de veto, un autre pays n'a pas le droit de veto; un pays a un siège permanent, un autre pays n'a pas de siège permanent. Nous ne saurions accepter cela et nous ne devrions accepter aucune résolution adoptée par le Conseil de sécurité dans sa composition actuelle. Nous avons été placés sous tutelle, nous avons été colonisés et maintenant nous sommes indépendants. Nous sommes ici aujourd'hui pour décider de l'avenir du monde d'une manière démocratique pour maintenir la paix et la sécurité de toutes les nations, grandes et petites, sur un pied d'égalité. Sans cela, c'est du terrorisme, car le terrorisme n'est pas seulement celui d'Al-Qaïda, mais revêt également d'autres formes.

Nous devrions être guidés par la majorité qui se dégage des votes au sein de l'Assemblée générale seulement. Si l'Assemblée générale prend une décision en la mettant aux voix, ses ordres devraient être suivis et sa décision devrait être appliquée. Nul n'est au-dessus de l'Assemblée générale; toute entité affirmant être au-dessus de l'Assemblée générale devrait quitter l'ONU et être isolée. La démocratie n'est pas pour les riches et les plus puissants ou pour ceux qui commettent des actes terroristes. Toutes les nations devraient être et devraient apparaître sur un pied d'égalité.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité est le symbole du féodalisme de la sécurité, du féodalisme politique exercé par les membres permanents pour se protéger et pour s'en servir contre nous. On ne devrait pas l'appeler Conseil de sécurité mais Conseil de terreur. Sur le plan politique, s'ils ont besoin d'utiliser le

Conseil de sécurité contre nous, ils s'adressent au Conseil de sécurité. S'ils n'ont pas besoin de l'utiliser contre nous, ils ignorent le Conseil de sécurité. S'ils ont un intérêt à défendre ou un but à poursuivre, ils respectent et magnifient la Charte des Nations Unies; ils ont recours au Chapitre VII de la Charte et l'utilisent contre les nations pauvres. Mais, s'ils souhaitent violer la Charte, ils l'ignorent comme si elle n'existait pas du tout.

Si l'on donne un droit de veto aux membres permanents du Conseil de sécurité qui ont déjà le pouvoir, c'est de l'injustice et du terrorisme et nous ne saurions le tolérer. Nous ne devrions pas vivre à l'ombre de cette injustice et sous la terreur.

Les superpuissances ont des intérêts mondiaux complexes, et elles se servent du veto pour défendre ces intérêts. Par exemple, au Conseil de sécurité, ils utilisent le pouvoir de l'Organisation des Nations Unies pour défendre leurs intérêts et pour terroriser et intimider le tiers monde, amenant celui-ci à vivre dans la terreur.

Depuis le début, depuis sa création en 1945, le Conseil de sécurité n'a pas assuré la sécurité. Au contraire, il a produit la terreur et des sanctions. Il est uniquement utilisé contre nous. Pour cette raison, nous ne nous engagerons plus à mettre en application les résolutions du Conseil de sécurité après ce discours, qui marque le quarantième anniversaire.

Soixante-cinq guerres ont éclaté : ou des combats entre petits pays, ou des guerres d'agression menées contre nous par les superpuissances. Le Conseil de sécurité, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, n'a pris aucune mesure pour mettre fin à ces guerres ou ces actes d'agression contre des petits pays et peuples.

L'Assemblée générale va voter un certain nombre de propositions historiques. Ou bien nous agissons ensemble, ou bien nous serons divisés. Si chaque nation avait sa propre version de l'Assemblée générale, son Conseil de sécurité ainsi que les divers instruments, et si toutes les nations étaient sur un même pied d'égalité, les puissances qui ont maintenant des sièges permanents seraient obligées de se servir de leurs organes souverain – qu'il y en ait trois ou quatre – et d'exercer leurs droits contre elles-mêmes. Cela ne nous préoccupe pas du tout.

Aucune importance s'ils veulent garder leurs sièges permanents. Les sièges permanents ne nous

préoccupent pas du tout. Nous n'accepterons jamais d'être sous leur contrôle ou celui du droit de veto qui leur a été accordé. Nous ne sommes pas stupides au point de donner le droit de veto à des superpuissances pour qu'elles s'en servent pour nous traiter comme des citoyens de deuxième ordre ou des nations paria. Ce n'est pas nous qui avons décidé que ces pays étaient des superpuissances et des nations respectables qui ont le pouvoir d'agir au nom de 192 pays.

Vous devriez également comprendre que la raison pour laquelle nous ne tenons pas compte des résolutions du Conseil de sécurité est que celles-ci sont utilisées uniquement contre nous et pas contre les superpuissances qui ont des sièges permanents et le droit de veto. Ces puissances n'utilisent jamais de résolutions contre elles-mêmes.

Mais elles sont utilisées contre nous. Cela a réduit l'Organisation des Nations Unies à un simulacre de ce qu'elle est censée être, a causé des guerres et a violé la souveraineté des États indépendants. Cela a entraîné des crimes de guerre et des génocides, et tout cela en violation de la Charte des Nations Unies.

Puisque personne ne tient compte du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, tous les pays et toutes les communautés ont créé leurs propres Conseils de sécurité, et en conséquence, le Conseil de sécurité qui siège ici se retrouve isolé.

L'Union africaine a déjà institué son propre Conseil de paix et sécurité, l'Union européenne a créé un Conseil de sécurité et les pays asiatiques ont déjà créé leur Conseil de sécurité. Bientôt, l'Amérique latine aura son propre Conseil de sécurité, de même que les 120 pays non alignés.

Cela signifie que nous n'avons plus confiance dans le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui ne nous a pas donné de sécurité, et c'est pour cette raison que nous sommes maintenant en train de créer de nouveaux Conseils de sécurité régionaux.

Nous ne nous engageons pas à respecter les règles ou les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sous sa forme actuelle parce qu'il n'est ni démocratique ni juste, mais dictatorial. Personne ne peut nous forcer à nous joindre au Conseil de sécurité ou à obéir ou respecter ses résolutions ou ses ordres, avec sa structure actuelle.

Par ailleurs, il n'existe ni respect à l'égard de l'Organisation des Nations Unies ni considération pour

l'Assemblée générale, qui constitue en fait la vraie Organisation des Nations Unies, mais dont les résolutions n'ont pas force obligatoire. Les décisions de la Cour internationale de Justice, l'organe judiciaire international, sont uniquement rendues contre les petits pays et les nations du tiers monde. Les pays puissants échappent à l'attention de la Cour. Ou alors, lorsque des décisions judiciaires sont prises contre ces pays puissants, elles ne sont pas mises en application.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est une agence importante du système des Nations Unies. Cependant, les pays puissants ne sont pas obligés de lui rendre des comptes et ne relèvent pas de sa compétence. Nous avons découvert que l'AIEA est uniquement utilisée contre nous. On nous dit qu'il s'agit d'une organisation internationale, mais si tel est le cas, tous les pays du monde devraient relever de sa compétence. Si elle n'est pas réellement internationale, nous ne devrions plus l'accepter et nous devrions fermer ses portes, tout de suite après le prononcé de ce discours.

M. Treki, en sa qualité de président de l'Assemblée générale, devrait parler au Directeur général de l'AIEA, M. ElBaradei, et lui demander s'il est prêt à contrôler les stocks d'énergie nucléaire dans tous les pays et à vérifier toutes les éventuelles augmentations de stocks là où il existe des soupçons à ce sujet. S'il répond par l'affirmative, alors nous accepterons que l'agence est compétente. Si par contre il dit qu'il ne peut pas aller dans certains pays qui ont des capacités nucléaires et qu'ils ne relèvent pas de sa compétence, alors nous devrions fermer les portes de cette agence et rejeter sa compétence.

Pour votre information, j'ai appelé M. ElBaradei lorsque nous avons ce problème de la bombe nucléaire libyenne. J'ai appelé M. ElBaradei et je lui ai demandé si l'Agence contrôlait la mise en application des accords conclus entre les superpuissances pour réduire leurs fournitures nucléaires, et s'il savait s'il y avait une augmentation d'activité nucléaire dans ces pays. Il m'a répondu qu'il n'était pas en mesure de demander aux superpuissances de se laisser inspecter.

Alors cela veut-il dire que c'est nous uniquement que l'Agence inspecte? Si tel est le cas, cette agence n'est pas une organisation internationale, puisqu'elle est sélective, tout à fait comme le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice. Ceci n'est pas équitable, c'est contraire à l'esprit de l'Organisation

des Nations Unies. Nous nous opposons catégoriquement à cette situation.

S'agissant de l'Afrique, qu'il y ait une réforme de l'Organisation des Nations Unies ou non, et même avant qu'on procède au vote sur des propositions historiques, on devrait accorder à l'Afrique un siège permanent au Conseil de sécurité. Elle n'a que trop attendu.

Même en laissant de côté la réforme de l'Organisation des Nations Unies, nous pouvons certainement dire que l'Afrique a été colonisée, isolée et persécutée et qu'on lui a ravi ses droits. Ses habitants ont été réduits en esclavage et traités comme des animaux, tandis que son territoire a été colonisé et mis sous un régime de tutelle. Les pays de l'Union africaine méritent un siège permanent. C'est une vieille dette qui doit être payée, et cela n'a rien à voir avec la réforme de l'Organisation des Nations Unies. C'est un sujet prioritaire et l'un des points les plus importants qui figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Personne ne peut dire que l'Union africaine ne mérite pas un siège permanent.

Qui pourrait s'opposer à cette proposition? Je défie quiconque de la contester. Où est la preuve que l'Union africaine ou le continent africain ne méritent pas un siège permanent? Personne ne peut raisonnablement le nier.

Un autre point qui devrait faire l'objet d'un vote à l'Assemblée générale est celui de l'indemnisation des pays qui ont été colonisés, afin d'empêcher qu'à l'avenir, un continent ne soit colonisé et ne voie ses droits usurpés ou ses richesses pillées.

Pourquoi les Africains vont-ils en Europe? Pourquoi les Asiatiques vont-ils en Europe? Pourquoi les Latino-Américains vont-ils en Europe? C'est tout simplement parce que l'Europe a colonisé l'Afrique et l'Asie. Elle a pillé et exploité les ressources nationales de ces pays – le pétrole, les minéraux, l'uranium, l'or et les diamants, les fruits et les légumes, le bétail et les populations. Nous avons aujourd'hui une nouvelle génération en Asie, en Afrique et en Amérique latine qui cherche à récupérer ces ressources pillées, et c'est son droit.

J'ai récemment arrêté à la frontière libyenne un millier d'Africains qui se dirigeaient vers l'Europe. Je leur ai demandé pourquoi ils y allaient et ils m'ont répondu que c'était pour reprendre les richesses qui leur avaient été volées; sinon, ils n'auraient pas quitté

leur pays. Qui peut nous rendre ce qui nous a été volé? Si vous décidez de restituer toutes ces richesses, il n'y aura plus d'immigration des Philippines, d'Amérique latine, de Maurice et d'Inde. Qu'on nous rende ce qui nous a été volé. L'Afrique a droit à 777 000 milliards de dollars de réparations des pays qui l'ont colonisée. Les Africains exigeront cette somme, et si vous ne la leur donnez pas, ils iront là où vous avez emmené ces milliers de milliards de dollars. Ils ont le droit de le faire. Ils doivent suivre la trace de cet argent et le ramener.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'immigration libyenne vers l'Italie, alors même que la Libye est si proche? L'Italie devait une compensation au peuple libyen. Elle a accepté ce fait et signé un accord avec la Libye, accord qui a été approuvé par les Parlements libyen et italien. L'Italie a reconnu qu'elle avait eu tort de coloniser la Libye et que c'était une chose à ne pas refaire; et elle s'est engagée à ne pas attaquer le peuple libyen par voie terrestre, aérienne ou maritime. L'Italie a également accepté de verser à la Libye 250 millions de dollars de réparations chaque année pendant 20 ans et de construire un hôpital pour les Libyens mutilés par les mines plantées sur le territoire libyen pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Italie a présenté des excuses et promis qu'elle n'occuperait plus jamais le territoire d'un autre pays. Il faut saluer ces mesures prises par l'Italie, qui était un royaume à l'époque du régime fasciste et qui a beaucoup apporté à la civilisation, ainsi que le Premier Ministre Berlusconi et son prédécesseur qui ont également apporté leurs contributions en la matière.

Pourquoi le tiers monde exige-t-il des réparations? Afin qu'il n'y ait plus de colonisation - afin que les pays grands et puissants ne colonisent plus, sachant qu'ils auront à verser des réparations. Il faut punir la colonisation. Les pays qui ont nui à d'autres peuples à l'époque coloniale doivent verser des réparations pour les dommages et les souffrances infligés sous leur domination.

Il y a une autre chose que je voudrais dire, mais avant cela – et la question est assez délicate – je voudrais faire une petite digression. Nous, les Africains, sommes heureux et même fiers qu'un fils de l'Afrique soit aujourd'hui Président des États-Unis d'Amérique. C'est un événement historique. Aujourd'hui, dans un pays où autrefois les Noirs ne pouvaient pas côtoyer les Blancs dans les cafés ou les restaurants, ou s'asseoir à côté d'eux dans les autobus, le peuple américain a élu à la présidence un jeune

homme noir d'origine kenyane, M. Obama. C'est merveilleux, et nous en sommes fiers. C'est le début d'un changement. Mais en ce qui me concerne, Obama est un soulagement temporaire pour les quatre ou huit prochaines années. J'ai bien peur que nous ne revenions au point de départ. Personne ne peut garantir comment l'Amérique sera gouvernée après Obama.

Nous serions heureux qu'Obama puisse rester éternellement Président des États-Unis d'Amérique. La déclaration qu'il vient de prononcer montre qu'il est totalement différent de tous les présidents américains que nous avons vus. Les présidents américains avaient pour habitude de nous menacer avec toutes sortes d'armes, disant qu'ils allaient envoyer les opérations Tempête du désert, Raisins de la colère, Rolling Thunder, et des roses empoisonnées pour les enfants libyens. C'était leur façon de procéder. Les présidents américains avaient pour habitude de nous menacer avec des opérations telles que Rolling Thunder au Viet Nam; Tempête du désert en Iraq; Mousquetaire en Égypte en 1956, alors que l'Amérique y était opposée; et les roses empoisonnées envoyées par Reagan aux enfants libyens. Vous vous rendez compte! On aurait pu croire que les présidents d'un grand pays ayant un siège permanent au Conseil de sécurité et le droit de veto nous auraient protégés et donné la paix. Et qu'avons-nous eu au contraire? Des bombes guidées au laser lancées par des F-111. C'était leur façon de procéder : nous dirigerons le monde, que cela vous plaise ou non, et nous châtierons tous ceux qui s'opposeront à nous.

Ce que notre fils Obama a dit aujourd'hui est complètement différent. Il a appelé sincèrement au désarmement nucléaire, ce dont nous nous félicitons. Il a également déclaré que l'Amérique ne pouvait pas, seule, régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés et que pour ce faire, le monde entier doit œuvrer de concert. Il a dit que nous devons faire plus que ce que nous faisons actuellement, à savoir des discours. Nous sommes d'accord et nous nous en félicitons. Il a ajouté que nous étions venus à l'ONU pour parler les uns contre les autres. Il est vrai que lorsque nous venons ici, nous devrions communiquer sur un pied d'égalité. Et la démocratie, a-t-il dit, ne saurait être imposée de l'extérieur. Tout récemment encore, les présidents américains disaient que la démocratie devrait être imposée à l'Iraq et à d'autres pays. Obama a dit que c'était une affaire intérieure, et il a dit vrai lorsqu'il a déclaré que la démocratie ne pouvait être imposée de l'extérieur.

Restons attentifs avant d'aborder le point sensible. Considérez quelques instants l'expression suivante : « un monde multipolaire ». Le monde doit-il forcément être multipolaire? Pourquoi les nations ne seraient-elles pas toutes placées sur un pied d'égalité? Donnez-nous la réponse. Quelqu'un est-il en mesure de répondre et d'affirmer que la multipolarité est préférable? Pourquoi n'y aurait-il pas d'égalité entre les nations, sans aucun pôle? Est-il important d'avoir un patriarcat? Est-il important d'avoir des papes? Doit-il y avoir des dieux? Pourquoi vouloir un monde multipolaire? Nous rejetons l'idée d'un monde multipolaire. Nous voulons un monde sans pôles dans lequel toutes les nations, petites et grandes, sont égales. Les pôles nous écrasent.

Le point sensible que je souhaite aborder est l'emplacement du Siège de l'Organisation des Nations Unies, le lieu où nous nous trouvons actuellement. Je vous remercie de bien vouloir rester attentifs. Vous avez tous traversé des océans et des continents – l'océan Atlantique, l'océan Pacifique, l'Asie, l'Europe et l'Afrique – pour venir ici. Pourquoi? Est-ce Jérusalem? Est-ce le Vatican? Est-ce La Mecque? Vous êtes tous éreintés, endormis et souffrez du décalage horaire dont vous pâtissez sur le plan physique. Une personne vient d'arriver après 20 heures de vol et vous lui demandez de prononcer une allocution et de discuter de l'avenir du monde.

Il est clair que vous êtes tous assoupis et fatigués. Pour quelles raisons? Pourquoi cette fatigue? Vous, par exemple, dans votre pays, les gens dorment en ce moment, en pleine nuit, mais vous êtes réveillés alors que vous devriez dormir en fonction de votre horloge biologique. Je me suis réveillé ce matin à quatre heures, heure locale de New York, avant l'aube, car en Libye cela correspond à 11 heures du matin. Je me suis levé tard si on tient compte du fait qu'il est 11 heures en Libye. Je suis debout depuis 4 heures ce matin.

Réfléchissez et dites-moi ce qui justifie toute cette fatigue. Si cela a été décidé en 1945, la situation doit-elle pour autant perdurer jusqu'à aujourd'hui? Pourquoi ne pas envisager un lieu intermédiaire et confortable? C'est là le premier point. Le deuxième point important concerne les États-Unis, le pays hôte chargé d'assurer la sécurité au Siège de l'ONU et de veiller à la sécurité des délégations permanentes et des dizaines de chefs d'État qui se rendent au Siège chaque année. Cela implique une sécurité renforcée, des dépenses, des coûts et une tension extrême à New York et dans tout le pays.

Je veux délester l'Amérique de ce poids. Soulagez-la de cette charge et remerciez-la. Remerciez l'Amérique et dites-lui que vous voulez l'aider et tranquilliser New York. Il faut rassurer l'Amérique. Elle n'aura plus à assumer la responsabilité de dizaines de chefs d'État qui se rendent au Siège. Imaginons que quelqu'un fasse exploser l'avion ou la voiture d'un Président. Un terroriste peut aussi venir faire sauter ce bâtiment qui, d'ailleurs, est la cible d'Al-Qaida. Oui, ces locaux. Pourquoi alors n'ont-ils pas été frappés le 11 septembre? C'est qu'ils n'ont pas eu le choix. Les opérations avortées étaient peut-être dirigées contre ce lieu, qui est la prochaine cible visée. Mes propos sont fondés. Des dizaines de membres d'Al-Qaida sont en effet détenus dans nos prisons et leurs aveux sont très troublants. L'Amérique vit ainsi sous très haute tension car le bâtiment de l'Organisation des Nations Unies peut être la cible d'un détournement d'avion ou d'un missile pouvant entraîner la mort de dizaines de chefs d'État. Nous voulons soulager l'Amérique de ce poids. Nous la remercions, ne demandons qu'à l'aider et à transférer le Siège dans un lieu non menacé.

Au bout de 50 ans, le Siège devrait être transféré vers une autre partie du monde. Cinquante ans en Occident suffisent. Les 50 années suivantes, il devrait se trouver au centre du globe ou en Orient et ainsi de suite tous les 50 ans: à l'Est, à l'Ouest, au centre. Le Siège se trouve ici depuis 64 ans, soit 14 ans de plus que la période qu'il faudrait respecter. Il devrait être transféré.

Cela n'a bien entendu rien à voir avec les États-Unis. C'est un service que nous rendons à l'Amérique, une aide que nous lui apportons en la remerciant. La situation en place était d'actualité en 1945 mais ne saurait être maintenue aujourd'hui. Nous ne l'acceptons plus. Cette proposition est bien entendue soumise à un vote de l'Assemblée générale et de l'Assemblée générale seulement. Au titre de la section 23 de l'Accord de siège, le Siège de l'Organisation des Nations Unies ne peut être transféré que si l'Assemblée générale le décide à la majorité simple. Si 51 % des membres de l'Assemblée générale approuvent le transfert du Siège, le Siège doit être transféré. Nous n'avons pas à supporter tous ces tracasseries et à faire le voyage jusqu'ici depuis l'Inde, les Philippines, l'Australie ou les Comores. Je suis étonné que l'on demande à mon frère Ahmad, Président des Comores, de venir prononcer une allocution à l'Organisation des Nations Unies après 14 heures de vol. Comment peut-il prononcer une allocution alors

qu'il subit les effets du décalage horaire? Les personnes qui viennent ici subissent d'autres tracasseries.

Les États-Unis ont le droit d'imposer des restrictions importantes car le pays est la cible d'Al-Qaida, des terroristes. Il a le droit de prendre des mesures de sécurité et nous ne remettons certainement pas cela en cause. Cependant, sommes-nous obligés de passer par toutes ces mesures? Cela n'est pas obligatoire. Pourquoi? Pour nous rendre à New York? Notre venue à New York et toutes ces mesures ne s'imposent pas. Un Président m'a fait part de ses griefs et expliqué que son copilote attitré n'avait pas été autorisé à entrer aux États-Unis en raison de restrictions. Il a alors demandé comment il pouvait traverser l'océan Atlantique sans lui et on lui a répondu de faire le voyage sans copilote! Pourquoi? Il n'a aucune obligation. Il n'est pas tenu de venir. Un autre Président s'est également plaint à moi et m'a dit que le chef de sa garde présidentielle n'avait pas obtenu de visa à cause d'une confusion sur son nom. Il a protesté mais est venu sans lui. Un autre Président m'a raconté que son médecin personnel n'avait pas pu l'accompagner car l'octroi de son visa posait problème et qu'il ne pouvait pas entrer aux États-Unis.

Vous constatez par vous-mêmes que les mesures sont ici extrêmement strictes. Si un pays a des relations tendues avec les États-Unis, il se voit imposer le choix de son représentant et de la composition de sa délégation. Il faut faire 50 pas dans une direction, marcher 500 mètres dans telle autre direction, comme si on se trouvait à Guantanamo. S'agit-il d'un membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'un détenu de Guantanamo?

Voici ce qui est soumis au vote de l'Assemblée générale: le transfert du Siège. Si 51 % de ses membres votent pour le transfert du Siège, il faudra procéder à un autre vote pour décider de son nouvel emplacement: au centre du globe ou en Orient? Imaginons que l'Assemblée choisisse la première option et que la candidature de deux villes, Syrte et Vienne, soit soumise à un vote. Est-ce que, au centre du globe, vous souhaitez que le Siège se trouve à Syrte ou à Vienne? À Syrte. Vous pouvez avancer sur 1 000 kilomètres sans que personne ne vous en empêche. Vous pouvez venir avec votre avion privé rempli de toutes les personnes qui vous entourent, même si elles n'ont pas de visa; du moment qu'elles accompagnent le Président, elles le peuvent. C'est un pays sûr. Peut-on admettre de voir ses mouvements limités à 500 mètres? La Libye n'a d'animosité envers

personne et n'est pas menacée. De même, je ne pense pas que Vienne impose non plus de telles restrictions. Si, à l'issue du vote, le choix se porte sur l'Orient, il faudra opter pour la capitale indienne, Delhi, ou la capitale chinoise, Beijing.

Cela est logique, mes frères, et ne peut pas soulever d'objections. Par la suite, vous me remercerez d'avoir présenté cette proposition. Remerciez alors ceux qui ont voté pour. Vous n'aurez ainsi plus à subir 14, 15 ou 20 heures de vol pour venir ici; pourquoi supporter cela? Personne ne dit que la contribution des États-Unis à l'ONU sera réduite. Pourquoi avoir une mauvaise opinion de l'Amérique? Au contraire, les États-Unis honorent leurs engagements envers cette Organisation et n'auront aucune raison de s'indigner ou de protester, bien au contraire. L'Amérique vous remerciera de l'avoir délestée d'un poids. L'Amérique devrait nous remercier d'avoir pris sur nous ce fardeau et toutes les restrictions, même si cet endroit est la cible de terroristes.

Nous en venons maintenant aux questions qui seront examinées par l'Assemblée générale. Nous sommes sur le point de remettre l'ONU en question; la vieille Organisation va s'éteindre et une nouvelle va émerger. Ce n'est pas un rassemblement ordinaire. M. Obama lui-même l'a dit: il s'agit d'une réunion historique.

Pourquoi les guerres qui ont eu lieu après la création de l'ONU ont-elles éclaté? Où était le Conseil de sécurité, où était la Charte, où était l'ONU? Il devrait y avoir des enquêtes et une intervention judiciaire. Pourquoi y a-t-il eu des massacres? Commençons par la guerre de Corée, qui a eu lieu après la création de l'ONU. Comment une guerre a-t-elle pu se déclarer et causer des millions de victimes? Des armes nucléaires auraient pu être utilisées au cours de cette guerre. Les responsables de ce conflit devraient être jugés et devraient payer des indemnités et des dommages.

Venons-en maintenant à la guerre du Canal de Suez en 1956. Ce dossier devrait être grand ouvert. Trois pays ayant un siège permanent au Conseil de sécurité et qui jouissent du droit de veto au Conseil de sécurité ont attaqué un État Membre de l'Assemblée générale. Un État souverain – l'Égypte – a été attaqué, son armée décimée, des milliers d'Égyptiens tués et de nombreuses villes égyptiennes détruites, tout cela parce que l'Égypte voulait nationaliser le Canal de Suez.

Comment une telle chose a-t-elle pu arriver à l'ère de l'Organisation des Nations Unies et de sa Charte? Comment est-il possible de garantir qu'une telle chose n'arrivera plus, à moins de reconnaître ses torts passés? C'était là de dangereux événements et les dossiers des guerres de Corée et du Canal de Suez devraient être rouverts.

Ensuite, passons à la guerre du Vietnam. Cette guerre a fait 3 millions de victimes. Pendant 12 jours, plus de bombes ont été larguées que pendant les quatre années qu'a duré la Seconde guerre mondiale. C'était un conflit plus acharné, et il s'est produit après la création de l'ONU et après que nous avons convenu qu'il n'y aurait plus de guerres.

L'avenir de l'humanité est en jeu. Nous ne pouvons rester silencieux. Comment pouvons-nous nous sentir en sécurité? Comment pouvons-nous être satisfaits? Il s'agit de l'avenir du monde, et nous qui sommes membres de l'Assemblée générale des Nations Unies devons faire en sorte que de telles guerres ne se répètent pas à l'avenir.

Puis ce fut au tour du Panama d'être attaqué, alors qu'il s'agissait un État Membre indépendant de l'Assemblée générale. Quatre mille personnes ont été tuées, et le Président de ce pays a été arrêté et jeté en prison. Noriega devrait être relâché, nous devrions rouvrir ce dossier. Comment pouvons-nous autoriser un pays qui est un État Membre de l'ONU à faire la guerre à un autre pays et à s'emparer de son Président, à le traiter comme un criminel et à le mettre en prison? Qui accepterait cela? Cela peut survenir de nouveau. Nous ne devons pas nous taire. Nous devons mener une enquête. Chacun d'entre nous pourrait se retrouver dans la même situation, surtout si une telle agression est perpétrée par un État Membre doté d'un siège permanent au Conseil de sécurité et chargé de veiller au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Ensuite, ce fut la guerre à Grenade. Ce pays a été envahi alors qu'il était un État Membre. Il a été attaqué par 5 000 navires de guerre, 7 000 soldats et des dizaines d'avions militaires, or c'est le plus petit pays du monde. Cela s'est produit après la création de l'ONU et du Conseil de sécurité et de son veto. Et le Président grenadien, M. Maurice Bishop, a été assassiné. Comment cela a-t-il pu se produire en toute impunité? C'est une tragédie. Comment pouvons-nous déterminer que l'ONU est une bonne chose ou pas, qu'un certain pays est bon ou ne l'est pas? Pouvons-nous, oui ou non, être en sécurité ou heureux au sujet

de notre avenir? Pouvons-nous, oui ou non, faire confiance au Conseil de sécurité? Pouvons-nous, oui ou non, faire confiance à l'Organisation des Nations Unies?

Nous devons jeter un coup d'œil sur les bombardements en Somalie, et ouvrir une enquête. La Somalie est un État Membre de l'ONU et un pays indépendant, dirigé par M. Aidid. Nous exigeons une enquête. Pourquoi cela est-il arrivé? Qui a permis que cela arrive? Qui a donné le feu vert pour que ce pays soit attaqué?

Nous avons ensuite l'ex-Yougoslavie. Aucun pays n'était aussi paisible que la Yougoslavie, construite pas à pas et morceau par morceau après avoir été détruite par Hitler. Nous l'avons nous aussi détruite, comme si nous refaisions la même chose qu'Hitler. Tito avait progressivement construit ce pays pierre par pierre, puis nous sommes arrivés et nous l'avons anéantie au nom d'intérêts impérialistes personnels. Comment pouvons-nous nous en satisfaire? Pourquoi ne pouvons-nous pas en être contents? Si un pays pacifique tel que la Yougoslavie a connu une telle tragédie, l'Assemblée générale doit faire une enquête et doit décider qui devrait être jugé devant la Cour pénale internationale.

Puis, nous avons la guerre en Iraq – la mère de tous les maux. L'ONU devrait également enquêter sur ce dossier. L'Assemblée générale, présidée par Dr. Treki, devrait mener une enquête. L'invasion de l'Iraq était une violation de la Charte des Nations Unies. Cela s'est fait sans justification aucune par des superpuissances siégeant de façon permanente au Conseil de sécurité. L'Iraq est un pays indépendant et un État membre de l'Assemblée générale. Comment ces pays peuvent-ils attaquer l'Iraq? Comme le stipule la Charte, l'ONU aurait dû intervenir et stopper l'attaque.

Nous avons pris la parole à l'Assemblée générale et nous l'avons exhortée à user de la Charte pour faire cesser cette attaque. Nous étions contre l'invasion du Koweït, et les pays arabes ont combattu aux côtés de pays étrangers au nom de la Charte des Nations Unies.

La première fois la Charte a été respectée. La deuxième fois que nous avons voulu utiliser la Charte pour stopper la guerre contre l'Iraq, personne ne l'a utilisée et ce document fut totalement ignoré. Pourquoi? M. Treki et l'Assemblée générale devrait enquêter pour déterminer s'il y avait la moindre raison d'envahir l'Iraq. En effet, les raisons de cette attaque

restent mystérieuses et ambiguës, et nous pourrions nous trouver face à la même situation.

Pourquoi l'Iraq a-t-il été envahi? L'invasion elle-même était une grave violation de la Charte des Nations Unies, et c'était en outre une erreur. Il y a aussi eu un massacre total ou un génocide. Plus de 1,5 million d'Iraqiens ont été tués. Nous voulons que la Cour pénale internationale (CPI) soit saisi du dossier iraquien, et que ceux qui ont commis des meurtres de masse contre le peuple iraquien soient jugés.

Il est facile de juger Charles Taylor, Bashir, ou Noriega. C'est une tâche aisée. Entendu, mais qu'en est-il de ceux qui ont commis des meurtres de masse contre les Iraqiens? Ne peuvent-ils pas être jugés? Ne peuvent-ils pas comparaître devant la CPI? Si la Cour n'est pas capable de faire ce que nous lui demandons, alors nous ne devrions pas l'accepter. Ou bien elle est conçue pour chacun d'entre nous, petits ou grands, ou bien nous devons la rejeter.

Quiconque commet un crime de guerre peut être jugé, mais nous ne sommes pas du bétail ou des animaux comme ceux que l'on massacre pour l'Aid. Nous avons le droit de vivre, et nous sommes prêts à nous battre et à nous défendre. Nous avons le droit de vivre dans la dignité, sous le soleil et sur la terre; on nous a déjà mis à l'épreuve et nous avons tenu bon.

Il y a également d'autres choses. Pourquoi les prisonniers de guerre iraquiens peuvent-ils être condamnés à mort? Lorsque l'Iraq a été envahi et que le Président iraquien a été arrêté, il était prisonnier de guerre. Il n'aurait pas dû être jugé, il n'aurait pas dû être pendu. Une fois la guerre terminée, il aurait dû être libéré. Nous voulons savoir pourquoi un prisonnier de guerre devait être jugé. Qui a condamné à mort le Président de l'Iraq? Y a-t-il une réponse à cette question? Nous connaissons l'identité du juge qui a conduit le procès. Mais quant à ceux qui ont serré le nœud autour du cou du Président le jour du sacrifice et l'ont pendu, ces personnes portaient des masques.

Comment une telle chose a-t-elle pu se produire dans un monde civilisé? Il s'agissait de prisonniers de guerre de pays civilisés obéissant au droit international. Comment des ministres d'un gouvernement et un chef de l'État ont-ils pu être condamnés à mort et pendus? Ceux qui les ont jugés étaient-ils des avocats ou des membres d'un système judiciaire?

Savez-vous ce que les gens disent? Ils disent que les visages derrière ces masques étaient ceux du Président des États-Unis et du Premier Ministre du Royaume-Uni et que ce sont eux qui ont exécuté le Président iraquien.

Pourquoi les bourreaux ne montrent-ils pas leur visage? Pourquoi ne connaissons-nous pas leur grade? Pourquoi ne savons-nous pas s'il s'agissait d'officiers, de juges, de soldats ou de docteurs? Comment se fait-il que le Président d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies ait été condamné à mort et exécuté? Nous ne connaissons pas l'identité de ses bourreaux. L'ONU a le devoir de répondre à ces questions. Qui a exécuté la sentence de mort? Ces personnes doivent bien avoir un statut juridique ou des responsabilités officielles. Nous devons connaître leur identité et nous devons savoir si un docteur était présent et quelle a été la nature de toutes les procédures judiciaires. Cela vaut pour tout citoyen ordinaire et encore plus pour le Président d'un État Membre de l'ONU qui a été exécuté de cette façon.

Mon troisième point concernant la guerre en Iraq porte sur Abu Ghraib, qui a constitué une honte pour l'humanité. Je sais que les autorités américaines vont enquêter sur ce scandale, mais l'ONU ne doit pas l'ignorer non plus. L'Assemblée générale devrait elle aussi mener une enquête. Les prisonniers de guerre détenus à la prison d'Abu Ghraib ont été torturés; des chiens ont été lâchés sur eux; des hommes ont été violés. Ces faits sont sans précédent dans l'histoire des guerres. Des actes de sodomie ont été commis, un péché sans précédent, auquel aucun agresseur ou envahisseur ne s'était jamais livré encore. Les prisonniers de guerre sont des soldats, mais ces prisonniers – là ont été violés dans leur geôle par un État qui est membre permanent du Conseil de sécurité. Cela va à l'encontre de la civilisation et de l'humanité. Nous ne pouvons pas rester sans rien dire; nous devons connaître les faits. Aujourd'hui encore, il reste 250 000 prisonniers iraqiens, hommes et femmes, à Abu Ghraib. Ils sont maltraités, persécutés et violés. Il faut impérativement procéder à une enquête.

Passant à la guerre en Afghanistan, il faut là aussi qu'une enquête soit menée. Pourquoi sommes-nous contre les Taliban? Pourquoi sommes-nous contre l'Afghanistan? Qui sont les Taliban? Si les Taliban souhaitent avoir un État religieux, il n'y a pas de problème. Prenez par exemple le Vatican. Est-ce que le Vatican représente une menace pour nous? Non. Il s'agit d'un État religieux, très pacifique. Si les Taliban

veulent créer un émirat islamique, qui dit que cela fait d'eux des ennemis? Quelqu'un prétend-il que Ben Laden est un Taliban ou qu'il est afghan? Ben Laden est-il taliban? Non, il n'est pas taliban et il n'est pas afghan. Les terroristes qui ont frappé la ville de New York étaient-ils taliban? Venaient-ils d'Afghanistan? Ils n'étaient ni l'un, ni l'autre. Pour quelle raison a-t-on donc déclenché la guerre en Iraq et en Afghanistan?

Si je voulais vraiment tromper mes amis américains et britanniques, je les encouragerais à envoyer davantage de troupes et à poursuivre ce bain de sang. Mais jamais ils ne l'emporteront en Iraq ou en Afghanistan. Regardez ce qui leur est arrivé en Iraq, qui est un désert. Les choses sont encore pires dans les montagnes de l'Afghanistan. Si je voulais les tromper, je leur dirais donc de continuer la guerre en Iraq et en Afghanistan. Mais non, je veux sauver les citoyens des États-Unis, du Royaume-Uni et des autres pays qui combattent en Iraq et en Afghanistan. C'est pourquoi je leur dis : laissez l'Afghanistan aux Afghans; laissez l'Iraq aux Iraquiens. S'ils veulent se faire la guerre entre eux, ils sont libres de le faire.

L'Amérique a eu sa Guerre civile, et personne n'est intervenu. Il y a eu des guerres civiles en Espagne, en Chine et dans d'autres pays partout dans le monde, aucune zone de la planète n'a été épargnée par la guerre civile. Qu'il y ait donc une guerre civile en Iraq. Si les Iraquiens veulent une guerre civile et s'entretuer, laissons-les faire. Qui peut affirmer que si les Taliban forment un gouvernement, ils posséderont alors des missiles intercontinentaux ou des avions capables de frapper New York? Les avions qui ont attaqué New York ont-ils décollé d'Afghanistan ou d'Iraq? Non, ils ont décollé d'aéroports américains. Pourquoi donc s'en prendre à l'Afghanistan? Les terroristes n'étaient pas afghans, ni talibans, ni iraqiens.

Pourquoi nous taisons-nous? Nous ne devons jamais être des auteurs de guerre. Quiconque ne dit pas la vérité est un suppôt de Satan. Nous sommes attachés à la paix et à la sécurité internationales. Notre intention n'est pas de mépriser ou de ridiculiser le genre humain. Nous voulons sauver l'humanité.

En tant que Président de l'Assemblée générale, M. Ali Treki devrait ouvrir une enquête sur les assassinats, en plus d'une enquête sur les guerres. Qui a tué Patrice Lumumba, et pourquoi? Nous voulons simplement que cela figure dans les annales de l'histoire africaine. Nous voulons savoir comment un

dirigeant africain, un libérateur, a pu être assassiné? Qui l'a tué? Nous voulons que nos fils puissent lire l'histoire de l'assassinat de Patrice Lumumba, le héros de la lutte pour la libération du Congo. Nous voulons connaître les faits, même 50 ans plus tard. C'est l'un des dossiers que nous devons rouvrir.

Qui a tué le Secrétaire général Hammarskjöld? Qui a tiré sur son avion en 1961 et pourquoi?

Il y a également l'assassinat du Président des États-Unis Kennedy en 1963. Nous voulons savoir qui l'a tué et pourquoi. Quelqu'un du nom de Lee Harvey Oswald, qui a ensuite été tué par un certain Jack Ruby. Pourquoi l'a-t-il tué? Jack Ruby, un Israélien, a tué Lee Harvey Oswald, qui a tué Kennedy. Pourquoi cet Israélien a-t-il tué l'assassin de Kennedy? Puis Jack Ruby, l'assassin de l'assassin de Kennedy, est mort dans des circonstances mystérieuses avant d'avoir pu être jugé. Nous devons ouvrir ces dossiers. Le monde entier sait que Kennedy voulait enquêter sur le réacteur nucléaire israélien Dimona. Cette affaire concerne la paix et la sécurité internationales ainsi que la question des armes de destruction massive. C'est pourquoi nous devons ouvrir ce dossier.

Et puis il y a le dossier Martin Luther King, révérend et militant noir des droits de l'homme dont l'assassinat est le résultat d'un complot. Nous devons ouvrir ce dossier et savoir qui sont les responsables et les traduire en justice.

Ensuite, il y a l'assassinat du Palestinien Khalil al-Wazir, ou Abu Jihad, tué dans l'attentat perpétré contre lui dans un État Membre souverain, la Tunisie, où il vivait en toute quiétude. Quatre navires de guerre, deux sous-marins et deux hélicoptères ont pris part à l'agression. La souveraineté de cet État a été bafouée pour tuer Khalil al-Wazir. Comment se taire devant de tels actes? Devons-nous continuer d'être exposés chaque jour à des attaques par des sous-marins et des navires de guerre qui débarquent sur nos côtes pour prendre qui ils veulent sans avoir à rendre des comptes? Nous devons demander des comptes? Nous devons ouvrir le dossier de l'assassinat d'Abou Ayad et enquêter sur les circonstances troubles de sa mort. Vient ensuite l'opération Ferdan, ou opération « Yanbu' al-chabab » (Elixir de jeunesse), au cours de laquelle ont été tués Kamel Nasser, un poète, Kamel Adwan et Abu Youssef al-Najjar, trois Palestiniens agressés au Liban, un État souverain Membre de l'Assemblée générale des Nations Unies alors qu'ils croyaient vivre en sécurité dans la capitale. Dans cette affaire, nous

devons découvrir l'auteur de ce crime pour qu'il soit jugé et qu'un tel acte ne se reproduise pas.

Nous avons déjà évoqué l'invasion de la Grenade, membre de cette Assemblée, lors de laquelle le Président Bishop a trouvé la mort. Sept mille soldats, 15 navires de guerre et des dizaines de bombardiers ont participé à cette opération contre un État Membre. Il s'agit de crimes qu'on ne peut taire. Autrement, nous donnerions l'impression d'être des sacrifiés et chaque année viendrait le tour de l'un d'entre nous. Nous ne sommes pas des animaux en laisse. Nous luttons pour notre existence, pour nos enfants et nos petits-enfants. Nous n'avons pas peur car nous avons le droit de vivre. La Terre n'a pas été créée pour les grandes puissances. Dieu l'a créée pour nous tous. Est-ce que nous allons y vivre dans la servilité? Certainement pas.

Des enquêtes doivent être ouvertes sur d'horribles guerres, assassinats et massacres. Le massacre de Sabra et Chatila a fait 3 000 morts. Cette zone était sous la responsabilité de l'armée israélienne d'occupation. Un massacre y a été perpétré contre des hommes, des femmes et des enfants pour la plupart Palestiniens. Trois mille morts... Comment se taire devant un tel crime alors que le Liban est un pays indépendant et membre de cette Assemblée qui a été occupé, dont la région de Sabra et Chatila a été prise sous contrôle et où 3 000 personnes ont été tuées?

Ensuite, il y eu la tuerie de Gaza en 2008. Pour rappel, 1 000 femmes y ont été tuées ou blessées ainsi que 2 200 enfants, soit 3 200 femmes et enfants. Cinquante bâtiments des Nations Unies ont été détruits durant l'agression ainsi que 30 autres appartenant à des organisations non gouvernementales. Soixante centres de soins ont été détruits et 40 médecins et infirmiers ont trouvé la mort alors qu'ils œuvraient dans le cadre de l'action humanitaire. Il s'agit là du massacre de Gaza, perpétré en décembre 2008.

Les agresseurs sont connus et toujours en vie. Ils doivent être jugés par la Cour pénale internationale. Seuls les petits États et les pays du tiers monde sont-ils traduits devant cette institution, à l'exclusion des protégés? Si elle n'est pas internationale, nous non plus ne la reconnaissons pas; si elle est internationale, alors tous les pays doivent être justiciables. Si les décisions de la Cour ne sont pas respectées et appliquées, si l'Agence internationale pour l'énergie atomique n'est pas au service de tous les pays, si l'Assemblée générale n'a aucun poids et si le Conseil de sécurité est monopolisé, alors à quoi sert l'Organisation des

Nations Unies? À rien. Qu'est-ce que l'Organisation des Nations Unies? Qui sommes-nous? Il n'y a pas de Nations Unies.

Venons-en maintenant à la piraterie. Il s'agit d'un phénomène qui peut se propager à toutes les mers du monde et constituer un danger similaire au terrorisme. S'agissant de la piraterie au large des côtes somaliennes, j'affirme que les Somaliens ne sont pas des pirates. Nous sommes les pirates. Nous avons mis la main sur leurs ressources, leurs moyens d'existence, leurs zones économiques et leurs eaux territoriales. Tous nos bateaux – libyens, indiens, américains, japonais et de tous les autres pays – commettent des actes de piraterie, et nous sommes tous des pirates. Nous avons violé les eaux somaliennes et une fois le pays submergé, nous sommes venus le piller. Afin de protéger leurs ressources halieutiques qui constituent leurs richesses et celles de leurs enfants, les Somaliens se sont tournés vers la piraterie. Ce ne sont pas des pirates car ils protègent les ressources destinées à leurs enfants. Vous voulez à présent régler le problème de manière erronée en proposant d'envoyer des bateaux de guerre contre les Somaliens. Ces bateaux doivent plutôt être dirigés contre les pirates qui ont mis la main sur les richesses des Somaliens et les ressources de leurs enfants. Ce sont les bateaux de pêche étrangers qu'il faut attaquer.

J'ai rencontré les pirates et leur ai dit que j'œuvrais à l'élaboration d'un traité avec la communauté internationale stipulant que la zone économique maritime de Somalie de 200 miles marins doit être respectée, conformément au droit de la mer, et que toutes les ressources maritimes de cette zone appartiennent aux Somaliens. Le monde doit respecter cette région, et tous les pays doivent s'interdire de procéder à des rejets toxiques polluants dans les eaux territoriales et près des côtes somaliennes. En contrepartie, les somaliens doivent cesser d'attaquer les navires. Cet accord sera finalisé et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies. Voilà quelle doit être la solution plutôt que d'envoyer d'autres navires pour attaquer les Somaliens. Encore plus astucieux, des navires de guerre ont été envoyés pour empêcher aux Somaliens de quitter les ports et donc de rapporter le fruit de leur pêche à leurs enfants.

Nous n'abordons pas le problème de la piraterie de la bonne façon, de même que nous n'adoptons pas la bonne approche pour lutter contre le terrorisme et les maladies. Pourquoi la manière de faire face aux maladies est-elle erronée? Si les vaccins contre la

grippe porcine – il y aura peut-être à l'avenir la grippe du poisson car les entreprises liées aux services de renseignement y travaillent – se vendent à des prix prohibitifs, c'est qu'il s'agit de commerce. Un virus est créé et propagé à travers le monde pour que les entreprises capitalistes fassent des profits grâce à la vente des médicaments. Cela est inadmissible. Les vaccins et les médicaments ne doivent pas se vendre mais doivent être offerts gratuitement. Lisez le *Livre Vert*, il interdit de vendre les médicaments. Annoncez la gratuité des médicaments et des vaccins et les virus ne se propageront plus car ils sont créés pour que des vaccins soient mis au point et que les entreprises capitalistes en tirent profit. C'est une mauvaise démarche. Proclamez la gratuité des vaccins, même en cas de virus réels car ils doivent être fournis gratuitement. Le monde doit s'évertuer à fabriquer ces vaccins pour sauver des vies. Toutes ces questions, dossiers et affaires sont portés à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies qui doit s'y consacrer pleinement.

Passons maintenant à la Convention d'Ottawa qui interdit la production, le transfert et la vente des mines terrestres. Il s'agit là d'une erreur. Les mines sont une arme défensive et non pas offensive. Les mines ne se déplacent pas et n'attaquent pas mais demeurent là où elles ont été placées. Pourquoi se rendre là où elles se trouvent? Je décide de placer des mines le long des frontières de mon pays; celui qui viole ces frontières se retrouve avec la main et le bras coupés. Je demande aux pays qui ont ratifié la Convention de revoir leur position. Pour plus de détails sur ce sujet, le site Web « alqadafi.net » offre de plus amples explications concernant les amendements à apporter. Cette Convention doit être soit amendée soit abrogée. Ils veulent aussi nous dépouiller de nos mines antipersonnel. Je veux utiliser des mines devant chez moi et devant mon exploitation. C'est un moyen de défense et non une arme offensive. Éliminez plutôt les armes nucléaires et les missiles qui traversent les frontières.

S'agissant de la question de Palestine, la solution à deux États est irréalisable, et je vous exhorte à ne plus l'envisager. La solution est l'instauration d'un seul État démocratique où cohabiteraient, entre autres, juifs, musulmans, Palestiniens et chrétiens, comme au Liban. La solution à deux États n'est pas réalisable. La partition du territoire est vouée à l'échec car il ne s'agit pas de deux États voisins. Ils sont d'ores et déjà totalement imbriqués. Ce sont deux pays où il y a des

interactions de territoires et de populations. Ils sont entremêlés. On ne peut pas établir de zone tampon entre eux car il n'existe pas de zone de séparation. Il y a en effet un demi-million de colons israéliens en Cisjordanie et 1 million de Palestiniens colonisés dans le territoire appelé Israël. Comment en faire deux États?

Le monde doit envisager l'instauration d'un seul État démocratique exempt de fanatisme religieux et de sectarisme fondé sur la nationalité ou la langue. Ces attitudes réactionnaires n'ont plus lieu d'être. Ce sont des idées remontant à l'époque du rideau de fer, de la Seconde Guerre mondiale, d'Arafat et de Sharon. Cette époque est révolue. La nouvelle génération veut un seul État démocratique et nous devons déployer tous les efforts possibles pour y parvenir. Il faut imposer un seul État dans lequel chacun peut vivre en paix. Regardez les jeunes palestiniens et les jeunes israéliens. Ils veulent vivre en paix dans un seul pays démocratique. Il faut en finir avec ce problème qui embarrasse le monde entier.

Le *Livre Blanc*, que vous pourrez garder, M. Treki, propose la solution intitulée « Isratine ». Il n'y a pas d'animosité entre nous. Les Arabes n'ont pas d'animosité contre les Israéliens. Ils sont cousins et vivent ensemble, en paix. Les réfugiés palestiniens devraient regagner leur pays pour vivre en paix dans un État unique.

C'est vous qui les avez brûlés. C'est vous qui êtes responsables de l'holocauste et qui avez construit les fours crématoires et les chambres à gaz et en Europe. C'est vous qui haïssez les juifs, ce n'est pas nous. Nous leur avons donné refuge pendant l'ère romaine, lorsqu'ils ont été expulsés d'Andalousie, et à l'époque de la guerre avec Hitler, des fours crématoires d'Hitler et des gaz mortels. Nous les avons protégés. Vous les avez expulsés. Et vous leur avez dit d'aller combattre les Arabes. Rétablissons la vérité. Nous ne sommes pas des ennemis des Juifs. Ce sont nos cousins. Les Juifs vont un jour avoir besoin des Arabes, et les Arabes vont les protéger dans l'avenir, comme ils l'ont fait dans le passé. Rappelez-vous ce que Titus, Hadrien, Édouard I^{er} et Hitler ont fait aux Juifs. C'est vous qui les haïssez, qui haïssez les Sémites.

En quelques mots, la question du Cachemire appelle une seule solution, à savoir que le Cachemire devienne un État indépendant, ni indien ni pakistanais, pour que ce conflit se termine.

S'agissant du Darfour, je souhaite que l'aide des organisations internationales dont vous parlez soit affectée à des projets en faveur du développement industriel, de l'irrigation et de l'agriculture, l'industrialisation et l'irrigation. La paix règne désormais au Darfour, il n'y a pas de guerre. C'est vous qui avez dramatisé la situation à des fins d'ingérence, pour y asseoir votre influence, en raison du pétrole et au détriment des habitants du Darfour.

L'affaire Hariri est devenue un problème de l'ONU parce que vous avez demandé à l'ONU d'enquêter sur l'affaire Hariri, Dieu ait son âme. Vous voulez sacrifier le sang de Hariri et tirer profit de sa dépouille pour régler des comptes avec la Syrie. Sinon pour quelle autre raison? Le Liban n'est-il pas un État indépendant, avec un parquet, des lois, des tribunaux et une force de police, capable de trouver les coupables? En réalité, ce ne sont pas les coupables que l'on recherche, mais on cherche plutôt à régler des comptes avec la Syrie. L'affaire Hariri est sacrifiée et l'enquête ne donnera aucun résultat. Partant, il faut que l'Organisation des Nations Unies soit également saisie des affaires Abou Ayad, Khalil al-Wazir, Kennedy, Lumumba et Hammarskjöld.

La Libye assure actuellement la présidence de l'Assemblée générale, et c'est son droit. La Libye peut contribuer à aider le monde à passer d'une époque à une autre; à passer d'un monde malmené, affligeant, humilié, terrifié, redoutable et menaçant à un monde où règnent l'humanisme et la tolérance. J'assurerai le suivi de cette action avec l'Assemblée générale, avec M. Treki et avec le Secrétaire général, car nous ne permettons aucune complaisance ni concession s'agissant de la destinée de l'humanité, du combat que mènent les hommes pour vivre en paix, de la lutte du tiers monde en particulier et des 100 petits pays pour vivre comme il se doit sous le soleil et sur Terre. Ce combat sera poursuivi jusqu'au bout.

Le Président (*parle en arabe*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Guide de la Révolution de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, Roi des rois d'Afrique, pour l'allocution qu'il vient de prononcer.

Le colonel Mouammar Al-Kadhafi, Guide de la Révolution de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République de l'Ouganda**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de l'Ouganda.

S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Museveni (*parle en anglais*) : Avant de faire l'allocution que j'ai préparée, je voudrais appuyer un aspect du long discours du Président de l'Union africaine, le Président Mouammar Al-Kadhafi, lequel discours a fait référence à de nombreuses questions. Il s'agit de la réforme de l'ONU, pour une représentation plus équitable de l'Union africaine au sein du Conseil de sécurité. C'est une position qu'a adoptée l'Afrique, et je l'appuie.

Il est dit dans la Sainte Bible, dans le Deutéronome, au chapitre I, versets 2 et 3, qu'il fallait 11 jours pour faire le voyage de Horeb à Canaan, par le chemin de la montagne de Seir, et cependant, au sortir d'Égypte, les Israélites ont réalisé ce voyage en 40 ans. C'est un voyage qu'ils devraient faire seulement en 11 jours, mais ils l'ont effectué en 40 ans.

Dans le Deutéronome, au chapitre VIII, verset 2, il est écrit :

« Souviens-toi de tout le chemin que l'Éternel, ton Dieu, t'a fait faire pendant ces 40 années dans le désert, afin de t'humilier et de t'éprouver, pour savoir quelles étaient les dispositions de ton cœur et si tu garderais ou non ses commandements. »

De même, l'Afrique, et notamment l'Afrique noire, a erré dans le désert du sous-développement une grande partie des 40 ans qui se sont écoulés depuis l'indépendance. Comme le dit le Livre de la prière commune, on ne peut que se demander si cela s'est produit parce que nous avons renoncé à faire les choses que nous aurions dû faire, fait les choses que nous n'aurions pas dû faire et qu'il n'y avait en nous aucune vérité. D'un autre côté, les pays asiatiques – la

Corée du Sud, Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, l'Inde, etc. – n'ont pas, eux, erré dans le désert du sous-développement. Et je ne parle pas de la République populaire de Chine.

Heureusement, ces 15 à 20 dernières années, les Africains ont également saisi la boussole qui doit leur indiquer la voie du développement. Nous avons commencé à faire ce que nous avons laissé de côté depuis longtemps, et la vérité commence à nous pénétrer. L'économie ougandaise progresse à un taux de 6,5 % par an depuis 23 ans. Au cours du dernier exercice, le taux de croissance de l'Ouganda a été de 7 %, malgré la récession mondiale qui a touché chacun d'entre nous. Pour l'exercice actuel de 2009-2010, notre taux de croissance dépassera les 7 %. Pour l'exercice 2007-2008, notre taux de croissance a été de 9,8 %, avant prise en compte de l'inflation.

Nous avons réalisé ces taux de croissance raisonnables bien que nous n'ayons pas encore achevé de mettre en place trois éléments stratégiques de l'infrastructure : l'électricité, les routes et les chemins de fer. Si nous avons réalisé la paix, la stabilité macroéconomique, l'éducation pour tous, certains aspects des soins de santé pour tous, l'intégration économique dans la région, l'accès au marché international, la démocratisation et la recherche scientifique, nous avons été lents dans les trois domaines suivants : l'électricité, les routes et les chemins de fer. Cette lenteur était le résultat de notre dépendance des financements étrangers, qui ont tendance à varier de façon fantasque et irrégulière. Nous dépendions des financements étrangers parce que nous percevions très peu d'impôts, mais nos recettes ont maintenant augmenté parallèlement à la croissance de l'économie.

L'Ouganda est donc maintenant capable de financer seul des projets de construction de routes, de chemins de fer et d'électrification, même si nous accueillons bien entendu volontiers les fonds étrangers. Nous ne pouvons cependant plus être otages des fonds étrangers pour ces éléments essentiels de notre infrastructure. Il est stupéfiant et véritablement honteux de constater la modestie des niveaux d'électrification en Afrique. Aux États-Unis, la consommation par habitant est de 14 124 kilowattheures. En Afrique, d'un autre côté, ce chiffre n'est que de 547 kilowattheures par habitant. La consommation de certains pays africains atteint à peine 9 kilowattheures par habitant. Comment pouvons-nous

espérer croissance et transformation dans une telle situation?

L'Afrique tout entière doit s'éveiller et réagir face à ce problème, et elle doit coopérer pour trouver une solution. Il en va de même pour nos coûts de transport qui sont élevés du fait de la mauvaise qualité des routes et des chemins de fer, ces derniers étant dans certains cas inexistantes. En Chine, le prix de revient du transport par voie ferrée d'une tonne de fret de Beijing à Shanghai est de 12 dollars. En Afrique de l'Est, d'un autre côté, le transport du même chargement sur une distance comparable reviendra à 65 dollars. Nous sommes conscients de ces obstacles, et nous nous employons à les surmonter un par un.

Il existe deux autres obstacles que nous mentionnons souvent : l'exportation des matières premières et l'incapacité à transformer l'agriculture traditionnelle et de subsistance en une agriculture moderne. L'hémorragie que représentent les exportations de matières premières, pour lesquelles nous ne touchons que 10 % de la valeur du produit fini, a été décrite par beaucoup d'entre nous comme de l'esclavage moderne.

En Ouganda, nous transformons l'agriculture de subsistance traditionnelle en une agriculture moderne. Cela implique d'utiliser des semences améliorées, des engrais, des tracteurs, d'irriguer, d'élever du bétail et d'adopter des pratiques agricoles. Cependant, nous savons que nous ne pouvons pas faire tout cela de manière durable si nous continuons de négliger l'environnement.

Par conséquent, le manifeste et le plan d'action ougandais pour le développement et la transformation comportent les éléments suivants : assurer la paix, la démocratie, l'éducation et la santé pour tous, ainsi que la stabilité macroéconomique et la libéralisation économique; produire et distribuer de l'électricité pour en finir avec une consommation en kilowattheures par habitant ne soit trop basse; moderniser les routes; reconstruire et moderniser les chemins de fer; commercialiser et moderniser l'agriculture en abandonnant l'agriculture traditionnelle de subsistance; donner une valeur ajoutée à nos produits agricoles et minéraux plutôt que de nous limiter à exporter des matières premières, notamment le pétrole et le gaz; procéder à notre intégration régionale afin d'élargir les marchés et d'accéder aux marchés internationaux; protéger l'environnement et faire vivre la recherche scientifique – nous appuyons déjà de nombreux projets

de recherche innovante menés par des scientifiques ougandais.

Les Ougandais et les autres Africains de notre région, qui par le passé étaient en situation de sous-consommation chronique, aident à présent notre économie à rester à flot malgré la récession mondiale, parce qu'ils ont maintenant une capacité plus importante d'acheter ce que nous produisons. Leur consommation augmente et ils appuient ainsi nos industries à vocation régionale. Nous estimons que nous avons enfin terminé notre période d'errance dans le désert du sous-développement et que nous avançons maintenant vers la transformation socioéconomique. Nous faisons enfin ce que nous avons à faire et la vérité est cette fois en nous. L'étape que le spécialiste français René Dumont appelait un « faux départ » en Afrique ou, dans le cas présent, en Ouganda, est désormais franchie. Nous entrons dans la phase de croissance et de transformation. C'est pourquoi nous pensons que notre économie va bientôt décoller.

Ainsi, la réaction de l'Ouganda face à la crise mondiale a été équilibrée, grâce aux échanges régionaux. Elle aurait été encore plus équilibrée si nous avions déjà mis en place les trois éléments d'infrastructure que j'ai mentionnés : les routes, l'électricité et les chemins de fer. Cela nous aurait permis de faire baisser les coûts de l'activité commerciale en Ouganda et d'augmenter ainsi la rentabilité des entreprises.

L'Afrique a un grand potentiel de croissance qui n'est pas exploité. La crise mondiale actuelle a été déclenchée par des négligences dans la gestion de certaines économies de la planète. Ces négligences doivent être rectifiées par une action multilatérale, comme l'ont déjà noté certains chefs d'État. Nous devons mettre fin au blanchiment d'argent et renforcer la régulation. L'action multilatérale permettrait également de libérer le potentiel inexploité de l'Afrique. Dans les cas de l'Ouganda et de nombreux autres pays africains, nous sommes face à un double défi : premièrement, nous devons lutter pour transformer nos économies préindustrielles en économies modernes; deuxièmement, nous devons faire face aux problèmes créés par d'autres, notamment la crise financière mondiale actuelle et la dégradation de l'environnement.

Cependant, je continue de me poser certaines questions. L'extrême prodigalité dont font preuve certains pays développés est-elle viable si nous

adoptons tous le même style de vie? Ou cela était-il seulement possible lorsqu'une petite minorité de l'humanité jouissait de cette richesse? Est-il nécessaire d'avoir un mode de vie moderne plus rationnel?

Il est grand temps d'avoir un dialogue entre les civilisations. Ce dialogue pourrait nous aider à faire face à certains problèmes et dilemmes auxquels l'humanité est confrontée.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de l'Ouganda de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Yoweri Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Cheikh Al-Thani (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir été élu Président de l'Assemblée générale pour sa soixante-quatrième session et vous souhaite plein succès dans votre mission.

Je voudrais également remercier votre prédécesseur, mon ami Miguel d'Escoto Brockmann, des efforts qu'il a déployés sans relâche lors de la session précédente.

Je tiens à remercier aussi S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, de ses efforts pour renforcer le rôle de l'ONU.

Cette nouvelle session de l'Assemblée générale a lieu au moment où nous nous trouvons dans une situation internationale unique, une de ces situations qui se font jour à un moment critique de l'histoire. De

telles situations sont l'occasion de jeter des bases, de mettre l'accent sur les principes et de réglementer les systèmes des échanges internationaux et des relations internationales.

À nos yeux, la situation actuelle est semblable à celle qui prévalait à la veille des conférences de Vienne (1814), de Versailles (1919) et de Potsdam (1945).

Cette situation et l'occasion qu'elle représente dans le monde d'aujourd'hui sont un terrain favorable pour nous lancer dans la recherche d'un avenir différent. Ceci se situe au lendemain d'une période marquée par des troubles violents pendant laquelle le monde a été brûlé par les feux de la Seconde Guerre mondiale, gelé par la guerre froide, et est parti à la dérive, surtout après la tragédie du 11 septembre 2001, avec les retombées de la guerre contre le terrorisme. Cela a été suivi par la crise des marchés financiers pas plus tard que l'année dernière.

Cette succession d'événements importants a changé la face du monde, l'équilibre des forces et leur influence et a introduit de nouveaux acteurs compétents venus d'Europe, d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique. Cela a également lancé un mouvement à la recherche d'un renouveau aux États-Unis d'Amérique, mouvement que nous suivons avec intérêt et qui, nous espérons, sera couronné de succès.

Nous notons que lors des différentes étapes d'affrontement et de polarisation mondiale et des troubles considérables qui ont suivi, la communauté internationale a vécu et a été plongée dans une grave confusion, jusqu'à ce qu'il devienne évident que, pour parvenir à la paix et à la prospérité mondiales, il faudra davantage que les armes des grandes puissances, que la bipolarité entre les États, que l'hégémonie d'un pays – peu importe les progrès réalisés par ce pays –, il faudra une gestion mondiale des crises urgentes plus large et plus exhaustive.

Face à une telle situation, l'importance de l'occasion qui se présente est impressionnante après des années de tempêtes de feu, de neige et de poussière, signes que le monde a besoin de quelque chose de nouveau. En fait, c'est une évidence qui ressort de notre cruelle expérience passée.

Mais nous n'avons pas su y prêter attention en dépit des nombreux appels demandant son renouveau et de tentatives sincères pour que l'Organisation s'acquitte de sa mission face au changement et

demeure une norme et une référence en matière de légitimité internationale. Ce besoin de changement touche l'ensemble du système des Nations Unies avec toutes ses divisions et tous ses organismes.

Pour nous, il est clair que les graves crises dans le monde ont été aggravées par la décision prise par les nations qui peuvent fortement influencer sur l'ordre international de confier le traitement des questions les plus importantes telles que la guerre, la paix et le progrès non plus à l'ONU, mais à des d'autres forums en dehors de ce système.

Tel a été le cas pour les armes classiques et nucléaires, les accords de sécurité et d'autres accords portant sur un large éventail, allant de l'espace aux questions politiques et économiques. Les raisons avancées pour justifier la décision de traiter de ces questions en dehors du système des Nations Unies étaient, comme certains l'ont pensé, que des petits États qui représentent la majorité des Membres de l'ONU n'étaient pas capables de traiter de ces questions.

Ainsi, d'après cette approche, sans petits États, il serait plus simple de traiter de ces questions. Mais, dans les circonstances actuelles et les réalités qui se font jour, ceux qui défendent l'idée de monopoliser les mécanismes internationaux de prise de décisions doivent se rendre compte que nous vivons tous dans un seul monde. Et dans un monde tel que le nôtre, nous avons les mêmes inquiétudes, même si la répartition du pouvoir n'est pas forcément la même.

Cette attitude nous conforte dans notre opinion, à laquelle nous sommes fortement attachés, c'est-à-dire que le moment est venu de revenir vers le système de l'ONU en tant que cadre qui prend en compte tout le monde, que forum reconnu de tous et doté d'une Charte, acceptée par toutes les nations, qui veille à ce que l'égalité en droits n'aille pas à l'encontre d'une division des responsabilités qui tienne compte des différents niveaux de capacité des parties.

Nous savons à quel point il importe d'avoir une autorité internationale générale qui soit l'expression d'un ordre international légitime et soit régie par une Charte, guidée par le droit et par une dure et sanglante expérience politique de l'histoire. Ce jugement découle de la connaissance profonde que nous avons des crises et des situations complexes qui règnent au Moyen-Orient, qui sont devenues inextricablement liées et de plus en plus dangereuses, lorsqu'on a tenté de les résoudre en dehors du cadre de l'Organisation des

Nations Unies, dans l'espoir que cela donnerait lieu à des solutions plus rapides et plus efficaces. En réalité, cette approche n'était qu'une manœuvre qui a rendu la situation plus confuse et plus complexe.

Il est indispensable d'avoir recours à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies non seulement pour résoudre des crises graves comme celles du Moyen-Orient, mais également pour réaliser des aspirations qui ne peuvent être satisfaites qu'à travers un consensus international légitime et dans un cadre convenu. La recherche d'énergies de substitution est l'une de ces crises pour lesquelles il faut prendre des mesures d'urgence. Une autre question urgente est celle des changements climatiques et de leur impact indéniable sur l'environnement et la vie sur notre planète.

S'agissant de la question de l'énergie, même si en apparence les pays producteurs de pétrole tirent avantage d'une dépendance continue du monde vis-à-vis de leur production pétrolière, je tiens cependant à souligner qu'en ce qui nous concerne, la sécurité du monde est aussi notre prospérité, de même que la prospérité du monde est aussi la nôtre. Il ne peut y avoir ni paix ni prospérité quand la civilisation mondiale est menacée par une crise énergétique plus sérieuse que n'importe quelle guerre, même une guerre nucléaire.

En ce qui concerne la question du changement climatique, je voudrais profiter de cette occasion pour remercier S. E. M. Ki-Moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, d'avoir organisé le Sommet sur le changement climatique hier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour traiter de ce grave défi, qui menace non seulement la sécurité de notre planète, mais aussi la vie sur notre planète.

À notre avis, les diverses institutions qui composent le système des Nations Unies doivent être réformées et renforcées d'urgence, afin que l'activité de l'Organisation des Nations Unies soit à la mesure des nouvelles réalités auxquelles fait face la communauté des nations sur tous les continents. À cette session, nous sommes placés devant une situation historique – occasion qui ne se présente pas souvent. Il appartient à la communauté internationale, et en particulier à ses membres les plus puissants, d'assumer leurs responsabilités et de saisir cette occasion.

Dieu tout-puissant a béni l'État du Qatar en le dotant d'énormes ressources en hydrocarbures, dont le gisement gazier du Nord, qui a placé le Qatar au

troisième rang des pays qui détiennent les plus grandes réserves de gaz naturel du monde. Depuis la découverte de ce gisement, le Gouvernement s'est attaché à mettre en place des concepts et des plans pour créer des projets destinés à fournir le marché local en gaz et à exporter le gaz naturel liquéfié vers les marchés mondiaux, sans oublier l'utilisation des technologies de liquéfaction du gaz, les industries pétrochimiques et les autres projets qui utilisent le gaz naturel, dont la consommation est moins préjudiciable à l'environnement que celle des autres substances fossiles. Même si l'État du Qatar a des réserves suffisantes pour répondre à ses besoins pour les décennies à venir, nous sommes pleinement conscients des défis futurs auxquels la communauté internationale devra faire face concernant les émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques, ainsi que leurs effets nocifs sur les projets de développement durable.

L'État du Qatar est conscient de l'énorme potentiel des sources d'énergie renouvelables et propres – et plus particulièrement de l'énergie solaire, abondante sous nos climats. Le Gouvernement a encouragé les industries, les établissements d'enseignement et les centres de recherche scientifique à développer des technologies basées sur l'énergie renouvelable en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacité, tout en étant adaptées aux conditions locales.

L'État du Qatar attend des efforts plus intenses sur le plan international s'agissant de l'échange d'informations et de compétences pour développer l'énergie solaire et d'autres énergies renouvelables. Nous demandons instamment aux pays développés de partager avec le reste du monde les technologies modernes dans ce domaine et de contribuer à la mise sur pied et au financement de projets d'énergie renouvelable partout au monde.

Le Président (*parle en arabe*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de la déclaration qu'il vient de prononcer.

Le Cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*): Je voudrais vous informer que, conformément à une décision prise le 18 septembre 2009 à la deuxième séance plénière, l'Assemblée épuisera la liste des orateurs prévus pour

la session du matin avant le début de la séance plénière prévue pour cet après-midi.

Allocution de S. E. M. Gurbanguly Berdymukhammedov, Président du Turkménistan

Le Président: L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Turkménistan.

M. Gurbanguly Berdymukhammedov, Président du Turkménistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gurbanguly Berdymukhammedov, Président du Turkménistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Berdymukhammedov (*parle en russe*): Au nom du peuple et du Gouvernement du Turkménistan, je tiens à vous souhaiter la bienvenue, M. Ali Abdussalam Treki, et à vous féliciter d'avoir présidé à l'ouverture de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, ainsi que de votre élection à la fonction de Président de l'Assemblée. J'ai la certitude que sous votre direction, les travaux de l'Assemblée seront fructueux et couronnés de succès. Je tiens également à remercier M. Miguel d'Escoto Brockmann, qui a présidé la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, pour la compétence et l'efficacité dont il a fait preuve dans cette fonction.

Les réalités du monde actuel, la nature et les tendances des processus politiques, économiques et sociaux nécessitent une interaction plus étroite et mieux coordonnée entre les États et les principales organisations internationales pour que nous puissions atteindre nos objectifs communs majeurs : la paix et la sécurité mondiales, la création des conditions requises pour plus de développement et de progrès, et la sauvegarde des bases juridiques et morales, fondements de l'ordre mondial contemporain.

Le niveau d'efficacité de cette interaction, qui établit un équilibre rationnel entre les intérêts nationaux et les intérêts de la communauté internationale tout entière, déterminera dans une large mesure le succès avec lequel nous résoudrons des problèmes mondiaux tout aussi importants dans les domaines suivants : écologie, énergie, alimentation, répartition équitable des ressources en eau, efficacité

de la lutte contre la pauvreté et les maladies infectieuses, lutte contre la menace que constituent les stupéfiants, etc.

Il est impossible de parler de la réalisation de ces objectifs sans reconnaître et confirmer le rôle critique de l'ONU. Depuis plus de 60 ans, l'Organisation est le principal garant du maintien de la paix, de la sécurité et du développement universels. Durant tout ce temps, notre organisation a grandement renforcé sa crédibilité dans le monde car elle a accumulé une expérience exceptionnelle en matière de règlement des problèmes internationaux difficiles et a posé des bases juridiques solides à la coopération entre États.

L'ONU a été et reste le fondement de l'ordre mondial contemporain, un pôle d'attraction pour les espoirs et les aspirations de toute l'humanité. Dans les conditions actuelles, c'est l'ONU qui doit devenir un pilier de l'activité constructive déployée par les États pour édifier un système de relations internationales juste et harmonisé.

C'est dans cette perspective que le Turkménistan envisage la réforme des Nations Unies. Nous comprenons que par un certain nombre de questions, notre organisation doit s'améliorer et être plus efficace afin de répondre aux besoins actuels. C'est un processus normal et logique, conforme à la logique de la dynamique du développement du monde contemporain. Nous sommes donc favorables à une réforme rationnelle des Nations Unies et nous n'y parviendrons qu'en continuant à renforcer l'Organisation, en consolidant régulièrement sa position dans le système international et en élargissant son rôle et ses fonctions de garant de la paix, de la stabilité et du développement dans le monde.

Nous sommes convaincus que la réforme des Nations Unies doit être sensée, ciblée et en rapport avec les besoins réels de la communauté internationale. Le Turkménistan appuie les efforts déployés par les États Membres et le Secrétaire général en vue de rendre les activités de l'Organisation plus dynamiques, plus efficaces, plus ouvertes et plus démocratiques. Dans ce contexte, le Turkménistan est également d'avis qu'il faut continuer à améliorer la structure du Conseil de sécurité en instaurant une interaction plus étroite et plus efficace entre le Conseil et l'Assemblée générale.

L'objectif central de notre politique étrangère n'a pas changé : aider globalement les efforts déployés par la communauté mondiale pour appuyer et renforcer le

système de sécurité mondial, donner l'alerte et neutraliser les menaces de conflit et créer les conditions propices au développement stable et durable des États et des peuples et à une coopération internationale générale et constructive.

Nous croyons à cet égard que la neutralité permanente du Turkménistan et les conséquences connexes de son statut juridique fournissent à la communauté des nations de bonnes occasions concrètes d'influer positivement sur le cours et la nature des processus en cours en Asie centrale et dans la région du bassin de la Caspienne. Il s'agit en l'occurrence de créer des mécanismes permanents de contacts internationaux en vue d'examiner divers aspects des problèmes régionaux et de parvenir à des décisions mutuellement acceptables et consensuelles. Sur la base de son expérience et de ses activités politiques et diplomatiques de rétablissement de la paix menées sous l'égide de l'ONU, le Turkménistan annonce qu'il est prêt à offrir à la communauté mondiale toutes les conditions politiques et logistiques nécessaires à cette activité.

Dans ce contexte, nous estimons exceptionnellement importante et prometteuse la décision prise par l'ONU en 2007 d'ouvrir le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, dont le siège est à Ashgabat. Le Centre s'attache aujourd'hui activement à suivre et à analyser les problèmes régionaux. Il participe à diverses mesures portant sur des questions très importantes en matière de développement pour l'Asie centrale, y compris au niveau des chefs d'État, et aide à élaborer les démarches appropriées au règlement de ces questions. Le Turkménistan se félicite de la participation de divers États, organisations internationales, institutions financières et économiques et d'experts aux efforts menés par l'ONU pour mettre en place des modèles constructifs de développement pour les processus régionaux.

Lorsque nous formulons nos approches des problèmes de sécurité universelle, nous sommes d'avis que ce concept est intégral et indivisible, tant sur le plan géopolitique que pour ce qui est de certains aspects spécifiques. Nous sommes persuadés qu'il est impossible de garantir la sécurité dans un pays donné en l'absence de sécurité dans la région, le continent ou le monde. De même, il ne saurait y avoir de sécurité politique ou militaire à long terme et complète si l'on ne garantit pas la sécurité économique, énergétique et alimentaire, si l'on ne prévient pas ou n'atténue pas les

dangers et les menaces posés par un problème écologique dû à l'activité humaine, ou si l'on ne lutte pas efficacement contre le terrorisme international, le crime organisé, la prolifération des armes de destruction massive ou d'autres problèmes mondiaux.

De ce point de vue, l'une des composantes les plus urgentes de la sécurité mondiale est la sécurité énergétique. Cela est dû, d'abord et avant tout, au fait que le système actuel de l'énergie internationale est devenu un lien vulnérable dans l'économie mondiale. Cette vulnérabilité tient à plusieurs raisons : l'instabilité politique dans certaines régions de la planète, l'absence de mécanismes juridiques internationaux reconnus par tous, une infrastructure incomplète et des couloirs de transit pour oléoducs qui sont géographiquement limités. Tout ceci a des incidences sur l'ensemble du marché mondial de l'approvisionnement en énergie. Il existe un besoin objectif de modifier cette situation, de triompher de l'inertie des stéréotypes et d'atteindre un nouveau niveau de réflexion qui corresponde aux exigences du monde moderne.

Aujourd'hui, nous ne parlons pas d'adopter certaines mesures préventives ou de conclure des accords locaux sur certains aspects du transport des combustibles, mais de créer des modèles universels de relations essentiellement nouveaux dans le domaine de l'énergie mondiale, des modèles basés sur un équilibre multilatéral des intérêts, sur une convergence des opinions et des concepts relatifs à l'architecture mondiale de la sécurité énergétique et sur une prise de conscience des bienfaits et avantages à long terme de la coopération.

Il semble logique de commencer un débat international sur le problème de l'approvisionnement en énergie, ce qui serait un premier pas dans cette direction. Ce débat doit trouver des lignes d'intérêts convergents, déterminer des prises de positions initiales, créer un langage commun propice à un dialogue – en d'autres termes, poser les bases d'une coopération substantielle et efficace.

Par conséquent, pendant la précédente session de l'Assemblée générale, le Turkménistan a annoncé une initiative visant à créer des mécanismes universels qui pourraient assurer un fonctionnement fiable et sûr de l'infrastructure internationale d'approvisionnement en énergie et garantir qu'elle soit accessible et utilisée efficacement. Un premier pas dans cette direction a été la résolution 63/210, intitulée « La stabilité et la

fiabilité du transit des ressources énergétiques et sa contribution à un développement durable et à la coopération internationale », adoptée par consensus le 19 décembre 2008 à l'initiative du Turkménistan. Je saisis cette occasion pour remercier tous les États de l'appui qu'ils ont apporté à nos initiatives et de la position responsable et constructive qu'ils ont adoptée concernant cette question.

M^{me} Aitimova (Kazakhstan), Vice-Présidente, assume la présidence.

Conformément à la lettre et à l'esprit de la résolution, le Turkménistan a proposé de convoquer, avec l'appui de l'ONU, une conférence internationale de haut niveau sur le thème « La stabilité et la fiabilité du transit des ressources énergétiques et sa contribution à un développement durable et à la coopération internationale ». Cette conférence s'est tenue à Ashgabat en avril 2009, et l'un de ses résultats a été la proposition de demander à l'ONU de créer un groupe d'experts pour faire des recommandations sur un éventuel document de droit international à ce sujet, qui tienne compte des propositions des pays et des organisations internationales intéressés. Le Turkménistan est prêt à appuyer pleinement la création d'un tel groupe dans le cadre de l'ONU. Nous appelons tous les États intéressés à fournir des propositions sur son programme de travail. Nous estimons que la création d'un tel groupe pourrait être la première étape du processus de rédaction d'un document complet de l'ONU visant à assurer le fonctionnement efficace du système international d'approvisionnement en énergie.

Appuyer le processus de désarmement, réduire les arsenaux – y compris, avant tout, ceux d'armes de destruction massive – et empêcher la prolifération restent parmi les questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour international. Nous estimons que le système actuel de relations internationales ne doit laisser aucune latitude à l'héritage de la guerre froide ou à la résurgence de l'affrontement des blocs, dans le cadre duquel la quantité et la qualité des armements étaient presque les seuls critères qui déterminaient l'influence et l'autorité des États. Nous sommes convaincus que moins il y aura d'armes dans le monde, plus son développement s'effectuera dans la stabilité et le calme et plus grandes seront la confiance et la compréhension entre les pays et les peuples.

Comme l'Assemblée le sait, le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale a été signé en 2006 dans la ville de

Semipalatinsk. Tous les pays de la région sont maintenant parties au Traité. Cette initiative commune a prouvé qu'elle était en accord avec les aspirations de la majorité des pays du monde. Elle a été couverte d'éloges par la communauté internationale et approuvée par l'Assemblée générale. À cet égard, nous pensons qu'il serait opportun d'organiser une conférence internationale, durant le premier semestre de l'année prochaine, au sujet du désarmement dans la région de l'Asie centrale et le bassin caspien. Notre pays est prêt à accueillir une telle rencontre. Nous aimerions également recevoir des propositions constructives de la communauté internationale, y compris des États, sur la façon d'appuyer les processus mondiaux de désarmement et de s'attaquer efficacement aux problèmes liés à notre participation à la mise en œuvre de ces propositions.

L'un des défis les plus importants qui se pose au monde aujourd'hui est de savoir comment lutter efficacement contre des phénomènes tels que le terrorisme international, le trafic illicite de stupéfiants et la criminalité transnationale organisée. Pour différentes raisons, ces problèmes revêtent une importance particulière pour notre région. Nous sommes convaincus que seuls des efforts communs déployés par les États en étroite collaboration avec les organisations internationales nous permettront d'aboutir dans notre lutte contre ces menaces. Le Turkménistan estime que l'ONU a un rôle particulier à jouer à cet égard. Nous estimons qu'il est nécessaire et opportun de revitaliser la participation de l'ONU et de ses organismes à l'élaboration et à la coordination de modèles efficaces de coopération internationale visant à neutraliser ces menaces, à mettre en place des mécanismes de diplomatie préventive et à créer les conditions propices à la reconstruction des infrastructures économiques et sociales après un conflit.

À cet égard, nous devons souligner l'importance particulière que le Turkménistan attache à la reconstruction de l'Afghanistan et à l'instauration d'une paix durable sur le sol afghan. Notre pays fournit à l'Afghanistan une aide économique et y appuie des projets sociaux et humanitaires. Nous allons poursuivre ces activités. Nous voulons voir un Afghanistan pacifique et prospère, qui soit un bon voisin et un bon partenaire pour tous les États de la région.

Dans le même temps, nous estimons que l'ONU peut et doit jouer un rôle important dans le règlement du problème de l'Afghanistan. Nous sommes

convaincus qu'avec sa très grande expérience dans le domaine du rétablissement de la paix et sa haute autorité morale, l'ONU est capable de proposer de nouveaux formats et de nouveaux modèles dans le contexte des efforts politiques et diplomatiques déployés afin de résoudre les problèmes de l'Afghanistan et de rétablir la paix et l'harmonie dans le pays. Cette tâche pourrait aujourd'hui être exécutée de manière plus énergique et efficace, étant donné le potentiel du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. Nous sommes favorables à une implication ciblée accrue du Centre régional dans les efforts de la communauté internationale visant à régler la situation en Afghanistan.

La prise de conscience, par la communauté internationale, des objectifs de développement à long terme et sa volonté d'œuvrer en commun pour les atteindre sont aujourd'hui les conditions préalables à la stabilité de l'ensemble du système des relations internationales. Les graves effets de la crise économique et financière mondiale ont une fois encore clairement démontré la nécessité d'œuvrer en commun pour mettre au point une architecture internationale de la sécurité et créer les conditions favorables à des relations égales et justes entre les États et les peuples sur la base des normes juridiques internationales reconnues et des idéaux intemporels des Nations Unies.

Le Turkménistan estime que la responsabilité, la moralité et l'humanisme seront les critères selon lesquels les générations présentes et futures évalueront notre travail. En tant qu'État et membre de la communauté mondiale, nous allons continuer de contribuer au renforcement des nobles principes qui régissent les affaires internationales, tout en appliquant constamment notre philosophie de la neutralité turkmène, qui inclut essentiellement notre coopération stratégique avec l'ONU.

Le Président par intérim (*parle en russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Turkménistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Gurbanguly Berdimukammedov, Président du Turkménistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Chili.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Bachelet Jeria (*parle en espagnol*) : Cela fait quatre ans que j'ai l'honneur de représenter mon pays devant cette Assemblée, la principale assemblée du monde, instance en laquelle les peuples placent tant d'espoir. La paix, les droits de l'homme, le droit international et le développement sont certaines des causes qu'elle a défendues, parfois avec succès, parfois avec des difficultés, mais toujours avec des progrès. C'est ce qu'ont observé les plus pauvres dans de nombreuses régions; ce qu'ont observé les femmes et les enfants; ce qu'ont observé les persécutés, ceux qui souffrent; ce qu'ont observé les citoyens et les citoyennes du monde entier.

Il est vrai que les efforts n'ont pas été suffisants pour éradiquer toute l'injustice, les violations ou les souffrances de tant de personnes. Mais il est également vrai que nous avons beaucoup avancé en six décennies de concertation internationale. On a renforcé le droit et le système des institutions, ce qui fait que l'humanité dispose aujourd'hui des moyens techniques, juridiques et économiques nécessaires pour progresser davantage dans la lutte pour un monde meilleur.

Nous ne pouvons pas décevoir ces espérances. Pourtant, c'est ce que nous semblons faire par moments. Le monde traverse une grave crise économique, fruit de l'incapacité des pays et de la communauté internationale à se doter de règles claires et transparentes en matière financière.

Nous sommes au bord d'une grave crise environnementale, fruit des émissions de gaz à effet de serre, fruit de la manière dont le monde a choisi de produire et d'obtenir de l'énergie, mais aussi résultat de l'incapacité des pays à se mettre d'accord sur des normes et des politiques qui permettraient d'empêcher le réchauffement de la planète.

Ce qui est encore plus grave, c'est qu'en plein XXI^e siècle, nous observons que plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim, une personne sur six dans le monde entier, 50 millions en Amérique latine. Cela est beaucoup plus qu'une statistique : il s'agit d'un enfant, d'une mère qui meurt de faim dans un pays pauvre, malgré l'opulence dans laquelle vivent les pays développés.

Des billions de dollars ont été dépensés ces derniers mois pour sauver le système financier et réactiver l'économie. Cependant, le Programme alimentaire mondial verra cette année son budget réduit de plus de moitié. Quel paradoxe ! Il suffirait d'allouer moins de 0,1 % des plans de sauvetage financier pour mettre fin à la crise alimentaire que traversent des dizaines de pays. Je voudrais me faire entendre ce matin pour que dans cette Assemblée, dans les prochaines réunions du G-20 et, en général, dans toutes les instances internationales, nous mettions ce point à l'ordre du jour.

L'effondrement économique ne saurait être suivi d'un effondrement social. Nous ne pouvons pas baisser la garde et il est inacceptable que, sous le prétexte de la crise économique, les pays réduisent leurs contributions à la lutte contre la faim, à la protection de l'environnement ou à la promotion du développement.

En outre, ce qui se passe est une insulte à l'éthique, lorsque les cadres des banques d'investissement qui ont été au centre de la crise actuelle en jouant de manière irresponsable avec les actifs financiers continuent aujourd'hui, comme si rien ne s'était passé, à ne rien changer à leurs pratiques, à s'octroyer à eux-mêmes des primes à sept chiffres qui ne font que récompenser le risque excessif de leurs paris, et même à projeter de créer des entreprises et des sociétés pour placer leurs primes dans des paradis fiscaux.

Le monde ne peut tout simplement pas fonctionner ainsi, et la résignation n'est pas la solution. Il est possible de construire des modèles plus justes, réalistes, viables, pragmatiques, qui garantissent une évolution en progrès pour les peuples. Cela impose de comprendre que la crise économique n'est pas un événement fortuit, et encore moins une situation cyclique de l'économie capitaliste qui se rétablira toute seule, grâce à la seule action de la main invisible du marché.

Ce qui s'est passé est bien plus qu'un hasard ou un cycle. C'est la crise d'un paradigme, la crise d'un

certain type de mondialisation, la crise d'une conception de l'État et du service public, selon laquelle l'État constitue le problème et non pas la solution, selon laquelle plus l'économie se passe de règles, mieux cela vaut. Dans cette perspective, on perçoit avec méfiance le débat démocratique consistant à déterminer quels biens doivent être publics et doivent donc compter sur une protection et une garantie efficace de l'État.

C'est ce néolibéralisme extrême et dogmatique qui a malheureusement fait éclater la crise, entraînant dans son sillage la faim, le chômage et, par-dessus tout, l'injustice.

C'est à cet instant que l'action du secteur public s'est révélée essentielle. C'est grâce à l'action résolue des États qu'on a évité un effondrement économique généralisé et fatal, aux conséquences économiques insoupçonnées, qui aurait pu se transformer en une nouvelle Grande dépression.

Tout le dogme du laissez-faire a été oublié lorsque l'État a dû sauver l'appareil financier international et mettre en place des plans de relance fiscale.

Dans certains pays – entre autres le mien – l'action de l'État s'est avérée cruciale lorsqu'il a fallu atténuer les effets de la crise et protéger les plus vulnérables aux situations de crise. Dans mon pays, nous sommes restés prudents il y a quelques années, lorsque les matières premières étaient abondantes, et avons mis de côté des ressources pour les jours difficiles, résistant à la pression politique de dépenser cet argent, mais avec la tranquillité d'esprit que nous avons fait ce que le sens de la responsabilité commandait. Le temps nous a donné raison, et cela nous a permis de d'atténuer les effets de la crise internationale, tout en augmentant les avantages sociaux pour les individus, ainsi que les retraites, en protégeant les travailleurs, en construisant des hôpitaux, en investissant plus que jamais dans l'éducation et le logement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Des pays comme le mien ont tiré les enseignements des crises passées, et nous faisons face à cette crise avec de solides bases macroéconomiques, des systèmes bancaires beaucoup mieux capitalisés, et des règlements plus stricts et plus efficaces.

Mais cela n'a pas été le cas partout. Je voudrais rappeler qu'après la crise asiatique, il y a une dizaine

d'années, on a beaucoup parlé de réformes du système financier, de meilleurs systèmes de surveillance et d'alerte. Mais rien ne s'est produit. La négligence politique l'a emporté. Les intérêts privés ont prévalu sur le bien public. C'est pour cela que les réformes ne peuvent plus attendre maintenant, aussi bien au niveau national, avec de meilleures réglementations du marché des capitaux, qu'au niveau international.

Nous espérons que les prochaines résolutions de l'Assemblée générale ainsi que la prochaine réunion du G-20 iront dans ce sens, parce que, j'insiste, la résignation ne peut être une option. Nous savons qu'à ce niveau, ni la rhétorique ni le populisme ne servent à quoi que ce soit. Il faut cesser de se nourrir de chimères et saisir les occasions que peut présenter une mondialisation bien conduite.

Il s'agit de trouver des mécanismes efficaces pour préserver l'intérêt public dans le monde des finances nationales et internationales. Il s'agit de trouver les formules permettant de dégager un accord de commerce mondial qui prévienne la tentation protectionniste. Et il s'agit de replacer le dialogue multilatéral au centre de la politique internationale, en laissant derrière l'unilatéralisme.

Car si la mondialisation exagérée dans le domaine financier a provoqué la crise que nous traversons, l'action unilatérale et le mépris des institutions ont entraîné des conflits que nous ne voudrions pas voir se répéter. La norme dans les relations internationales ne devrait pas être la force militaire ou économique, mais bien les institutions et le droit, car c'est seulement ainsi que nous parviendrons à la paix et au développement.

Le Chili appuie fermement la réforme et le renforcement de l'ONU. Nous appuyons ses récents efforts en matière de droits de l'homme, de développement et de changements climatiques. Nous souhaitons une réforme et un élargissement du Conseil de sécurité. Nous applaudissons l'important travail de la Commission de consolidation de la paix, qui appuie les pays sortant d'un conflit dès les premières étapes, de manière globale et pas uniquement sur le plan militaire.

Voilà donc la logique avec laquelle nous devons agir dans tous les domaines. Nous voulons que l'ONU se transforme en chef de file d'un nouveau pacte social mondial, qui réalise les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, et qui s'implique avec force et décision sur la question des changements climatiques.

Nous avons parlé des changements climatiques au cours de réunions spéciales pendant cette session. Ce matin, je voudrais simplement sonner l'alarme. Si nous ne coordonnons pas nos efforts au plus haut niveau, la prochaine Conférence de Copenhague n'atteindra pas son objectif. Nous risquons d'échouer dans ce qui est actuellement la cause la plus urgente à embrasser dans le monde, puisque nous savons que les prévisions scientifiques établies par le Groupe d'experts intergouvernemental en 2007 semblent être en deçà de la réalité.

Les changements climatiques ne relèvent pas de la théorie. Ils sont une réalité tangible que nous observons au travers de tempêtes, d'inondations et de sécheresses inhabituelles. Mon pays, qui est très proche de l'Antarctique, voit avec stupeur la fonte des glaces et de la calotte glaciaire sur ce continent s'accélérer à un rythme inexorable.

Les pays industrialisés doivent adopter des objectifs quantifiables de réduction des émissions plus ambitieux que ceux fixés jusqu'à présent. Que les pays développés assument leur responsabilité historique en actes et pas seulement en paroles, et qu'ils fournissent l'appui technologique et financier nécessaires : le monde en développement pourra alors consentir un plus grand effort pour faire face à ce défi.

Il nous est donc possible de modifier le cours de notre avenir. N'utilisons pas la crise économique comme excuse pour ne pas parvenir à l'accord que nous réclamons tous nos citoyens. Nous devons garantir aujourd'hui l'avenir des générations futures. Notre responsabilité est énorme. C'est pourquoi, jetons dès cette année à Copenhague les bases d'une nouvelle économie capable de faire du XXI^e siècle une ère de progrès.

S'il y a un enseignement que nous pouvons tirer de la crise économique et écologique, c'est que la qualité des politiques importe. Ni le monde, ni les pays ne se gouvernent sur pilote automatique, en se contentant de suivre le marché, la mondialisation ou les changements sociaux. Une politique de qualité a un impact positif sur le bien-être des personnes.

L'état de droit, les libertés civiles, le respect des droits de l'homme sont autant de conditions indispensables pour une démocratie de qualité. Il n'est plus possible de justifier la violation du principe de liberté et de démocratie au nom de la justice et de l'égalité. Les procédures démocratiques font partie du patrimoine éthique et politique de la communauté

internationale au XXI^e siècle et, peu à peu, nous commençons à consolider ce principe à l'échelle des nations.

Ma région, l'Amérique latine, a réussi à renforcer petit à petit cette vision, ce qui lui a permis, par exemple, de venir rapidement en aide à toutes les démocraties menacées, comme ce fut le cas en Bolivie il y a un an, ou de condamner énergiquement les revers de la démocratie, comme au Honduras il y a quelques mois. C'est pourquoi aujourd'hui, avec le Président Zelaya, qui est rentré pacifiquement au Honduras, je veux renouveler notre appel pour que soit accepté immédiatement l'Accord de San José prôné par l'Organisation des États américains. Le Honduras mérite des élections libres et démocratiques, et le Président constitutionnel doit conduire ce processus.

Il est donc clair que la politique est aujourd'hui plus importante que jamais. Faisons un effort pour qu'elle retrouve la place qui lui revient, mais, bien entendu, avec la qualité que les citoyens méritent.

Les problèmes liés à la crise, à l'environnement, à la faim et aux conflits sont dus à l'absence de dialogue et de véritable gouvernance politiques. C'est à nous, dirigeants de nos pays, de changer cette situation. Nous avons le pouvoir, premièrement, de ne pas nous résigner face au marché ou à la force et, deuxièmement, d'éviter la démagogie en nous efforçant d'édifier un ordre plus juste pour nos peuples grâce à des politiques publiques sérieuses et responsables, dans un contexte de démocratie véritable et de respect des droits de l'homme.

Telle peut ainsi être la base du pacte social mondial que le monde nous demande avec force en cette période difficile. Il nous appartient de ne pas décevoir les espoirs que nos peuples placent en nous.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Chili de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République orientale de l'Uruguay.

M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Vázquez (parle en espagnol) :

Comme je l'ai fait il y a quatre ans (voir A/60/PV.6), je transmets une fois encore les salutations du peuple et du Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay à cette instance, qui est l'organe le plus largement représentatif du monde contemporain.

Nous qui sommes réunis ici avons conscience des réalités contrastées qui sont celles du monde d'aujourd'hui; nous savons que jamais auparavant l'humanité n'a eu tant de possibilités qui s'offrent à elle et tant de menaces auxquelles elle doit faire face. Nous savons que nous ne pouvons rester indifférents ou paralysés devant ces possibilités et ces menaces, et ce n'est d'ailleurs pas notre intention. Mais que faisons-nous pour dissiper les menaces et saisir les occasions que nous offre cette réalité? Assurément, nous ne faisons pas tout ce que nous souhaitons ou jugeons nécessaire, ni même peut-être tout ce qui est en notre pouvoir.

Face à cette tâche, la République orientale de l'Uruguay réaffirme une fois de plus son respect sans faille du droit international, qui est le meilleur garant de la souveraineté des peuples et de leur coexistence pacifique. Nous réaffirmons également, tout d'abord, notre vif rejet de la menace de la force et de son utilisation, du terrorisme, du trafic des drogues et de toutes les formes de violence et de discrimination. Deuxièmement, nous réaffirmons notre appui résolu au règlement pacifique des différends, à l'égalité souveraine des États, à la non-intervention dans les affaires intérieures des États, à l'autodétermination des peuples, à la coopération internationale dans les domaines économique et social et au multilatéralisme, qui englobe également la libéralisation du commerce puisque le protectionnisme est au commerce ce que l'autoritarisme est à la démocratie.

Troisièmement, nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la promotion et à la protection des droits de l'homme, car ils constituent l'éthique de la liberté et de la démocratie et sont des

facteurs de la dignité dont nous avons tant besoin, de même que de l'air que nous respirons quasiment sans nous en apercevoir.

Quatrièmement, nous réaffirmons notre responsabilité, elle aussi immuable, de protéger l'environnement en tant que droit de l'homme et qu'élément fondamental de l'accession à un développement véritablement durable.

En tant qu'Américains, nous éprouvons le devoir moral et la responsabilité politique de réaffirmer également à cette tribune mondiale que, premièrement, nous rejetons la rupture institutionnelle dans la République sœur du Honduras et réclamons le retour immédiat à l'ordre constitutionnel par le rétablissement dans leurs fonctions des autorités démocratiquement élues par le peuple hondurien; et, deuxièmement, nous poursuivrons nos efforts en faveur de l'intégration américaine, sans exclusive ni exception ou blocus, comme celui imposé à Cuba, et sans membres de première, deuxième ou troisième classe. Nous sommes tous Américains et tous égaux.

S'ils ne sont pas suivis d'action, les postulats sont stériles. L'Uruguay est l'un des principaux fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Loin de nous rebuter, les difficultés auxquelles se heurte ce système de maintien de la paix, en raison, notamment, de la demande accrue de ces missions, de leur complexité elle aussi croissante et des effets de la crise économique mondiale sur leur financement, nous encouragent au contraire à redoubler nos efforts et à les coordonner avec d'autres États Membres et avec le Secrétariat de l'ONU afin d'œuvrer ensemble à la stabilisation des zones touchées par des conflits, à la protection des populations civiles, au renforcement institutionnel et à la promotion des fondements du développement économique et social des pays touchés. De même, notre ferme condamnation du terrorisme n'est pas incompatible avec la coopération internationale dans la lutte antiterroriste, et ce, dans le respect le plus absolu du droit international et des droits de l'homme.

L'Uruguay figure parmi les pays signataires du plus grand nombre de conventions en matière de droits de l'homme, et à l'occasion de la cérémonie de signature des traités de la présente session, l'Uruguay signera le protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ce qui fera de lui l'un des premiers pays signataires de cet important instrument international.

L'Uruguay est aussi partie aux principales conventions internationales dans les domaines de l'environnement et de développement durable.

Comme chacun le sait, l'Uruguay reçoit d'importants investissements qui contribuent à son développement industriel, mais exerce également de rigoureux contrôles sur la qualité environnementale de ces investissements à travers l'application de normes internationalement reconnues et l'exigence de l'utilisation des meilleures technologies disponibles avec un contrôle effectif sur le terrain de leur impact sur l'environnement. De même, en matière d'investissement pour le développement durable, l'Uruguay est un pays responsable, transparent et fiable.

En cette ère de mondialisation, ce n'est pas seulement l'économie qu'il faut mondialiser. La paix, la liberté, la démocratie, la justice, la dignité et le bien-être des peuples doivent l'être également. Les pays représentés ici, chacun selon son identité propre, œuvrent à cette fin. L'Uruguay fait de même. Face à l'impossibilité de rendre compte du vaste système de politiques et d'actions relatives à cette entreprise, je ne mentionnerai que deux que les Uruguayens souhaitent partager avec la communauté internationale, car elles portent sur les besoins, les espérances, les droits et les responsabilités de toute l'humanité.

Notre pays a pris un ferme engagement en ce qui concerne les politiques antitabac aussi bien au niveau international en ratifiant la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, qu'au niveau national avec des politiques visant à améliorer le bien-être de la population. En 2006, l'Uruguay est devenu le premier pays sans tabac des Amériques et le septième au monde.

Ceci qui n'est pas négligeable si l'on sait que le tabagisme est d'après l'Organisation mondiale de la Santé la principale cause de morts évitables au niveau mondial. C'est une épidémie qui fait chaque année plus de 5 millions de morts dans le monde entier et plus d'un million dans les Amériques. Cinq millions de morts par an est un chiffre bien plus élevé que celui des décès provoqués par l'alcoolisme, les accidents de la circulation, le sida, les drogues illégales, les homicides, les suicides et le virus H1N1 pris ensemble. Quand nous additionnons tous les décès dus à ces pathologies, nous constatons que le nombre de décès dus au tabac devient supérieur. Si cette tendance se poursuit, dans les 20 prochaines années les décès dus au tabac

doubleront au niveau mondial et tripleront dans notre région, particulièrement dans les plus pays pauvres.

Sachant que la fumée du tabac n'affecte pas seulement les fumeurs, et que dans une étude publiée en 1985, l'épidémiologiste anglais Richard Doll affirme qu'un non-fumeur qui passe une heure par jour dans une pièce avec un fumeur a 100 fois plus de chance d'avoir le cancer du poumon que s'il passait 20 années dans un bâtiment contenant de l'amianté, notre délégation à l'ONU a coparrainé la résolution 63/8, dont la mise en œuvre permettra, au moins dans cet environnement, d'avoir une ONU sans fumée de tabac. Il s'agit d'une avancée partielle mais de bon augure dans le cadre de la lutte contre cette épidémie.

En mai 2007, une année après être devenu un pays sans fumée de tabac, l'Uruguay a commencé à se transformer en un pays offrant à tous l'égalité de chances en termes d'accès aux technologies de l'information. Nous le faisons grâce au plan Ceibal, également connu sous l'appellation « un ordinateur portable pour chaque enfant ». Il s'agit d'offrir gratuitement à chaque élève et à chaque instituteur dans les écoles primaires publiques un ordinateur avec accès gratuit à Internet. D'ici à la fin de l'année 2009, nous aurons offert un prototype à chacun des 301 143 élèves et 12 879 instituteurs dans les 2 064 écoles primaires du pays. Ce chiffre peut paraître dérisoire, mais il convient de rappeler que la population de l'Uruguay n'est que de 3 millions d'habitants.

Le plan Ceibal profite également aux élèves handicapés intellectuels, moteurs ou visuels qui recevront des ordinateurs spécialement configurés pour leurs besoins. Les écoles privées ne sont pas exclues du programme et peuvent acquérir des prototypes à des sommes modiques. Le plan Ceibal est totalement financé par l'État uruguayen, qui consacre des fonds non seulement pour l'achat et la préparation des prototypes, mais également pour leur entretien et la pérennisation du programme.

Le plan Ceibal ne consiste pas seulement en la distribution d'ordinateurs et vaut, par conséquent, plus que son prix. Sa véritable valeur réside dans le fait qu'il contribue à développer l'intelligence, à introduire de profonds changements en matière d'enseignement et d'apprentissage, et à donner une chance égale à tous – car l'égalité n'est pas un droit pour adultes seulement – d'accéder à l'information et aux connaissances indispensables pour l'intégration à la société et pour que celle-ci fonctionne comme il faut.

Au début de mon intervention, j'ai dit que si la raison d'être de l'ONU est d'améliorer ce que nous sommes en tant qu'humanité, l'Organisation doit être en mesure de s'améliorer en tant que système. Mais l'ONU c'est ceux qui la composent – nous. L'Uruguay réaffirme son attachement au processus de réforme de l'ONU. Le processus engagé au Sommet de 2005 qui a vu la création de deux nouvelles structures, le Conseil des droits de l'homme et la Commission de consolidation de la paix, doit être complété par l'examen des questions dont la mise en œuvre est encore attendue ou en retard par rapport aux objectifs fixés.

Michel de Montaigne nous a appris qu'il n'y a pas de meilleure destinée pour l'être humain que d'assumer son rôle d'homme. Cinq siècles plus tard, il importe de se rappeler l'enseignement de ce grand humaniste de la Renaissance. Il ne faut pas s'en souvenir, cependant, uniquement comme d'un enseignement du passé mais l'assumer en tant que tâche à réaliser aujourd'hui, ou du moins essayer. Je pense qu'il n'y a pas d'autre option si l'on veut survivre en tant qu'espèce et s'améliorer en tant qu'humanité. Je crois aussi que si nous nous y attelons de manière responsable, nous y parviendrons. C'est dans cette intention et avec cette conviction et confiance que je salue les Nations Unies au nom du peuple de la République orientale de l'Uruguay.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République orientale de l'Uruguay de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République algérienne démocratique et populaire.

M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bouteflika (*parle en arabe*) : Permettez-moi, tout d'abord, Monsieur le Président, de vous dire tout le plaisir de la délégation algérienne de voir un illustre fils d'un pays frère et voisin présider nos travaux. Je voudrais vous assurer du soutien sincère et actif de l'Algérie dans l'accomplissement de votre mandat. Je voudrais également rendre un vibrant hommage à votre prédécesseur, le Père d'Escoto, pour la compétence dont il a fait montre, sa probité morale et son plein engagement en faveur du multilatéralisme, fondés sur les principes et les idéaux de la Charte de Nations Unies.

Je voudrais également exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général Ban Ki-moon pour sa conduite sage et éclairée de l'Organisation et les initiatives qu'il prend régulièrement, pour renforcer le rôle de l'ONU et asseoir son autorité morale.

Cette année, une fois de plus, la crise économique mondiale est au centre des débats de la session. Le monde a eu le temps de prendre la mesure de son ampleur et de sa gravité. Si l'heure des bilans n'est pas encore arrivée, on sait maintenant qu'il ne s'agit ni d'une crise conjoncturelle, ni de l'éclatement d'une bulle, comme le système capitaliste en a connu par le passé. Le monde admet aujourd'hui qu'il est confronté à la crise d'un système régi par les règles de la mondialisation, comme il se rend à l'évidence que toute solution sérieuse et durable de cette crise passe par des décisions courageuses et concertées, destinées à promouvoir la mise en place d'une gouvernance économie mondiale, fondée sur les valeurs de responsabilité, de justice, de solidarité et de progrès. Une telle gouvernance aurait pour objectif de mettre fin à des pratiques financières et commerciales opaques, iniques et déloyales imposées au reste du monde, au nom du libre échange et de son efficacité indiscutable.

Le manque de cohérence et d'harmonie de la démarche face à la crise se manifeste, entre autres, dans le traitement injuste réservé aux pays en développement. Pourquoi les pays de l'hémisphère Sud devraient-ils porter le fardeau d'une crise dont ils ne sont pas responsables? Il faudrait au contraire les aider

à y faire face. Les institutions multilatérales, minées par des contradictions et des incohérences, n'arrivent pas à sortir de l'impasse pour faire avancer leurs négociations sur les questions vitales qui ont un impact direct sur nos populations.

C'est le cas des négociations sur la conclusion d'un traité devant remplacer le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Voilà, en effet, un domaine où faire preuve d'esprit de compromis et de solidarité est dans l'intérêt bien compris de tous les pays. Pourtant les positions des pays développés continuent d'être animées par des intérêts nationaux étroits, alors que les enjeux portent sur la survie même de l'humanité.

C'est également le cas des objectifs primordiaux de non-prolifération et de désarmement, qui demeurent otages d'une politique de deux poids deux mesures, de pratiques discriminatoires et de non-respect des engagements pris, en particulier par certaines puissances nucléaires. Ces pratiques n'ont pas épargné les cadres multilatéraux de négociation, jouissant pourtant de la légitimité et dotés de l'expertise nécessaire pour réaliser les avancées sur la voie du renforcement des objectifs de désarmement et de non-prolifération. C'est aussi le cas du combat contre les impunités et contre les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, qui soulève de légitimes doutes sur l'instrumentalisation de cette noble cause à des fins politiques.

La question des droits de l'homme fait l'objet d'approches sélectives, ce qui frappe de suspicion des initiatives mues certainement par une volonté sincère d'assurer le respect de la dignité humaine. C'est le cas, enfin, de la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste. La délégation algérienne estime que cet important arsenal juridique gagnerait à être consolidé par l'adoption du projet de convention globale tant attendu. Elle est également convaincue de la nécessité d'une adaptation permanente des moyens de riposte à cette menace lourde.

L'Union africaine a fait sienne l'interdiction du paiement de rançons aux preneurs d'otages; et nous appuyons l'appel qu'elle a lancé à l'ONU pour qu'elle contribue rapidement à son universalisation étant donné la menace que ce phénomène fait peser sur la sécurité des personnes et sur la stabilité de nos pays.

Notre souhait est que cette Organisation puisse réaliser des avancées substantielles sur les grands chantiers de la réforme, qu'il s'agisse de la

revitalisation de l'Assemblée générale, de la réforme du Conseil de sécurité ou du renforcement du rôle du Conseil économique et social. À l'évidence, une Assemblée générale revitalisée et confortée dans son mandat rendra plus aisée la conclusion d'un compromis sur la réforme du Conseil – un Conseil de sécurité qui intégrerait autant l'aspiration légitime des pays en développement, et de l'Afrique en particulier, à une représentation équitable, que la quête de nouvelles méthodes de travail plus en rapport avec les exigences de notre temps.

L'attachement de l'Algérie aux objectifs d'une politique de bon voisinage se manifeste, notamment, à travers les nombreuses initiatives et les efforts sincères qu'elle a déployés en partenariat avec ses voisins. Nous sommes fermement convaincus que la préservation de la paix, la promotion du développement et le respect des droits des peuples sont les fondements nécessaires et incontournables de la construction d'un Maghreb arabe apaisé, uni et prospère, un Maghreb stable et totalement intégré.

Chacun sait l'importance que nous accordons au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les efforts que nous déployons pour aboutir à une solution juste et durable du conflit au Sahara occidental. L'ONU pourra toujours compter sur le soutien total et sincère de l'Algérie à toute initiative entrant dans le processus de règlement de ce différend conformément aux responsabilités qu'elle assume dans la question du Sahara occidental.

Nous apportons un soutien inconditionnel à la cause du peuple palestinien, et estimons que les faits actuels menacent gravement la paix et la sécurité de l'ensemble du Moyen-Orient. La région ne pourrait retrouver la paix et la stabilité sans un règlement juste et durable de la question palestinienne, qui est au centre du conflit arabo-israélien. Il est maintenant évident pour tous qu'une telle solution satisfaisante ne sera possible que si des pressions appuyées et crédibles sont exercées sur les forces israéliennes d'occupation en vue de les amener à cesser leur politique de provocation et d'agression contre le peuple palestinien, à respecter les engagements contractés et à répondre favorablement à toutes les initiatives de paix arabes.

L'Algérie participe activement à tous les efforts des pays africains pour consolider leur unité, mettre fin aux conflits qui entravent leurs efforts de développement et réussir l'intégration politique et économique de l'ensemble du continent.

Les réalisations de l'Union africaine en font désormais un partenaire fiable et respecté. Sa collaboration avec les Nations Unies a permis des avancées visibles, notamment à travers une réduction significative des tensions des foyers de tension sur notre continent.

Je termine en renouvelant notre vœu que soient modifiées la conception et la conduite des affaires internationales par un engagement effectif et sincère de l'ensemble de la communauté internationale, en faveur du renouveau et du renforcement du système multilatéral.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République algérienne démocratique et populaire de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. E. M. Lee Myung-bak, Président de la République de Corée

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

S. E. M. Lee Myung-bak, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Lee Myung-bak, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lee (*parle en coréen; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais, tout d'abord, adresser mes sincères félicitations au Président Ali Treki, pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-quatrième session. Je suis convaincu que, sous sa direction compétente, des progrès appréciables seront réalisés au cours de la présente session. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance et mon appui au Secrétaire général Ban Ki-moon pour les efforts inlassables qu'il déploie pour réformer l'ONU.

Pour commencer, je voudrais rappeler les liens historiques existant entre la République de Corée et l'ONU. L'histoire contemporaine de la République de Corée a commencé avec l'ONU. En 1948, nous avons organisé nos premières élections démocratiques sous les auspices de l'ONU, et, avec l'accord de l'ONU, nous sommes devenus le seul Gouvernement légitime de la péninsule coréenne.

En effet, la République de Corée a été soutenue activement par l'ONU. Deux ans seulement après la création de la République, des hommes sont venus de 16 États Membres de l'ONU pour nous appuyer quand la guerre de Corée a éclaté en 1950. À Busan, la deuxième ville de Corée, se trouve l'unique cimetière des Nations Unies dans le monde où sont enterrés les héros de la guerre de Corée originaires de 11 pays. Aujourd'hui encore, les Coréens continuent d'y commémorer le sacrifice noble de ces soldats.

Au temps de la guerre de Corée, la Corée comptait parmi les pays les moins avancés du monde, avec un revenu par habitant de moins de 50 dollars. Mais à la surprise générale, le temps d'une génération a suffi à la Corée pour réaliser son industrialisation et sa démocratisation. La Corée est passée du statut de pays demandeur d'aide à celui de pays fournisseur d'aide.

Bien que ces résultats soient le fruit du dur labeur du peuple coréen, il n'en demeure pas moins que l'appui précieux des Nations Unies a été une énorme source de vitalité. Pour cette raison, la Corée a commencé à fêter la Journée des Nations Unies, avant même de devenir un État Membre en 1991. S'appuyant sur ces acquis, la Corée a désormais entrepris de contribuer activement à la communauté internationale. C'est l'objectif de la Corée.

Nous souhaitons partager nos expériences en matière de développement avec les pays en voie de développement, afin de les aider à vaincre la famine et à sortir de la pauvreté, mais il importe davantage de trouver le mode de développement adapté à chaque pays.

Aujourd'hui, la crise financière sans précédent rend encore plus difficile la situation des pays en voie de développement. En tant que membre de la Troïka du G-20, la Corée met tout en œuvre pour renforcer le système de libre-échange, qui est le moteur de la croissance économique mondiale, tout en veillant à ce que les pays en voie de développement se fassent entendre.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies doivent être réalisés. Il faut accroître la coopération pour le développement et l'assistance humanitaire, en faveur des pays en voie de développement les plus touchés par la crise économique. La Corée va honorer l'engagement qu'elle a pris de tripler le volume de son aide publique au développement de 2008, d'ici à 2015. Et en 2011, nous organiserons le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Séoul. Le succès de ce forum améliorera l'efficacité de l'aide en vue de la réalisation des OMD avant 2015, et nous contribuerons ainsi au renforcement du partenariat mondial pour une coopération pour le développement plus complète et plus efficace.

Aujourd'hui, de jeunes volontaires coréens, rassemblés sous la bannière de « World Friends Korea », font du bénévolat dans le monde pour traduire par des actes leur sens de l'amour et du don. Actuellement, plus de 3 000 bénévoles ont été envoyés dans environ 40 pays et nous continuerons d'envoyer d'autres bénévoles, en insistant sur nos domaines d'expertise, à savoir les technologies de l'information, la médecine et les technologies agricoles, et sur notre expérience en matière de gouvernance.

Parmi d'autres activités, la Corée joue également un rôle actif dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et la prévention du terrorisme en participant à des opérations de maintien de la paix. Des Coréens servent actuellement dans 13 missions dans le monde. Depuis mars dernier, nous avons également participé aux efforts multinationaux visant à protéger les navires commerciaux de tout pavillon d'actes de piraterie dans les eaux au large des côtes somaliennes.

La Corée s'acquittera loyalement de ses responsabilités, répondant ainsi aux attentes de la communauté internationale, notamment dans le domaine de la prévention des conflits, de la lutte contre le terrorisme et contre les catastrophes naturelles.

Faire face aux changements climatiques est devenu une question essentielle et urgente qui se trouve au cœur des préoccupations de l'humanité dans son ensemble. Les changements climatiques représentent un défi commun pour l'ensemble de l'humanité et exigent par conséquent les efforts concertés des pays développés et en développement, ainsi que des pays nouvellement industrialisés. C'est pour cette raison que tous les pays doivent être prêts à

faire face à ce défi et à participer à la recherche d'une solution.

La Corée est fort reconnaissante à l'ONU des efforts qu'elle déploie pour que les changements climatiques deviennent une question de premier plan, urgente et prioritaire et pour galvaniser les efforts de la communauté internationale afin de remédier à ce grave problème. À la Conférence de Copenhague qui aura lieu en décembre 2009, on attend de la communauté internationale qu'elle prenne une décision très importante qui aura une forte incidence sur l'avenir. Ici même, hier, nous avons réaffirmé notre détermination de faire de la Conférence de Copenhague une réussite.

La Corée, bien qu'elle ne figure pas dans l'annexe I de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), prévoit d'annoncer volontairement, avant la fin de l'année, ses objectifs à mi-parcours de réduction des émissions pour 2020. La Corée a proposé de créer un registre des mesures d'atténuation appropriées prises au niveau national au secrétariat de la CCNUCC, dans le but d'inviter les pays en développement à prendre également, à titre volontaire, des mesures d'atténuation et de leur apporter l'appui international dont ils ont besoin. Nous espérons que nos propositions et nos efforts contribueront à obtenir des résultats positifs à Copenhague.

Pour faire face d'une manière proactive aux changements climatiques, la Corée a adopté comme vision directrice pour notre nation et comme stratégie de développement une croissance verte fondée sur des technologies à faibles émissions de carbone. Nous nous efforçons actuellement de promulguer une loi-cadre sur la croissance verte et d'établir un plan quinquennal pour la croissance verte. Ce faisant, non seulement nous transformerons nos structures économiques et industrielles, mais nous changerons nos modes de vie mêmes qui seront plus tournés vers l'avenir. Dans le cadre de ce plan, la Corée investira environ 2 % de son produit intérieur brut dans la croissance verte chaque année au cours des cinq prochaines années. C'est le double du niveau recommandé par l'ONU.

L'objectif sous-jacent de cette stratégie de croissance verte fondée sur des technologies à faibles émissions de carbone est de promouvoir un développement durable en mettant en place un cycle vertueux où l'environnement relance l'économie et où l'économie préserve l'environnement. Cette stratégie est la façon la plus efficace de faire face aux

changements climatiques mondiaux et de surmonter en même temps la crise économique. En appliquant une politique qui met l'accent sur la croissance verte et en investissant avec assurance dans les domaines liés à la croissance verte, la Corée se prépare pour l'avenir tout en répondant également à la crise économique actuelle.

Le développement de technologies vertes et de la coopération internationale sont des facteurs clefs pour garantir le succès de notre réponse aux changements climatiques. Lors du sommet de Groupe des Huit élargi en août dernier, la Corée a été désignée comme chef de file dans le domaine des technologies de la transformation, notamment dans le domaine de la technologie pour les réseaux de distribution d'électricité intelligents. La Corée renforcera son partenariat mondial de coopération sur la technologie verte et partagera les expériences qu'elle tirera de ce partenariat avec le reste du monde.

Tandis que l'énergie fossile est renouvelable, l'eau ne l'est pas. L'eau est la ressource la plus importante dans nos vies. Je tiens par conséquent à encourager le Président de l'Assemblée générale, les dirigeants du monde et le Secrétaire général à accorder une attention particulière aux problèmes de l'eau, car il s'agit là d'un facteur essentiel pour réaliser les OMD.

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale est confrontée à des problèmes liés à l'eau et la plupart des catastrophes naturelles découlant des changements climatiques, notamment les inondations, les sécheresses et l'élévation du niveau de la mer, sont également liées à l'eau. Lors du lancement du Partenariat climatique de l'Asie orientale, le Gouvernement coréen a fait le bilan des problèmes liés à l'eau en Asie. Nous avons conclu que l'approvisionnement en eau salubre et le développement de politiques et d'infrastructures pour prévenir les inondations et les catastrophes sont les questions les plus urgentes dont nous devons traiter.

La Corée dispose d'une technologie de pointe pour le dessalement de l'eau et a amélioré son système de gestion intégrée des ressources en eau. La remise en état de Cheong Gae Cheon, à Séoul qui avait été pendant des décennies une rivière asséchée recouverte de béton, a permis à plus de 10 millions de résidents de profiter d'un site de loisirs agréable et d'une rivière propre. Ce projet respectueux de l'environnement a aidé la ville à surmonter l'effet îlot de chaleur, mais l'a en même temps rendue plus attrayante.

De telles expériences et réalisations nous ont permis de lancer un projet de remise en état des quatre fleuves qui traversent notre pays du nord au sud et d'est en ouest. Ce projet apporte non seulement une réponse essentielle pour garantir l'approvisionnement en eau et contrôler les inondations, mais nous permet également de donner une nouvelle vie à l'écosystème de ces fleuves.

Le moment est venu pour la communauté internationale de mettre en place un système de gouvernance qui réponde aux problèmes relatifs à l'eau d'une manière efficace. Je sais bien qu'une vingtaine d'organismes des Nations Unies travaillent sérieusement sur les problèmes de l'eau. Mais les problèmes liés à l'eau sont complexes, car ils concernent un grand nombre de domaines. Pour mettre en place un système plus efficace de coopération internationale sur l'eau, je souhaiterais proposer une initiative de coopération spécialisée sur la gestion intégrée de l'eau.

La paix et la sécurité mondiales sont la pierre angulaire qui permet de préserver la stabilité et la prospérité de l'humanité dans son ensemble. Aujourd'hui, la paix mondiale est menacée par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Pour faire face à ces défis, il est crucial que tous les pays fassent preuve de détermination et coopèrent pour renforcer le régime international de non-prolifération, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En octobre dernier, le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a avancé une proposition pour le désarmement nucléaire en cinq points. Et, dans son discours à Prague en avril, le Président des États-Unis, M. Barack Obama, a présenté sa vision d'un monde exempt d'armes nucléaires. Grâce à des discussions suffisamment nourries, nous nous attendons à ce que ces initiatives, qui incarnent les espoirs et les désirs de l'humanité, renforcent notre approche commune sur les questions de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Plus particulièrement, nous devons faire en sorte que la péninsule coréenne soit exempte d'armes nucléaires pour pouvoir aboutir à la paix en Asie du Nord-Est et au-delà. La dénucléarisation est une condition préalable pour avancer sur le chemin d'une véritable réconciliation et de l'unification de la péninsule coréenne, qui est la seule région au monde qui soit toujours divisée.

La République de Corée participera activement aux efforts internationaux concertés pour le démantèlement des programmes nucléaires de la République démocratique populaire de Corée. Nous demandons instamment à la République démocratique populaire de Corée de participer à ces efforts et de reprendre les pourparlers à six immédiatement et sans conditions préalables.

La Déclaration conjointe de 1992 sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, que les deux Corées se sont engagées à respecter, doit être respectée. Sur cette base, la République de Corée intensifiera le dialogue et les échanges avec la République populaire démocratique de Corée, et renforcera sa coopération avec la communauté internationale en vue du développement de ce pays. J'ai proposé un grand compromis qui porterait sur le démantèlement des éléments essentiels du programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée, et la fourniture des assurances de sécurité et un soutien économique accru dans le cadre des pourparlers à six. Nous sommes actuellement en consultation avec les parties intéressées. J'aimerais indiquer clairement que le moment est venu pour la République populaire démocratique de Corée de prendre la décision de faire en sorte que la paix règne dans la péninsule coréenne, et cela, dans son propre intérêt également.

Nous sommes confrontés à des défis divers et complexes qui ne peuvent être relevés que grâce à la coopération internationale. Nous espérons qu'en répondant aux attentes de la communauté internationale, une Organisation des Nations Unies renouvelée et plus forte jouera un rôle plus important. À cet effet, il importe maintenant plus que jamais que l'Organisation des Nations Unies soit gérée de manière efficace et rationnelle. Nous espérons que les initiatives de réforme de l'Organisation des Nations Unies dans différents domaines donneront des résultats concrets.

En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies conscient de ses responsabilités, la Corée continuera de coopérer étroitement avec l'Organisation afin que celle-ci puisse jouer un rôle de premier plan dans la recherche du progrès pour toute l'humanité et la communauté internationale dans son ensemble. La Corée veut être l'amie du monde, qui se soucie des autres et apporte sa contribution à la société mondiale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Lee Myung-bak, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Sarkozy : En prenant la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui au nom de la France, j'ai bien conscience que dans les circonstances où nous nous trouvons, nous sommes tous confrontés à une responsabilité historique.

Nous sommes en plein milieu d'une crise économique et financière sans précédent. Nous sommes à la veille d'une catastrophe écologique planétaire, nous devons maintenant inventer un monde nouveau où les folies d'hier ne seront plus possibles. C'est la responsabilité qui nous incombe. Nous savons tous maintenant vers quelles catastrophes pourrait nous conduire notre obstination à essayer de régler les problèmes du XXI^e siècle avec les instruments et les idées du XX^e siècle. Désormais, plus un seul d'entre nous ne pourra prétendre qu'il ne savait pas.

Le Président assume de nouveau la présidence.

La prise de conscience est universelle : la voie dans laquelle le monde s'était engagé depuis plusieurs décennies, cette voie est une impasse. Alors, cette prise de conscience se fait dans la peine, dans la souffrance, dans l'angoisse. Nous sommes comptables, politiquement et moralement, de cette souffrance accumulée sur la planète. Il y a des dizaines de millions d'hommes et de femmes qui ont perdu leur

emploi, qui ont perdu leur maison. Il y a un milliard d'êtres humains qui souffrent de la faim. Il y a des centaines de millions d'êtres humains qui n'ont pas d'eau, qui n'ont pas accès à l'énergie, qui n'ont pas les soins médicaux minimum.

À ces centaines de millions d'habitants de la planète, il nous appartient à nous, chefs d'État et de gouvernement, et à personne d'autre, de rendre l'espoir. Ceux qui paient les conséquences de la crise n'y sont pour rien. À tous ceux qui sont indignés par les comportements de ceux, dans la finance, qui nous ont conduits au bord du chaos et qui voudraient continuer à s'enrichir d'une façon indécente, nous devons une réponse. À ceux qui meurent encore pour des guerres absurdes qui datent d'un autre âge, alors que l'humanité a tant de défis à relever, nous devons une réponse.

Et la réponse de la France, elle est sans ambiguïté : cela ne peut plus continuer comme avant. Nous devons changer. Nous ne pouvons pas accepter que tout recommence, pour qu'une autre catastrophe se produise demain. Après un tel démenti de nos habitudes de pensée, de nos préjugés, au fond, la tâche qui repose sur nos épaules est exactement la même que celle qui reposait sur les épaules des hommes de bonne volonté, qui, ici, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont posé les bases d'un nouvel ordre politique, économique et monétaire mondial. La génération qui nous a précédé a été à la hauteur de ses responsabilités. La question qui se pose aujourd'hui : serons-nous, nous-mêmes, à la hauteur de cette même responsabilité?

Le monde va changer. Il ne peut pas en être autrement. La seule question qui se pose : le monde va-t-il changer parce que nous saurons faire preuve de sagesse, d'intelligence et de courage, ou bien le monde va-t-il changer parce que de nouvelles crises surviendront si nous n'avons pas la sagesse de prendre la voie de changements radicaux?

La vérité c'est que nous avons déjà trop attendu, pour réguler la mondialisation, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour faire obstacle à la prolifération nucléaire. Et je veux dire aux dirigeants iraniens, avec solennité, qu'en misant sur la passivité de la communauté internationale pour poursuivre leur programme nucléaire militaire, ils commettraient une erreur tragique.

Nous avons trop attendu pour rétablir la paix au Moyen-Orient en donnant au peuple palestinien cet

État qui lui est dû au nom du droit et au nom de la justice, et nous avons également trop attendu pour garantir au peuple d'Israël ce droit de vivre en sécurité que les tragédies de l'histoire lui ont rendu si nécessaire.

Alors nous savons ce qui nous reste à faire : élargir le cercle des membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité. Je le dis au nom de la France, il est inacceptable que le continent africain n'ait pas un seul membre permanent au Conseil de sécurité – c'est inacceptable parce que c'est injuste. Il est inacceptable que le continent sud-américain, avec cette grande puissance qu'est le Brésil, que l'Inde, avec son milliard d'habitants, ou encore le Japon ou l'Allemagne soient exclus des membres permanents du Conseil de sécurité. C'est inacceptable, et je le dis ici, il en va de la légitimité de l'ONU. Soit l'ONU se réforme et elle sera plus légitime, soit l'ONU choisit l'immobilisme et les grandes décisions, hélas, se prendront à l'extérieur de l'ONU.

Il faut réformer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. C'est une nécessité. Les droits de vote doivent y être plus équitablement répartis, et la mission du FMI, comme de la Banque mondiale, doit être redéfinie. Conserver le FMI, le cantonner dans le rôle de gardien d'une orthodoxie que la crise a si fortement ébranlée serait une erreur tragique.

Il faut refonder le système monétaire international. Il ne peut pas y avoir un monde multipolaire politiquement et uni-monnaire monétairement. Ce n'est pas acceptable et ce n'est pas possible. Il faut refonder le capitalisme financier. La France ne renoncera pas, parce qu'un système où l'on ne paye pas le vrai prix du risque et le vrai prix de la rareté est un système suicidaire.

Il faut en finir avec les paradis fiscaux, car nous n'avons pas à tolérer les lieux où se cache l'argent de la spéculation, du crime et de la fraude. Cela ne dépend que de nous. Personne dans le monde ne comprendrait que nous transigions avec cet objectif.

Il faut limiter les fluctuations des cours des matières premières soumis à une spéculation excessive, à commencer par le pétrole. Cette instabilité est insupportable. On doit payer aux pays qui disposent de matières premières le prix, le juste prix, de ces matières premières, et on ne doit pas accepter la spéculation qui déstabilise le monde sur les cours de ces matières premières.

Nous devons fixer des objectifs à Copenhague, des objectifs chiffrés en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Nous ne pouvons plus différer le moment du choix. Nous devons créer une organisation mondiale de l'environnement. Nous devons reconnaître la légitimité du principe de la taxe carbone aux frontières pour que nul ne puisse tirer bénéfice – ce qui serait un comble – du dumping environnemental.

Nous ne pouvons pas laisser le droit du commerce imposer seul sa loi. Je crois au libre-échange, mais il y a des normes fondamentales qui existent. Nous sommes membres de l'Organisation mondiale de la Santé. À quel titre et de quel droit bafouons-nous le droit à la santé de ceux qui n'ont rien? Nous sommes membres de l'Organisation internationale du Travail, qui a défini huit normes fondamentales. Pourquoi accepter que ces normes soient bafouées? Le droit à la santé, le droit à un minimum de respect de la question sociale, le droit de la protection de la planète comptent autant que le droit du commerce. Il n'y a pas un de ces droits qui est supérieur aux autres.

Enfin, on ne peut pas demander aux pays en développement et aux pays pauvres de respecter ces normes sans que nous-mêmes, les pays riches, nous les aidions dans leurs efforts. Nous appartenons tous à la même humanité, nous vivons sur la même planète. Nous sommes concernés par les mêmes défis.

Alors oui, il faudra que nous soyons capables de partager nos technologies. Cela concerne la France, et la France y est prête, comme les autres pays riches de la planète. Oui, il nous faudra trouver de nouvelles ressources pour l'aide au développement, pour relever ensemble le défi écologique. Et s'il le faut, je n'hésite pas à le dire, nous trouverons ces ressources en taxant les gains excessifs de la spéculation et de la rente. Il n'y a pas à aller chercher beaucoup plus loin des ressources; elles existent là. Je lance un appel par ailleurs à tous les États, à toutes les organisations internationales pour que les recommandations de la commission présidée par M. Stiglitz soient mises en œuvre partout. Nous nous trompons dans les critères et les indicateurs de calcul de la croissance.

La tâche est immense, elle ne fait que commencer, alors raison de plus pour commencer maintenant et commencer vite. Nous n'avons plus le temps. Chacun doit être conscient de ce qui se passerait si nous devions rentrer dans notre pays les uns comme les autres en expliquant à nos concitoyens que nous

avons été incapables de nous entendre, d'imaginer de nouvelles solutions alors qu'eux souffrent tant des conséquences de la crise. Mais je veux avertir très simplement qu'à Pittsburgh ou à Copenhague, rien ne serait pire qu'un compromis médiocre. L'opinion mondiale et les circonstances exigent que l'on règle réellement les problèmes et nous interdit de faire semblant.

Les risques de crise les plus graves, si nous nous laissons aller à l'immobilisme, ne sont pas derrière nous; ils sont devant nous. Nous sommes dans un de ces moments de l'histoire où les décisions politiques engagent profondément l'avenir et pour longtemps. Nous n'avons pas le choix, nous devons prendre des risques parce que le plus grand risque aujourd'hui serait de ne rien faire, de nous laisser porter par la force des habitudes, de penser que nous avons le temps. Et du temps, la France est venue dire, nous n'en avons plus.

Je souhaite que cette année, 2009, soit celle de la refondation d'un nouvel ordre mondial plus juste, plus efficace, dans lequel chacun d'entre nous pourra se reconnaître.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de Suède

Le Président (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de Suède.

M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de Suède, est escorté à la tribune.

Le Président (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de Suède et Président de l'Union européenne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Reinfeldt (Suède) (parle en anglais) : Au départ, 51 États étaient engagés en faveur de la paix et

de la sécurité internationales, avec pour objectif commun le développement de relations d'amitiés entre les nations, la promotion du progrès social, un meilleur niveau de vie et la défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, les 51 nations de la première session de l'Assemblée générale sont devenues 192. Aujourd'hui, l'Assemblée générale est véritablement la tribune du monde.

Au nom des 27 États membres de l'Union européenne (UE), je vous adresse un message de coopération et de partenariat, un message sur l'ouverture de notre Union au monde extérieur.

La mondialisation est une bonne chose. Grâce à la mondialisation, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté: des informations, des idées et des inventions sont partagées; des biens et des services sont fournis. Tout cela passe rapidement d'un pays à un autre. Nous en recueillons les fruits. Nous nous en inspirons. La mondialisation nous permet de comprendre le mode de vie d'autres parties du monde.

En même temps, la mondialisation signifie que les problèmes d'un pays se présenteront également à d'autres pays. Les pandémies, les crises alimentaires, le crime organisé, le trafic de drogue et la traite des personnes, le terrorisme et les idéologies violentes ne s'arrêtent plus aux frontières et ne sont plus le problème d'un seul pays. Nous devons par conséquent gérer les risques et les menaces qui en découlent.

Pour mener cette tâche à bien, nous avons besoin de la légitimité largement représentative de l'Organisation des Nations Unies en matière d'actions et de normes internationales pour coordonner nos efforts. L'Organisation des Nations Unies, de son côté, doit s'adapter pour conserver son importance et être en mesure de faire face aux problèmes qui nous attendent. L'Union européenne souhaite participer à ces efforts.

Nous saluons la volonté exprimée par les États-Unis de collaborer avec d'autres dans le cadre d'institutions multilatérales. Cela ouvre la voie à une ère nouvelle prometteuse dans le domaine de la coopération internationale.

Nous sommes confrontés à l'un des défis les plus importants de notre époque. Notre monde a la fièvre, et la fièvre monte. Dans les pays les plus vulnérables du monde, les conséquences du changement climatique seront très inquiétantes. La famine, les graves inondations et les migrations dues aux changements

climatiques deviendront réalité même si nous maintenons l'objectif de deux degrés fixé par l'Organisation des Nations Unies.

Il ne fait aucun doute que les pays développés devront mener la lutte contre le changement climatique. D'ici à 2020, nous devons réduire les émissions de 25 à 40 % par rapport aux taux enregistrés en 1990. Mais nos seuls efforts ne suffiront pas à faire en sorte que les émissions atteignent leur maximum d'ici à 2020 au plus tard, soient réduites d'au moins 50 % d'ici à 2050 et continuent de baisser par la suite. Les pays en développement ont besoin de notre aide. Ils en ont besoin pour payer la facture à laquelle nous avons contribué par nos émissions.

C'est pourquoi, la semaine dernière, l'Union européenne a accepté de débattre du montant des ressources financières nécessaires aux pays en développement en matière de changements climatiques. C'est pourquoi nous prenons des mesures concrètes. C'est pourquoi nous apportons une nouvelle contribution aux négociations et appelons les pays développés à faire de même.

Au Sommet des dirigeants du Groupe des Huit et à la Réunion des grandes économies sur la sécurité énergétique et les changements climatiques organisés en Italie cet été, l'objectif de deux degrés a fait l'objet d'un accord. Nous avons à présent besoin d'un engagement accru et d'objectifs concrets à moyen terme aussi bien de la part des pays développés que des pays en développement. Si nous voulons que nos enfants et leurs enfants connaissent la nature telle que nous la voyons, nous devons agir maintenant. Chaque pays ou groupe de pays doit faire sa part.

L'Union européenne est disposée à tenir son rôle. Nous réduirons nos émissions. Nous favoriserons une croissance à faibles émissions de carbone, nous assumerons notre juste part de financement et appuierons les adaptations nécessaires dans le monde entier. Nous continuerons également de tenir pleinement un rôle de chef de file dans la mise au point d'un accord mondial et de grande portée sur le climat à Copenhague, en décembre prochain.

Ce qui était au départ une recherche de l'argent facile, une prise de risques malsaine et, parfois, de la cupidité pure et simple, a dégénéré ces derniers mois en tornade financière. Celle-ci a eu des effets graves sur la sécurité humaine et le développement. L'Union européenne continuera de promouvoir une stabilité financière au niveau mondial et une reprise mondiale

durable. Elle demeure pleinement engagée à prendre des mesures complètes, ciblées et coordonnées à l'appui des pays en développement, en particulier des plus pauvres et des plus vulnérables; reste déterminée à parvenir à un accord global dans le cadre du Cycle de Doha, en s'assurant qu'il contienne des éléments présentant une valeur réelle pour les pays en développement, en particulier les plus pauvres; et poursuit ses efforts visant à sortir davantage de personnes de la pauvreté par la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à atteindre nos objectifs respectifs d'aide publique au développement.

Les droits de l'homme sont universels. Les droits de l'homme sont indivisibles. L'Union européenne est une voix au service des droits de l'homme. Nous croyons en la démocratie. Nous croyons en l'état de droit. L'Union européenne continuera d'appeler à l'abolition de la peine de mort dans le monde entier, dans tous les cas et en toutes circonstances. Nous continuerons de défendre l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes. Sans cela, il sera impossible de mettre à profit tous les talents dont un pays a besoin pour passer de la pauvreté au développement et à la prospérité.

Pour défendre ces valeurs fondamentales, nous avons besoin de sécurité. Nous ne pouvons laisser impunis les crimes de guerre, les génocides ou les crimes contre l'humanité. Par conséquent, l'Union européenne appuie pleinement l'action de la Cour pénale internationale. Nous ne pouvons laisser personne, que ce soit par la menace ou le recours à la force, agir contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Les règles du droit international s'appliquent de manière similaire à tous les États, grands ou petits.

L'Union européenne est disposée à continuer d'œuvrer avec l'ONU au maintien de la paix et à la consolidation de la paix. Nous poursuivons également nos propres efforts dans le maintien de la paix, souvent en étroite coopération avec l'ONU. Les transferts de responsabilités au Tchad et au Kosovo en sont les exemples.

Vingt ans après la fin de la guerre froide, la paix et la sécurité sont encore sous la menace de la prolifération d'armes de destruction massive et du fait que ces armes risquent de tomber entre de mauvaises mains. Nous exhortons fermement la République populaire démocratique de Corée à renoncer aux armes nucléaires, et nous sommes prêts à nous engager sur

cette question. Nous nous félicitons également du sommet mondial sur la sécurité nucléaire qui aura lieu l'année prochaine.

L'Europe et l'Afrique sont proches géographiquement, mais également par le biais de la mondialisation et d'un fort partenariat. L'Union européenne fournit un appui à l'Afrique si besoin est. Notre opération navale Atalanta, conduite au large de la Somalie, protège les navires qui délivrent de l'aide humanitaire et fournit un appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie. Nous coopérons depuis de nombreuses années avec l'ONU en République démocratique du Congo.

Nous condamnons l'injustice sur le continent africain. Le recours à la violence sexuelle comme arme d'intimidation et de terreur est scandaleuse. Les attaques visant les femmes et les filles dans l'est du Congo et dans d'autres endroits sont inacceptables. Afin de protéger, nous devons autonomiser; or, pour autonomiser les femmes dans les situations de conflit, les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité doivent être mises en œuvre.

Nous souhaitons voir émerger une Afrique libre, démocratique et prospère. C'est tout particulièrement vrai dans le cas du Zimbabwe. L'Accord politique global et la formation du Gouvernement d'unité nationale ont constitué d'importantes avancées. Cependant, la mise en place de l'Accord nécessite un engagement. Elle demande un certain esprit de coopération. À cet égard, il reste encore beaucoup à faire.

L'Europe est une union de diverses cultures. Notre ouverture au monde qui nous entoure est évidente du fait que Chrétiens, Juifs et Musulmans, ceux qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas, peuvent cohabiter dans un respect mutuel. L'Union européenne souhaite intensifier son interaction avec le monde musulman par le biais de l'Alliance des civilisations et à travers la coopération dans l'éducation et le développement en offrant des possibilités aux jeunes. De cette façon, nous pouvons créer un environnement qui nous permettra de nous concentrer sur nos points communs plutôt que sur nos différences apparentes.

Les enfants afghans montrent la même curiosité que les autres enfants de la planète, y compris les miens, cette soif de connaissances, ce désir plein d'enthousiasme de prendre part à ce que la vie a à leur offrir. Pour investir dans l'avenir de l'Afghanistan et

dans le développement humain, nous ne saurions laisser s'éteindre cette lueur. En tant qu'amie du peuple afghan, l'Union européenne s'engage à l'aider à stabiliser, démocratiser et développer son pays. L'éducation est indispensable, notamment pour les jeunes filles et les femmes. Dans les années à venir, nous devons faire davantage pour veiller à ce que l'Afghanistan soit sur la bonne voie.

En tant que partenaires du Pakistan, nous savons que ce qui se passe au Pakistan a une incidence non seulement sur les Pakistanais, mais sur le développement de la région dans son ensemble. Par conséquent, il est crucial de continuer à soutenir le Pakistan dans ses efforts pour mettre en place l'état de droit et construire une société plus stable et plus démocratique.

En tant qu'amis du peuple d'Israël, nous demandons au Gouvernement israélien de rechercher la paix, de mettre fin à l'occupation, de respecter le droit international, d'œuvrer en faveur de la solution à deux États, de cesser immédiatement toutes les activités de colonisation dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, et de suspendre l'isolement de Gaza.

En tant qu'amis des Palestiniens, nous attendons d'eux qu'ils mettent fin à tous les actes de violence contre Israël, qu'ils continuent de construire des institutions étatiques viables et de faire progresser la démocratie et l'état de droit. Nous continuerons à la fois de fournir un appui financier à l'Autorité palestinienne et d'aider au renforcement des capacités sur le terrain. À ce sujet, l'Union européenne appuie pleinement les efforts des États-Unis visant à reprendre les négociations de paix et à se préparer à contribuer activement à leur succès. L'avenir tant d'Israël que de la Palestine réside dans cette coopération.

En qualité d'amis de l'Iran, nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation des droits de l'homme et par la violente répression des manifestations populaires. La question nucléaire iranienne constitue un défi majeur à la paix et la sécurité internationales, à la stabilité régionale et au régime de non-prolifération. L'Iran doit regagner la confiance de la communauté internationale, se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité pertinentes et contribuer à la paix au Moyen-Orient.

En tant qu'amis du peuple de Birmanie/Myanmar, nous souhaitons dire aux chefs militaires que seuls la démocratie et les droits de l'homme peuvent apporter

la paix et la stabilité au peuple qu'ils affirment représenter.

L'homme d'État suédois et ancien Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld a dit un jour que la poursuite de la paix et du progrès, avec ses essais et ses erreurs, ses succès et ses déconvenues, ne doit jamais être relâchée ni abandonnée. C'était vrai à l'époque et cela l'est encore. Les peuples du monde ont besoin de savoir que l'unification des nations n'est pas une tâche du passé, mais de l'avenir, accomplie grâce à des valeurs communes et un respect mutuel, ce qui est d'autant plus pertinent compte tenu de la mondialisation grandissante.

Dans cette entreprise commune, l'Union européenne restera un partenaire fiable en matière de sécurité, de développement et de droits de l'homme, contribuant toujours activement à l'amélioration et au renforcement de l'ONU, continuant toujours de parfaire les instruments nécessaires pour traiter les opportunités tout comme les menaces, et toujours disposée à jouer son rôle afin de contribuer à créer partout un monde meilleur pour les générations futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume de Suède de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre du Royaume de Suède, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil des Ministres de la République italienne

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil des Ministres de la République italienne.

M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Berlusconi (Italie) (*parle en italien; texte en anglais fourni par la délégation*) : Ce matin, comme tous les autres membres de l'Assemblée, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'allocation du Président Obama. Le Président a parlé du fond du cœur avec

beaucoup d'idéalisme et nous a demandé à tous d'assumer notre responsabilité commune de garantir l'avenir du monde en changeant véritablement les choses. Il a exprimé des sentiments, des espoirs et des objectifs que je partage et que j'avais également l'intention d'exprimer ici. Toutefois, puisqu'il l'a fait avec tant d'éloquence, je vais passer cette partie de ma déclaration pour me concentrer sur les conclusions du Sommet du Groupe des Huit (G-8) de L'Aquila, que j'ai eu l'honneur de présider.

Le Sommet de L'Aquila a réuni dans cette ville meurtrie les représentants de 28 pays comptant pour plus de 80 % de l'économie mondiale. La première de nos tâches était de poursuivre le travail entamé sur la régulation des marchés bancaire et financier; un sujet qui nous occupera à nouveau dans deux jours au Sommet de Pittsburgh. Nous estimions qu'il était crucial de garantir une croissance solide et durable. L'activité économique doit de nouveau reposer sur les principes de l'équité et de la transparence. Le nouveau modèle de développement doit également se fonder sur des marchés ouverts et sur un rejet du protectionnisme, afin que les pays les plus pauvres puissent profiter pleinement des perspectives de croissance offertes par le commerce international.

Après le Sommet de L'Aquila, nous avons décidé de relancer les négociations de Doha avec pour objectif de les mener à bien d'ici à 2010. Nos ministres du commerce se sont déjà réunis en Inde pour assurer le suivi concret de cette décision. Le Sommet de Pittsburgh sera une occasion importante de réaffirmer les engagements politiques pris à L'Aquila.

Des progrès ont également été accomplis dans le domaine des changements climatiques. Les grandes puissances économiques sont convenues de limiter la hausse de la température mondiale à 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Ce front commun pour lutter contre les changements climatiques a été réaffirmé par la large participation enregistrée par la réunion organisée ici hier à l'initiative du Secrétaire général. Je le remercie de l'esprit de direction dont il a fait montre à cette occasion, une qualité essentielle pour le succès du Sommet de Copenhague.

Le Sommet de L'Aquila a réaffirmé une notion claire et fondamentale, que je voudrais réitérer aujourd'hui. Relever le défi posé par les changements climatiques exige l'engagement de tous les acteurs de l'économie mondiale, sans exception.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, nous avons décidé de créer un fonds doté de 20 milliards de dollars pour le développement agricole et la lutte contre la faim dans le monde. Cet effort visant à ce que l'agriculture retrouve sa place au centre des préoccupations internationales constitue le fil rouge entre le Sommet du G-8, le Sommet de Pittsburgh du Groupe des Vingt (G-20) et le sommet sur la sécurité alimentaire que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture organisera à Rome en novembre.

Trop souvent par le passé, l'assistance financière octroyée aux pays en développement n'est pas parvenue à ceux à qui elle était destinée. C'est pourquoi nous avons décidé que ces financements devaient être consacrés à la mise en œuvre de projets concrets visant essentiellement l'infrastructure agricole. Les pays bénéficiaires doivent aussi jouer le rôle qui leur revient. Pour être efficace, cette assistance ne doit être octroyée qu'aux pays qui encouragent la démocratie, sont attachés à la bonne gouvernance, respectent les droits de l'homme et protègent les femmes et les enfants.

Enfin, nous avons débattu de la nécessité de lutter fermement contre la spéculation boursière et la manipulation des marchés des produits énergétiques, des produits de base et des ressources alimentaires. Cette question revêt la plus haute importance. La spéculation sur les denrées alimentaires, comme par exemple le blé, le riz et le soja, a causé de graves crises, notamment sur le continent africain, où des personnes âgées et des enfants meurent de faim. Par ailleurs, les fluctuations spectaculaires des prix du pétrole ont contribué à l'instabilité financière et économique. Pourquoi? Parce que le prix du baril de pétrole brut est passé de 70 à 150 dollars pour dégringoler à 32 dollars, avant de rebondir à 70 dollars, et ce, malgré une baisse de près de 2 % de la consommation mondiale ces 12 derniers mois. Nous savons pertinemment que ces fluctuations sont causées par le jeu de la spéculation qui fait qu'un baril de pétrole est acheté et revendu quatre à six fois avant d'atteindre l'utilisateur final. C'est précisément l'intérêt des spéculateurs qui fait grimper le prix du baril.

La priorité absolue est donc qu'à l'avenir les marchés soient régulés de manière plus rigoureuse. Selon nous, nous devons aussi envisager la possibilité de créer un système mondial de réserves stratégiques de produits de base, afin d'étouffer dans l'œuf toute

tendance spéculative. Les institutions spécialisées impartiales, comme celles des Nations Unies, doivent également avoir les moyens d'agir. Enfin, la lutte contre la spéculation doit en dernier ressort passer par l'abolition des paradis fiscaux. Beaucoup a été fait pour éliminer les paradis existants, mais nous devons également renforcer le rôle de surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, afin de combattre les tentatives visant à en créer de nouveaux.

Telles sont en un mot les principales conclusions du Sommet de L'Aquila. La crise dont nous sommes en train de sortir oblige chacun d'entre nous à se pencher sur la question de la bonne gouvernance. Le G-8 continue d'avoir un important rôle à jouer dans les questions géopolitiques ainsi que celles liées à la non-prolifération et au développement, comme cela a été confirmé au Sommet de L'Aquila. Avec le G-20, qui se développe actuellement à ses côtés, nous devons coordonner nos actions pour nous attaquer à la question de la gouvernance économique mondiale et l'ouvrir à tous les grands pays qui souhaitent participer à cet effort. Ce faisant, nous devons bien entendu respecter le rôle central de l'ONU, à commencer par son organe le plus représentatif, à savoir l'Assemblée générale.

En ce qui concerne l'ONU, nous devons également réformer le Conseil de sécurité, afin de le rendre plus efficace et plus représentatif. Je voudrais toutefois appeler à la prudence. Ajouter de nouveaux membres permanents à titre national ne fera qu'exacerber le sentiment d'exclusion de tous les pays qui contribuent activement à la paix et à la sécurité internationales et de ceux qui pourraient assumer des responsabilités croissantes à l'avenir.

Enfin, au cours du siècle écoulé, la communauté internationale a été confrontée à des crises encore plus tragiques qu'aujourd'hui. L'histoire montre qu'aucune crise n'est insurmontable, mais nous devons avoir une attitude positive, résolue et, surtout, unie. Tel que l'a rappelé le Président Obama ce matin, nous allons devoir tous ensemble retrousser les manches. C'est le message clef envoyé par L'Aquila. Ce n'est que grâce à un engagement commun que nous serons en mesure de rétablir la confiance des citoyens qui est si indispensable pour une reprise des dépenses et des investissements. Ce n'est que grâce à des mesures communes que nous serons à même de surmonter la crise dont les racines se trouvent aussi dans le terreau

psychologique de la peur en tant que facteur déterminant.

Si nous avons la volonté et les moyens de le faire ensemble, nos efforts seront couronnés de succès et nous réussirons à limiter la profondeur et la durée de la crise. Je n'ai aucun doute que nous réussirons. J'en suis absolument certain.

Je remercie les délégués pour leur attention, et je leur souhaite plein succès dans leurs travaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil des ministres de la République italienne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, est escorté hors de la tribune.

Allocution de M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Brown (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je suis à cette tribune pour réaffirmer la Charte des Nations Unies, pas la déchirer. Je demande à tous les pays d'appuyer les principes universels qui y sont énoncés.

Nous nous sommes réunis il y a un an à la veille d'une crise mondiale et, alors que les dirigeants nationaux s'exprimaient chacun à son tour à cette tribune, le danger apparaissait dans toute son ampleur. Une menace non seulement pour les emplois et les entreprises et les économies accumulées pendant toute une vie mais, avec le risque imminent d'effondrement du système bancaire international, la perspective de voir des pays sombrer totalement dans la faillite, alors qu'en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique latine,

de nombreux pays se débattaient pour avoir accès aux crédits.

Cette crise exigeait une action mondiale. Comme jamais auparavant, le sort de nombreux pays était tributaire de l'action de tous. Alors que la peur de l'impensable s'enracinait, nous nous sommes retrouvés devant un choix clair : échouer séparément ou réussir ensemble.

Au G-20 à Washington et encore à Londres, le choix a été fait. Les gouvernements ont commencé à lutter ensemble contre la récession mondiale. Nous avons agi de concert, reconnaissant que les intérêts nationaux ne pouvaient être protégés qu'en servant l'intérêt commun, que dans cette nouvelle économie mondiale, la prospérité était indivisible et que, où qu'elle frappe, la récession peut menacer la prospérité partout. Nous avons également estimé que pour que la croissance soit soutenue il fallait qu'elle soit partagée. Aux problèmes mondiaux, des solutions mondiales!

Ainsi, je crois que nous pouvons puiser la force nécessaire de cette unité qui a marqué l'année écoulée. Mais nous ne devons pas relâcher nos efforts. Car s'il peut paraître étrange de l'affirmer après une période marquée par une aussi intense coopération à l'échelle mondiale, notre monde entame un semestre qui mettra encore plus à l'épreuve cette coopération internationale.

À mon avis, nous sommes confrontés à cinq défis urgents qui exigent des décisions capitales – décisions qui feront date – concernant les changements climatiques, le terrorisme, la prolifération nucléaire, la prospérité partagée et l'élimination de la pauvreté.

Une fois encore, nous avons atteint un point de non-retour. Et de la même manière que l'effondrement des banques a retenu notre attention il y a un an, nous devons immédiatement attaquer de plein front cette nouvelle série de problèmes.

Si nous ne parvenons pas à un accord sur les changements climatiques à Copenhague, si nous ne saisissons pas cette énorme occasion de décider ensemble de protéger la planète, il n'est pas sûr qu'une deuxième chance se présentera à l'avenir. Il n'y aura aucun accord rétrospectif pour réparer les dégâts que nous aurons causés. Le moment est venu d'agir pour limiter et inverser les changements climatiques que nous infligeons aux générations futures – pas plus tard, pas lors d'une autre conférence, pas dans une autre

décennie, quand nous aurons perdu 10 ans sans agir en remettant à plus tard les décisions à prendre.

Et si en Afghanistan nous cédonc aux rebelles et à Al-Qaida, Al-Qaida et d'autres groupes terroristes reviendront et, à partir de ce sanctuaire, ourdiront encore une fois des complots, s'entraîneront en vue d'autres attentats qu'ils lanceront contre le reste du monde.

Un monde débarrassé de la menace nucléaire n'a pas de chance de se réaliser si nous permettons à l'Iran de mettre au point des armes nucléaires et de relancer de ce fait la course aux armements.

Il ne saurait y avoir de pacte mondial sur l'emploi et la croissance si nous étouffons la reprise en n'agissant pas ensemble pour donner suite à la reprise budgétaire mondiale coordonnée dont nous sommes convenus et que nous avons mise en place.

Si nous n'agissons pas ensemble pour prévenir des maladies évitables, on ne peut espérer sauver demain les 12 000 enfants qui meurent chaque jour en Afrique.

C'est pourquoi j'affirme qu'il faut un accord mondial sur les défis urgents.

Maintenant, je voudrais tout d'abord m'appesantir sur les changements climatiques. En dépit des promesses que nous avons faites, la perspective de parvenir à un accord à Copenhague est loin d'être sûre. Pourquoi? En raison fondamentalement du fait qu'un accord solide et à long terme exige des fonds. Si les plus pauvres et les plus vulnérables seront en mesure de s'adapter, si les économies émergentes adoptent des modes de développement à faible émission de carbone et si les pays forestiers ralentissent et stoppent la déforestation, alors je sais que les pays riches doivent contribuer financièrement.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé une nouvelle approche pour financer notre action contre les changements climatiques. Cela permettra un afflux considérable de fonds additionnels et prévisibles. Les capitaux afflueront aussi bien du secteur public que du secteur privé, à hauteur de 100 milliards de dollars environ par an d'ici à 2020. Nous devons réaliser des progrès dans les jours qui viennent.

Un accord pour l'après 2012 sur les changements climatiques à Copenhague représente la prochaine mise à l'épreuve de notre coopération mondiale. Chacun d'entre nous a le devoir de faire preuve de dynamisme

pour veiller à ce que cela se réalise. Il faut s'appuyer sur les échanges qui ont eu lieu à la réunion organisée cette semaine par le Secrétaire général Ban Ki-moon. J'ai dit que j'irai à Copenhague pour conclure un accord car je crois qu'il s'agit d'un accord trop important – pour l'économie mondiale, et pour l'avenir de chaque pays représenté ici – pour le laisser au hasard. J'exhorte les autres dirigeants à s'engager à appuyer activement nos négociateurs officiels en se rendant aussi à Copenhague.

Je crois qu'un Afghanistan plus sûr est un gage d'un monde sûr. Mais aucun d'entre nous ne vivra dans la sécurité si nous abandonnons ce pays ou que nous nous détournons de notre mission commune et démontrons moins de détermination. L'OTAN et ses partenaires, de l'Australie au Japon en passant par d'autres pays, doivent s'entendre sur de nouveaux moyens de mettre en œuvre notre stratégie. Je pense que nous devons faire en sorte que « l'afghanisation » se réalise, que l'armée et le peuple afghans assument une plus grande responsabilité pour la sécurité de leur propre pays.

Nous devons également nous unir contre la terreur et l'injustice où qu'elles sévissent dans le monde. Je pense que c'est une honte pour nous tous que les peuples somalien et soudanais subissent encore la pire forme de violence; qu'Israël et la Palestine n'aient pas encore trouvé un moyen de vivre côte à côte dans la sécurité et la paix; et que, pour le peuple birman, sa dirigeante élue fasse l'objet d'un procès spectacle et subisse des décennies d'incarcération. Il y a beaucoup de choses que nous pouvons et devons faire. Et nous devons poursuivre nos efforts pour adopter une approche cohérente, stratégique et plus efficace pour le maintien et la consolidation de la paix dans le monde.

Il fut un temps où il y avait cinq puissances nucléaires. Aujourd'hui il y en a neuf. Le risque réel aujourd'hui est que la liste va bientôt s'allonger. Et le risque n'est pas simplement une agression d'État, mais l'acquisition des armes nucléaires par les terroristes. C'est pourquoi nous devons accepter que nous traversons un moment dangereux où des décennies de prévention de la prolifération peuvent être réduites à néant par une augmentation désastreuse de la prolifération. Si nous sommes sérieux quant à notre ambition d'avoir un monde sans armes nucléaires, nous aurons besoin de finesse politique, et pas de politique de la corde raide.

La résolution que le Conseil de sécurité adoptera demain sera vitale, à mon sens, en prélude à la tenue, l'année prochaine, du sommet sur la sécurité nucléaire mondiale en avril et de la Conférence d'examen en mai. Notre proposition est qu'il y ait de vastes négociations au niveau international entre les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires. Cela comporte trois éléments, où une direction internationale prudente et sobre est essentielle et où la Grande-Bretagne jouera un rôle : les responsabilités des États non dotés d'armes nucléaires, les droits de ces États et, naturellement, les responsabilités des puissances nucléaires.

Premièrement, qu'il n'y ait pas d'équivoque : l'Iran et la Corée du Nord doivent maintenant savoir que le monde sera encore plus sévère en cas de prolifération. Nous sommes prêts à considérer des sanctions supplémentaires. La Grande-Bretagne exigera dans l'avenir que les États non dotés d'armes nucléaires aient dans les années à venir à apporter la preuve qu'ils ne sont pas en train de se doter d'armes nucléaires.

Deuxièmement, la Grande-Bretagne offrira des centrales nucléaires à des fins civiles aux États non dotés d'armes nucléaires, s'ils sont prêts à renoncer à leurs ambitions d'acquisition de l'armement nucléaire, les aidant ainsi à acquérir ce que le Président Eisenhower appelait « les atomes pour la paix », comme on s'en souvient encore. Avec d'autres, nous serons prêts à patronner une banque d'uranium située en dehors de ces pays, pour les aider à avoir accès à l'énergie nucléaire à des fins civiles. Et la Grande-Bretagne est prête à construire un nouveau centre nucléaire d'excellence, pour aider à la recherche d'un cycle de combustible nucléaire économique, ne se prêtant pas à la prolifération et à faibles émissions de carbone.

Mon troisième point est que toutes les puissances nucléaires doivent jouer leur rôle dans la réduction des armes nucléaires, en contrepartie à l'engagement des pays non dotés d'armes nucléaires à y renoncer. C'est le but du Traité sur la non prolifération (TNP), et en conformité avec la limitation de notre pouvoir nucléaire de dissuasion, j'ai demandé à notre Comité de sécurité nationale de me présenter un rapport sur les possibilités futures de réduire de quatre à trois le nombre de nos sous-marins nucléaires.

Si tant est que la coopération économique a stabilisé le système bancaire international et posé les

bases d'une reprise de la croissance économique, la relance n'est ni inébranlable, ni irréversible. La grande leçon à retenir des événements de l'année dernière, c'est que la récession n'est pas devenue une dépression, uniquement à cause de l'action audacieuse et d'ampleur mondiale que nous avons conduite. Nous avons donné une réponse monétaire et fiscale coordonnée, qui, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), a réussi à préserver 7 à 11 millions d'emplois à travers le monde.

Ainsi, quand le Groupe des Vingt (G-20) se réunira demain à Pittsburg, nous devons élaborer un accord global pour la création d'emplois et la croissance – un accord pour réduire le chômage et augmenter la prospérité à travers le monde. Nous devons maximiser l'impact des mesures d'incitation que nous avons prises. Il doit y avoir une planification adéquate et concertée des stratégies de sortie pour s'assurer que la reprise ne s'enlisera pas. Nous n'enlevons pas et ne devons pas prématurément enlever à notre économie le secours d'une réanimation artificielle. Nous devons aussi faciliter l'accord en définissant des objectifs clairs quant à la manière dont chacun peut contribuer à la croissance future au niveau mondial, et nous devons garantir l'équilibre et la durabilité d'une telle croissance.

J'estime que nous avons besoin d'une coopération économique plus forte au moment où nous traversons la période d'incertitude de la reprise. Je propose donc de lancer l'accord en convenant que nous sommes déterminés à atteindre de hauts niveaux de croissance sur une base durable et équilibrée. Ceci doit être appuyé par une réforme générale du secteur financier. L'accord doit comprendre des principes internationaux concernant les primes. Nous devons renforcer notre ciblage des paradis fiscaux. À partir du mois prochain, des sanctions sérieuses doivent être prises contre les pays qui ne respectent pas les normes mondiales.

La voix de l'Afrique doit être entendue et écoutée afin de permettre une reprise dans les régions dévastées par les événements de l'année dernière, et de garantir à tous les pays en développement d'Afrique ou d'ailleurs que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas hors de portée à cause d'un plus grand échec de la responsabilité mondiale.

À Londres, le G-20 est tombé d'accord sur des mesures d'une valeur de 50 milliards de dollars pour aider les pays pauvres à surmonter la crise. Grâce à

Londres, le Fond monétaire international (FMI) peut, cette année et l'année prochaine, prêter huit milliards au lieu de deux milliards. Ceci permet déjà au Kenya et à la Tanzanie d'augmenter les dépenses gouvernementales en réponse à la crise.

Au milieu de tous ces défis, nous devons nous souvenir d'une promesse essentielle que nous avons faite il y a 10 ans. Et c'est là mon cinquième et dernier impératif : pour réaliser une vision de 2015 que nous risquons de trahir, à cause des tendances actuelles, il ne nous faudra pas cinq ans – comme nous l'avons promis – et pas même 50 ans; il nous faudra plus de 100 ans pour réaliser certains de nos objectifs du Millénaire pour le développement. Et un délai de 100 ans est trop long pour donner aux populations de nos pays la justice qui a été promise.

Comme l'a dit le Président Obama, nous avons besoin d'un plan mondial pour faire des objectifs du Millénaire une réalité. La pauvreté persistante, écrasante, destructrice d'âmes, très souvent fatale que j'ai vue en Afrique et dans d'autres pays en développement, m'a convaincu qu'à moins que l'autonomisation acquise grâce à la justice dans les échanges commerciaux ne soit égalée par l'autonomisation due à la gratuité de l'éducation et des soins de santé, cette génération d'Africains au sud du Sahara n'aura pas l'occasion qu'elle mérite d'échapper à la pauvreté et ne sera jamais totalement libre.

Je crois que la plus grande injustice requiert les actions les plus hardies. Aujourd'hui, à cette Assemblée générale de l'ONU, nous allons voir l'histoire se faire avec le commencement des soins de santé gratuits pour tous en Afrique et en Asie, alors que des pays comme le Burundi, la Sierra Leone, le Malawi, le Népal, le Libéria et le Ghana font tous des annonces de grande portée auxquelles j'applaudis : ils élargissent la gratuité des soins de santé et abolissent les redevances d'usager. À la suite de ces mesures, plus de 10 millions de personnes supplémentaires en Afrique et en Asie, vont maintenant pour la première fois avoir accès aux soins de santé gratuits – sans être refoulées ou s'inquiéter de la manière de régler leurs factures médicales. Je vous encourage tous à égaler les gouvernements de ces pays avec votre propre appui, et j'engage le Royaume-Uni à donner cet appui.

Rappelons-nous comment en 1945, au moment de la création de l'ONU, les pays étaient confrontés à une multitude de défis, mais ont rassemblé l'énergie et la vision nécessaires non seulement pour reconstruire ce

qui avait été détruit par la guerre, mais aussi pour établir un nouvel ordre mondial pour partager la sécurité et les progrès. Je crois que ces mêmes principes doivent nous inspirer maintenant une nouvelle et meilleure coopération mondiale, plus représentative et plus effective.

Comme notre expérience de transformer un objectif commun en action commune nous l'a appris, nous devons bâtir un multilatéralisme progressif pour cette ère, un multilatéralisme qui requiert que nous trouvions en chacun d'entre nous et ensemble les qualités de courage moral et de leadership adaptés à notre temps et à notre génération, et qui peuvent renouveler ce monde. Je crois que si nous prenons les décisions justes et travaillons ensemble, nous sommes

en passe de créer pour la première fois dans l'histoire du monde une véritable société mondiale. C'est un nom qu'il faut tous souhaiter et un objectif pour lequel il faut tous lutter.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'allocation qu'il vient de prononcer.

Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 15 h 40.